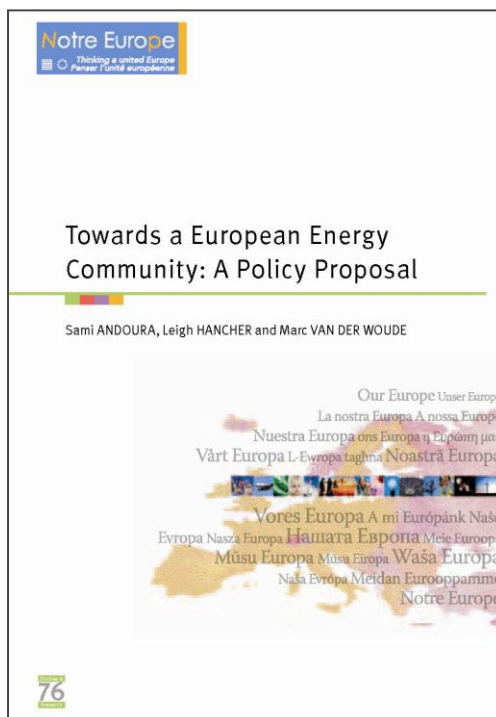


REVUE DE PRESSE



« Vers une Communauté européenne de l’Energie : une proposition politique »



CONTACT PRESSE : Stéphanie Baz, Chargée de communication, sbaz@notre-europe.eu

“Vers une communauté européenne de l’énergie: une proposition politique”

Le rapport :

Afin de développer la proposition de Jacques Delors de relancer la construction européenne par la création d’une Communauté de l’énergie, *Notre Europe* a publié le 1^{er} avril 2010, un rapport intitulé « Vers une communauté européenne de l’énergie : une proposition politique ». Fruit des travaux menés par le Groupe de réflexion, composé d’experts européens de haut niveau, mis sur pied par Notre Europe, en vue d’étudier la faisabilité d’une Communauté européenne de l’énergie, ce rapport a été rédigé par Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura (rapporteur).

Ce rapport, qui a connu un succès immédiat, développe la proposition de Jacques Delors de relancer la construction européenne par la création d’une Communauté de l’énergie, et étudie la faisabilité d’une Communauté européenne de l’énergie.

Présentation officielle et Déclaration commune :



Le 5 mai 2010, au Parlement Européen Jerzy Buzek, Président du Parlement européen, et Jacques Delors, ancien Président de la Commission, Président fondateur de *Notre Europe*, ont présenté conjointement une déclaration commune pour initier la création d’une communauté européenne de l’énergie.

A cette occasion, le rapport publié par *Notre Europe* a été présenté par le président du think tank, monsieur Tommaso Padoa-Schioppa et par ses auteurs, Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura (rapporteur) devant une salle remplie de parlementaires, d’experts et de médias.

Tommaso Padoa-Schioppa a rappelé en introduction que depuis 25 ans la politique énergétique est fondée sur deux composantes essentielles : la création d’un marché et la prise en compte d’aspects environnementaux. Toute politique énergétique a un pied dans l’économie et un pied dans la stratégie. L’élément stratégique fondamental et le développement de la politique énergétique confère à l’Union un rôle essentiel pour la partie économique mais pas pour le volet stratégique.

PRESSE ECRITE ET AGENCE DE PRESSE :

France :

<i>Le Figaro</i> : 06/04/10 ; 9/04/10 et 20/04/10	p. 6-10
<i>Agence Europe - Le Bulletin quotidien</i> : 01/04/10 ; 06/04/10 et 09/06/10	p. 11-14
<i>AFP</i>	p. 15
<i>La Tribune</i> : 7, 8 et 9 mai 2010	p. 16-17
<i>La lettre A</i> : 02/04/10	p.18-19
<i>Armor Magazine</i> : Avril 2010	p. 20-21
<i>Europolitics</i> : 06/04/2010, 05/06/10 et 06/05/10	p.22-29

Europe :

<i>La Stampa</i> (Italie): 30/06/2010	p. 30
<i>Citta di Genova</i> (Italie) : 06/05/2010	p.31-32
<i>24h (Suisse)</i> : 05/05/2010	p.33
<i>Europe nu</i> (Pays-Bas)	p.34-35
<i>Science guide</i> (Pays-Bas)	p. 36
<i>Rp.pl</i> (Pologne)	p. 37-38
<i>Revue de presse</i>	p. 39
<i>Ends Europe</i> (Belgique)	p. 40
<i>Rebecca Harms</i> (Allemagne)	p.41-42
<i>Kitekinto.eu</i> (Hongrie)	p. 43-44

PRESSE AUDIOVISUELLE :

BFMTV : 9 mai 2010 Jacques Delors dans l'émission « La faute à Bruxelles »

PRESSE EN LIGNE:

<i>Eu.Observer</i> : 05/05/2010	p. 46-47
<i>Euractiv.fr</i> :06/04/10 et 24/06/2010	p.48-54

Eurativ.com et Euractiv.de: 06/04/2010	p.55-59
Euractiv.pl : 06/05/2010	p.60-61
European Energy Review: Let's get together: avril 2010	p.62-64
Fondation Robert Schuman : 12/04/2010	p.65
ActuPolitique.net : 02/04/2010	p.66
Romandie news	p. 67
Fondation européenne pour le Développement durable des régions : 06/04/2010	p. 68
MSN	p. 69
Capacity	p. 71
Publics.bg: 12/04/2010	p. 72-74
European Tribune: 21/04/2010	p. 75
ISN : 22/04/2010	p. 76-78
Infomedi.eu : 27/04/2010	p.79-80
Euros du village : 01/06/2010	p. 81-83
Site du Parlement Européen : 03/06/2010	p. 84-87
Site des Verts européens	p. 88-90
Penki News: 04/06/2010	p. 91-92
Fenêtre sur l'Europe: 04/06/2010	p. 93-94

BLOGS:

Blog Le Figaro « Géopolitique » de Pierre Rousselin : 19/04/2010	p.96
Blog : General business : 06/04/2010	p.97-98
Overblog: avril 2010	p. 99
Eu.Energy Policy Blog : 01/04/2010	p. 100-102
Chillin'Competition : 14/04/2010	p. 103
Blog Sahara Green: 21/04/10	p. 104
Blog de Gilles Parnieux: 07/06/2010	p. 105-106
Blog Facultas Sustainable Development Ressources: juin 2010	p. 107-111

PRESSE ECRITE ET AGENCES DE PRESSE



L'Europe doit réduire sa dépendance gazière

Mots clés : [gaz](#), [nord stream](#), [EUROPE](#), [RUSSIE](#), [GAZPROM](#)

Par [Fabrice Nodé-Langlois](#)

06/04/2010 | Mise à jour : 08:24 [Réagir](#)



Une maquette de gazoduc présentée aux visiteurs sur le stand de Nord Stream au salon de Hanovre, en 2007. Crédits photo : ASSOCIATED PRESS

À quatre jours du lancement du chantier du gazoduc russe Nord Stream, un rapport dénonce l'emprise de Gazprom sur le Vieux Continent.

Le président russe Dmitri Medvedev en personne a prévu d'assister à la cérémonie. Vendredi, le gazoduc de la Baltique, Nord Stream, porté par la compagnie russe Gazprom, passera enfin du stade de projet à celui de chantier. La première pierre du futur tube sous-marin long de 1200 km sera posée à Vyborg, sur les rives du golfe de Finlande, à une centaine de kilomètres de Saint-Pétersbourg. Nord Stream devrait fournir, dès 2013, 55 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, directement acheminés en Allemagne. Gérard Mestrallet, le président de GDF Suez participera à la cérémonie. Le groupe français est partie prenante au projet dont il doit incessamment devenir actionnaire du consortium avec 9% du capital.

«Nord Stream est un élément clé de la sécurité d'approvisionnement, sans aucun pays de transit», se félicitait Gérard Mestrallet début mars à l'occasion de la visite à Paris de Dmitri Medvedev. Le gazoduc de la Baltique permettra en effet à la Russie de livrer l'Europe (qui représente 80% de ses exportations gazières) en contournant l'Ukraine, pays de transit dont la relation a été conflictuelle avec Moscou jusqu'à l'élection en

février du président prorusse Viktor Ianoukovitch. Nord Stream permet aussi d'éviter l'autre route d'exportation, via la Biélorussie -allié capricieux- et la Pologne.

Lors de la visite du président russe en France, Gérard Mestrallet s'était réjoui de la relation historique de GDF établie avec Gazprom depuis trente-cinq ans et des contrats de fournitures sécurisés jusqu'en 2030. Mais tout le monde à Paris ne partage pas cette vision idyllique de la relation avec la Russie, premier exportateur mondial de gaz naturel. «L'Europe est dramatiquement dépendante» pour son gaz, s'alarme Christian Stoffaës, président du conseil du Centre d'études prospectives et d'information internationale (Cepii), qui vient de rédiger un rapport sur le sujet pour le compte du Conseil d'analyse stratégique, organisme rattaché à Matignon. Si le document de 145 pages dresse un constat largement établi de la vulnérabilité européenne pour son approvisionnement en gaz naturel, Christian Stoffaës l'a assorti de commentaires pas toujours diplomatiques en le présentant vendredi dernier. Le risque associé à la dépendance n'est pas celui de la rupture d'approvisionnement, analyse Stoffaës, mais celle-ci «pèse sur la mentalité des Européens et crée des tensions». L'Europe importe actuellement 60% de ses besoins en gaz, dont 25% à la Russie. L'épuisement des champs de la mer du Nord et la croissance de la demande devrait accentuer cette dépendance. Christian Stoffaës déplore sans fard le recrutement par «les fournisseurs» d'anciens dirigeants européens, allusion à l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder, devenu président du conseil des actionnaires de Nord Stream. «Les importateurs sont sous le chantage de Gazprom mais ne veulent pas non plus des bureaucrates de Bruxelles», assène encore l'auteur du rapport. L'ancien directeur de la prospective d'EDF estime qu'à la faveur des crises ukrainiennes de 2006 et surtout de janvier 2009, où le robinet fut réellement fermé, la prise de conscience de la nécessité d'actions communes du Vieux Continent gagne peu à peu.

«Une vraie force de négociation»

Le rapport Stoffaës préconise, parmi six recommandations, la création d'une centrale d'achat européenne. Il reprend une idée défendue par Nicolas Sarkozy dans son discours du 5 mai 2009 à Nîmes: «Je veux porter l'idée d'une centrale européenne d'achat du gaz pour que l'Europe ait une vraie force de négociation face à ses fournisseurs.» Jacques Delors, l'ancien président de la Commission, dont Christian Stoffaës est proche, vient d'appeler, avec les mêmes objectifs d'indépendance stratégique, à la création d'une Communauté européenne de l'énergie, en préambule d'un rapport publié par son cercle de réflexion Notre Europe. Le fait est que «les vendeurs font la condition de la vente», **reconnaissait récemment Jean-François Cirelli, le vice-président de GDF Suez.** Christian Stoffaës en est convaincu: même si le processus prend des années, «s'il y a une volonté politique, les compagnies seront contentes d'être moins dépendantes de Gazprom».



Par [Fabrice Nodé-Langlois](#)

- **lefigaro.fr**, 09/04/2010 à 10:15 - 3608 signes
- Nodé-Langlois, Fabrice
- Matières premières, Bourse

L'énergie, le nouveau combat européen de Jacques Delors

C'est un «retour aux fondamentaux», comme disent les politiques aujourd'hui. Afin de relancer la construction en panne d'une Europe à Vingt-Sept, il faut un projet commun, comme le fut à l'origine (1951) la communauté du charbon et de l'acier (la Ceca). Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne (1985-1994) est reparti au combat. Son credo: bâtir une communauté européenne de l'énergie.

L'appel de «Notre Europe»

Le club de réflexion «Notre Europe», fondé par Jacques Delors, a publié le 1er avril un rapport intitulé «Vers une communauté européenne de l'énergie: une proposition de politique». En introduction de ce document issu d'une réflexion collective, rédigé par trois auteurs, Sami Andoura, Leigh Hancher et Marc Van der Woude, Jacques Delors pose une question: «L'Europe jouera-t-elle un rôle dans la prochaine révolution industrielle, ou se contentera-t-elle de suivre?». La révolution industrielle en question est l'émergence de sources d'énergies décarbonées. Les Etats-Unis, la Chine ou encore la Corée du Sud sont déjà largement investis dans cette mutation.

-L'objectif. Le rapport ne mentionne pas d'emblée de justification écologique et climatique. Avant tout, l'Europe a besoin d'une politique commune de l'énergie pour garantir à ses citoyens une énergie à des prix raisonnables et stables.

-Une philosophie. Le social démocrate Delors remet l'Etat au cœur de son schéma. Le réseau énergétique doit être modernisé et construit à l'échelle du Vieux continent et forcément avec le concours de fonds publics. La diversification du bouquet énergétique doit être encouragée par les Etats.

La feuille de route de Delors

-La communauté européenne de l'énergie pourrait se construire avec les seuls Etats volontaires. Le modèle d'une Europe à géométrie variable a été adopté pour lancer l'espace Schengen et l'euro. Il a le mérite de permettre aux Etats les plus volontaristes d'avancer sans être freinés par les plus réticents et sans entraîner ces derniers contre leur gré.

-L'une des actions prioritaires, pour poser les premières briques de cette nouvelle CEE serait de créer une ou plusieurs centrales d'achat de gaz. Ces organismes pèseraient lourd face aux pays vendeurs qui pour l'instant dictent leurs conditions à leurs clients.

-Le rapport préconise aussi la création d'un «Fonds énergie» destiné à financer les nouvelles technologies et les énergies renouvelables.

A 85 ans, Jacques Delors, sait bien que ce chantier de l'Europe de l'énergie sera de longue haleine. Mais comme le remarque Christian Stoffaës, l'un de ses proches et auteur d'un rapport tout récent sur la dépendance gazière de l'Europe (*), la panique suscitée par les crises est accélératrice de réformes.

«Etre libéré de l'insécurité énergétique réduit les sources de conflits. Et la paix est l'essence même de l'Europe», conclut le rapport.

>> Le rapport (en anglais) peut-être téléchargé sur le site de Notre Europe:
<http://www.notre-europe.eu/>

>> (*) [Le rapport du Centre d'analyse stratégique sur « la sécurité gazière de l'Europe » dirigé par Christian Stoffaës](#)

A surveiller dans les prochaines semaines :

Les suites médiatiques et politiques de la proposition de Jacques Delors.



Burqa : l'Élysée pour une interdiction totale

Dans l'entourage du chef de l'État, on affirme que Nicolas Sarkozy est favorable à une interdiction totale de la burqa sur le territoire national. Le président de la République souhaite que ce texte mette particulièrement en avant « le principe du respect de la dignité de la femme » (malgré les réserves sur cette motivation récemment exprimées par le Conseil d'État), et non l'impératif de maintien de l'ordre public.

Le Medef et le volcan

Face à la paralysie du trafic aérien, qui met en difficulté des centaines d'entreprises, le patronat s'essaye à l'humour. « Grâce au volcan, on teste la décroissance », grince la présidente du Medef, Laurence Parisot, en allusion à la doctrine des mouvements écologistes les plus intransigeants. « C'est la vengeance des dieux sur la manière dont l'Islande a géré sa dette », interprète de son côté son homologue de l'Afep (grandes entreprises), Maurice Lévy.

Pour une Communauté européenne de l'énergie



Les États généraux de l'Europe ont repris une proposition de Jacques Delors (photo) visant à créer une Communauté européenne de l'énergie, soixante ans après la déclaration Schuman du 9 mai 1950, acte fondateur de la CECA. Guillaume Klossa, fondateur des États généraux, et José Manuel Barroso, président de la Commission, ont ouvert la troisième édition de la rencontre, qui, malgré l'éruption du volcan islandais, a réuni ce week-end à Strasbourg quelque deux mille personnes à l'initiative des ONG EuropaNova, Notre Europe et le Mouvement européen.

Procédure pénale : Vallini consulte

André Vallini (photo), député socialiste de l'Isère, avocat et ancien président de la commission parlementaire sur Outreau, se prépare au débat parlementaire sur la réforme de la procédure pénale en consultant de nombreux spécialistes. Après avoir déjeuné à l'Assemblée nationale avec l'avocat Jacques Vergès et l'ancien président du Conseil constitutionnel Roland Dumas – peu favorable au maintien du juge d'instruction –, André Vallini s'apprête à recevoir, toujours à l'Assemblée, le juge Renaud Van Ruymbeke.



Grand Paris : une nouvelle gare à Versailles ?

Parmi les centaines de projets imaginés dans le cadre du Grand Paris, figure la création d'une nouvelle gare à Versailles.

Construite sur l'actuelle zone des Matelots, actuellement propriété du ministère de la Défense, celle-ci offrirait un accès direct au parc du château de Versailles, du côté de la Pièce d'eau des Suisses.



L'Eyja fjoll bloque Laurent Wauquiez au Puy-en-Velay

Laurent Wauquiez est resté bloqué hier dans sa ville du Puy-en-Velay, en Haute-Loire. Comme beaucoup de ses collègues ministres, le secrétaire d'État à l'Emploi s'est retrouvé piégé par la fermeture des aéroports français et la grève SNCF. Et la voiture ? « Il faut huit heures pour faire le trajet entre le Puy-en-Velay et Paris », expliquait hier un conseiller du secrétaire d'État.

Iran : la Turquie contourne les sanctions

La Turquie a remplacé Dubaï pour contourner les sanctions imposées à l'Iran. Ankara et Téhéran ont établi une zone franche à un poste frontière entre les deux pays. « Les pressions américaines sur Dubaï ont produit leur effet », souligne un homme d'affaires français à Téhéran, qui estime



à une vingtaine de milliards de dollars le volume annuel du commerce entre l'Iran et Dubaï.



F. BOUCHON, P. DELORT ET J.-C. MARMARA/LE FIGARO, SAK ET AY-COLLECTION/SIPA

LA MANUFACTURE DU DISQUE et ANTYDOTE PRÉSENTENT



Agence Europe

Les coopérations renforcées. *Un autre aspect des innovations institutionnelles dont le fonctionnement et les effets ne sont pas encore clairs, est le nouveau régime des coopérations renforcées, lesquelles pourraient jouer un rôle très significatif dans l'évolution de la construction européenne. Jacques Delors a récemment proposé de suivre cette voie pour créer la Communauté européenne de l'énergie qu'il estime nécessaire. Il est conscient des réticences que les coopérations renforcées suscitent en général chez les États membres qui dénoncent le risque d'une évolution vers une Europe à deux vitesses. C'est pour apaiser ces craintes qu'il a retenu le terme différenciation, en observant que si l'on avait dû attendre un accord unanime pour agir, ni la monnaie commune ni l'espace Schengen n'existeraient aujourd'hui, et en rappelant que tous les États membres pourront demain adhérer à une coopération renforcée, s'ils en acceptent les critères et en respectent les règles. La situation est assez claire du point de vue « journalistique », mais, selon les experts, elle est juridiquement et politiquement très complexe.*

AGENCE EUROPE

(EU) UE/ÉNERGIE: le think tank Notre Europe développe la proposition de Jacques Delors pour une Communauté européenne de l'énergie
Bruxelles, 06/04/2010 (Agence Europe) - Dans un rapport sur l'avenir de la politique énergétique européenne, publié mardi 6 avril, le think tank Notre Europe développe la proposition politique de Jacques Delors pour relancer la construction européenne par la création d'une Communauté de l'énergie. Rédigé par Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura, ce document analyse l'évolution de la politique énergétique au niveau communautaire tout au long de la construction européenne et évalue si les mesures politiques qu'elle implique permettent de réaliser les trois objectifs essentiels que sont l'accès à l'énergie à un prix abordable, le développement durable de la production, du transport et de la consommation d'énergie, ainsi que la sécurité de l'approvisionnement. Concluant que la politique existante est insuffisante, les auteurs proposent de mettre en place une véritable Communauté européenne de l'énergie. À cette fin, le rapport met en exergue les actions nécessaires pour développer cette Communauté, sa portée et son champ d'action, ainsi que les instruments politiques, juridiques et institutionnels dont dispose l'UE pour la mettre en place, et examine la meilleure façon pour parvenir à un tel modèle. Selon ses auteurs, la création d'un espace de régulation énergétique cohérent et intégré à l'échelle européenne nécessite, à travers le processus de libéralisation des marchés, un réseau énergétique adéquat, renouvelé et de dimension européenne, la poursuite de la diversification du bouquet énergétique européen en stimulant davantage la R&D de nouvelles technologies propres et le recours aux sources d'énergie renouvelables. Pour satisfaire les besoins de financement de grande envergure requis par les technologies à faible teneur en carbone, Notre Europe plaide pour que l'UE dispose de ressources financières indépendantes et autonomes, afin de financer des actions d'intérêt commun. Le think tank fondé par l'ancien président de la Commission européenne soutient également que l'UE parle d'une seule voix dans ses relations énergétiques avec ses partenaires tiers, pays producteurs ou de transit. Enfin, les auteurs du rapport plaident pour la mise en commun de réserves stratégiques communes, réparties sur tout le territoire européen dans un esprit de solidarité, pour aider les États membres à faire face à une crise énergétique de grande ampleur. Une version détaillée du rapport en anglais est disponible à l'adresse suivante: www.notre-europe.eu. (E.H.)

Jacques Delors avait déjà indiqué **Au-delà de l'information, par Ferdinando Riccardi: Jacques Delors a lancé son projet de « Communauté européenne de l'énergie »**

que la réponse de l'Europe au défi énergétique doit être, à son avis, la création d'une Communauté européenne de l'énergie. Cette semaine, il a expliqué les raisons et les éléments essentiels de sa position, en introduisant un rapport publié par l'association Notre Europe (voir notre bulletin N° 10112). Une fois de plus, il regarde en avant et prépare l'avenir tout en tenant compte des réalités et des délais nécessaires. On vient de constater combien d'années ont été nécessaires pour que l'UE reconnaisse l'exigence de renforcer le volet « coordination économique » de l'Union économique et monétaire, qu'il avait réclamé depuis la naissance de l'euro. Le projet sur l'énergie rencontrera-t-il autant de réticences, et des délais analogues ? Pour le moment, l'important est qu'il existe et qu'on commence à en parler.

Une réalisation progressive entre les États membres qui la souhaitent. *Jacques Delors est assez réaliste pour savoir que l'objectif final demande du temps, alors que les problèmes à résoudre sont urgents. Son Appel à une Communauté européenne de l'énergie reconnaît que plusieurs options s'offrent à l'Europe: « La plus radicale, qui est aussi la plus prometteuse, est celle d'un traité européen, avec ses règles et son fonctionnement propres à la dimension énergétique ». Il ajoute toutefois: « Il est possible que les États de l'Union ne soient pas tous prêts à s'engager dans cette voie dès à présent ». Le chemin qu'il préconise est alors, une fois de plus, celui de la différenciation, qui a déjà « permis des avancées majeures dans la construction européenne, telle que l'Espace Schengen et la monnaie unique ». Mais il ne faut pas attendre. Dans le cadre d'une coopération renforcée au sens de l'article 20 du Traité de Lisbonne, « plusieurs projets concrets qui convergent vers une politique commune de l'énergie cohérente et efficace doivent être développés dès maintenant ». Et, pour ceux qui le souhaitent, Jacques Delors en indique trois: des projets communs de recherche et développement pour les énergies alternatives ; des véritables réseaux énergétiques de dimension européenne ; la constitution de Groupements d'achat de gaz et pétrole auprès de fournisseurs étrangers. De telles initiatives, d'apparence technique et limitée, permettraient en fait « un changement décisif et progressif ».*

Les bases de la nouvelle Communauté. *Le projet global demeure, à son avis, nécessaire. Jacques Delors rappelle que l'énergie avait été choisie il y a 60 ans comme l'un des deux secteurs clés ouvrant le chemin vers une construction qui « remplacerait le conflit par la coopération ». Aujourd'hui, les règles communes régissant ce secteur (à l'époque, le charbon) n'existent plus: « Pourquoi ne pas les réinventer ensemble à la hauteur des nouveaux défis » ? Pour les citoyens, « les formules vagues ou les proclamations non suivies d'effet ne suffiront pas ». L'Europe a besoin d'une politique énergétique commune garantissant un accès à l'énergie à des prix raisonnables et stables, préservant la compétitivité de son industrie, assurant le développement durable: « les solutions nationales isolées, pour les grands comme pour les petits États, montrent leurs limites et augmentent le risque de réponses divergentes, voire conflictuelles. Afin de surmonter les multiples facteurs de blocage et les doutes quant à la capacité actuelle de l'UE et de ses États membres à relever ensemble ces défis, une nouvelle approche doit être mise en avant, visant un niveau plus avancé d'intégration, fondée sur la méthode communautaire et la solidarité ». M. Delors estime que « l'augmentation spectaculaire de l'activité réglementaire » concernant le marché unique de l'énergie et l'aspect environnemental n'est pas suffisante. La libéralisation du marché doit « reposer sur un réseau énergétique adéquat, renouvelé et de dimension européenne » ; des mécanismes de prix doivent pouvoir corriger le marché ; les nouvelles technologies peu polluantes et les énergies renouvelables requièrent des investissements de grande envergure. Tout ceci implique, pour la nouvelle Communauté qu'il préconise, des « ressources financières indépendantes et autonomes ». En outre, l'Europe devra « parler d'une seule voix avec ses partenaires extérieurs ». Il faut « mettre fin à la séparation artificielle entre les dimensions économique et politique ».*

Un premier élément. *M. Delors est conscient qu'« une politique énergétique commune ne se fera pas d'un seul coup et qu'il faudra prendre le temps nécessaire pour les discussions indispensables ». Le rapport diffusé par Notre Europe en représente un premier élément. Il a été discuté au sein du Steering Committee, avec l'appui de Pascal Lamy et la participation de Jerzy Buzek, Eneko Landaburu, Philippe de Schoutheete, etc. Ces personnalités ne partagent pas nécessairement la*

Bulletin Quotidien Europe 10115 - 10/4/2010 - NOTRE EUROPE PARIS FR00806

2010/04/12 Page 2

totalité des analyses et propositions du rapport ; les trois auteurs Marc van der Woude, Leigh Hancker et Sami Andoura en gardent la responsabilité.

(F.R.)

COPYRIGHT AGENCE EUROPE© NOT AVAILABLE FOR RE-DISSEMINATION

(EU) PE/COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE: les parlements européen et nationaux veulent accélérer l'application de règles communes

Bruxelles, 09/06/2010 (Agence Europe) - L'UE doit accélérer l'application de règles communes en matière de politique énergétique: telle est la conclusion à laquelle sont parvenus les 250 députés européens et nationaux qui ont participé, lundi 7 et mardi 8 juin à Bruxelles, à un débat interparlementaire sur l'initiative présentée début mai par l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors et le président du Parlement européen, Jerzy Buzek, pour une Communauté européenne de l'énergie (EUROPE N° 10133 et N° 10155).

Les travaux de la réunion interparlementaire ont accouché des conclusions de trois panels de Bulletin Quotidien Europe 10156 - 10/6/2010 - NOTRE EUROPE PARIS FR00806
2010/06/10 Page 4

discussion respectivement relatifs aux problématiques de la sécurité énergétique, du marché unique de l'énergie ainsi que des énergies renouvelables et technologies propres.

Sécurité énergétique. Résumant les conclusions sur ce chapitre, le Polonais Jacek Saryusz-Wolski (PPE) a appelé les États membres à donner un élan politique pour accélérer l'application des règles communes en matière de politique énergétique. En outre, un mécanisme de compensation financière devrait être mis en place au niveau de l'UE pour faciliter les investissements en infrastructures énergétiques.

Marché unique. Le sénateur espagnol Félix Lavilla Martínez a rappelé que l'interconnexion complète des réseaux énergétiques est une condition préalable à un marché unique, soulignant qu'ils permettraient de réduire les prix de l'énergie au bénéfice des consommateurs. En outre, une plus grande performance énergétique du secteur de l'énergie améliorerait sa compétitivité, permettant ainsi aux fournisseurs d'énergie de réorienter leurs investissements vers des sources plus propres.

Renouvelables et technologies propres. Le député espagnol Jesús López Alique a appelé à une plus grande efficacité énergétique et une plus grande coopération entre États membres afin de développer des technologies plus propres. Un soutien fiscal et financier permettrait, en ce sens, de stimuler la production et de réduire les coûts à long terme, a fait remarquer M. López Alique, qui a aussi défendu le rôle des voitures électriques en matière d'économie d'énergie et de réduction des émissions de CO₂.

Clôturant les travaux, le président Buzek a souligné le rôle prioritaire des renouvelables dans la politique énergétique de l'UE et a convenu qu'une coopération renforcée entre États membres pourrait représenter la meilleure base juridique pour l'avenir de la Communauté européenne de l'énergie. Au nom de la Présidence espagnole, le secrétaire d'État à l'Énergie, Pedro Luis Marín Uribe, a convenu qu'une telle initiative pourrait créer un changement fondamental dans l'économie de l'UE, mais souligné qu'elle devait être fondée sur les trois piliers de la compétitivité, de la sécurité d'approvisionnement et de la durabilité. Au nom de la Commission européenne, Joaquín Almunia a rappelé la nécessité de la coopération régionale et des zones spécifiques à l'intérieur de l'UE en vue d'achever le marché intérieur de l'énergie. (E.H.)

Grèce: Jacques Delors regrette le temps perdu pour défendre l'euro²⁸

BRUXELLES, 5 MAI 2010 | L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise.

AFP | 05.05.2010 | 16:23

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise. "Les pompiers sont à l'oeuvre" pour défendre l'euro mais "il faut dire qu'ils y ont mis du temps", a lancé le Français au cours d'un débat au Parlement européen. "Cela explique peut-être les rebondissements négatifs d'aujourd'hui", a-t-il estimé. L'euro est tombé mercredi à un nouveau plus bas depuis plus d'un an, chutant sous le seuil de 1,29 dollar pour la première fois depuis fin avril 2009, pénalisé par des craintes accrues d'une contagion de la crise grecque au sein de la zone euro. "Les semaines de tergiversations, de discussions sérieuses diront certains, n'ont fait que raviver la spéculation et nourrir l'euroscepticisme", a regretté M. Delors, pour qui les seize pays de l'euro n'ont "rien vu venir depuis des mois".

"Maintenant, c'est la peur qui est devenue bonne conseillère et non pas la vision politique ou l'espoir", a-t-il jugé. "Que la peur continue à être bonne conseillère et que nous prenions les moyens pour résister à la spéculation, qui est d'autant plus immorale que ce sont ces mêmes spéculateurs qui ont été aidés par les gouvernements nationaux il y a pas longtemps!", a ajouté M. Delors. La zone euro "a les moyens de faire face aux événements d'hier, d'aujourd'hui ou de demain", a-t-il insisté, "ce qui lui manque simplement c'est la volonté et l'esprit de coopération". M. Delors était venu mercredi à Bruxelles pour plaider, avec le président du Parlement européen Jerzy Buzek, pour la création d'une véritable "Communauté européenne de l'Energie, une nouvelle CEE". Eventuellement avec "un premier noyau d'Etats membres (de l'UE) prêts à s'engager". Ils jugent indispensable que l'Union européenne "dispose d'une seule interface dans ses relations avec ses partenaires extérieurs", alors qu'un quart du gaz consommé par les Européens est d'origine russe. M. Delors a vivement critiqué le ballet diplomatique européen avec la Russie, avec ses chefs de gouvernements allant chacun leur tour "taper à la porte" du Premier ministre russe Vladimir Poutine ou du président russe Dmitri Medvedev. Il a également fustigé le fait "que chacun s'intéresse à tel ou tel gazoduc aux dépens de l'intérêt général".

"Il faut être respecté en tant qu'Europe", a-t-il dit, en précisant que l'un des objectifs d'une telle Communauté européenne de l'énergie est d'avoir "une accessibilité aux sources d'énergie au meilleur prix possible".

²⁸ <http://www.tdg.ch/depeches/monde/grece-jacques-delors-regrette-temps-perdu-defendre-euro>

LA WEEK-END TRIBUNE

En partenariat avec
BFM RADIO
N° 4466
France métropolitaine

Bandouni
Prof, directeur
général de
BNP Paribas.



Fortis fait les beaux jours
de BNP Paribas. **PAGE 26**

**Coup
de tabac
à Wall
Street**
PAGE 48

20h30
10.600 pts

- 2,47

L'indice Dow Jones,
jeudi soir, en %
(heure française)

21h45
10.520,8 pts

- 3,20

- 9,16

20h46
9.872,6 pts

CAC 40 ↗ - 2,20 % 3.556,11 PTS • FTSE 100 ↗ - 1,52 % 5.260,99 PTS • DAX 30 ↗ - 0,84 % 5.908,24 PTS • EURO ↗ - 0,74 % 1,2720 \$ • PÉTROLE WTI ↗ - 0,55 % 79,13 \$

INDICATEURS DU JEUDI 6 MAI 2010

L'ESSENTIEL

POLITIQUE

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN soigne son image en vue d'un retour en France en 2012. **PAGE 5**

TAXE D'HABITATION. Le Conseil des prélèvements obligatoires instruit le procès de la fiscalité locale. **PAGE 6**

URBANISME COMMERCIAL. Les seuils d'autorisation des grandes surfaces sont appelés à disparaître. **PAGE 6**

LES CLINIQUES PRIVÉES veulent participer aux missions de service public. **PAGE 7**

LE MEDEF est condamné à verser 730.000 euros à son ancien directeur général, Jacques Creyssel. **PAGE 7**

ENQUÊTE. SARKOZY, le Spartiate. Trois ans après son élection, le chef de l'État compte s'appuyer sur la crise grecque pour relancer les réformes. **PAGE 11**



L'AFRIQUE DU SUD a investi près de 2 milliards d'euros pour la Coupe du monde de football. **PAGE 10**

BUSINESS

EXCLUSIF. BOUYGUES TÉLÉCOM dépose une nouvelle plainte contre Orange devant l'Autorité de la concurrence. **PAGE 17**

FRANCE TÉLÉCOM concrétise le changement de ses pratiques sociales. **PAGE 16**

ALCATEL LUCENT, dirigé par Ben Verwaayen rate la reprise. **PAGE 15 ET ÉDITORIAL PAGE 13**

XAVIER HUIILLARD est devenu, jeudi, PDG de Vinci, le groupe de BTP. **PAGE 18**

PSA a trouvé un nouveau partenaire en Chine pour raviver ses ventes sur place. **PAGE 19**

FACE À LA MARÉE NOIRE, les géants de l'offshore se veulent sereins et les PME françaises proposent leurs services. **PAGES 22 ET 23**

FINANCE

L'OR a franchi en séance la barre des 1.200 dollars l'once.

BOURSE. Selon le cabinet Hewitt, il manquerait 7 milliards d'euros de provisions aux sociétés du CAC 40 pour couvrir leurs engagements de retraite. **PAGE 29**

RETRAITE. Il faut épargner aujourd'hui pour compléter vos pensions de demain. Les meilleurs placements ne sont pas toujours ceux qu'on croit. **PAGES 30 ET 31**

Et aussi...

EXCLUSIF. LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE FOOTBALL tente de ravir un match de l'Équipe de France à M6 pour le vendre à TF1. **PAGE 34**



**SPÉCIAL CANNES
DANS VOS PAGES
WEEK-END**
PAGES 35 À 40

ANNONCES LÉGALES - PAGES 20 et 33

M 00160 - 507 - F: 1,30 €



1 5 5 M 1 2 7 7 - 2 3 8 0

Pour vous abonner appelez le
0800 13 23 33 ou www.latribune.fr
Andorre: 1,4 €. Antilles, Réunion, Guyane: 2 €. Belgique: 1,4 €. Canada: 3,5 \$. Espagne: 1,6 €. G-B: 1,1 £. Italie: 1,9 €. Luxembourg: 1,4 €. Maroc: 15 Dh. Portugal: 2 €. Suisse: 2,60 FS. Tunisie: 2,200 Mr. USA: 2,75 \$.

ÉLECTIONS EN GRANDE-BRETAGNE

Les 7 chantiers du nouveau Premier ministre



Les couples électoraux, hier. De gauche à droite, Samantha et David Cameron; Miriam Gonzalez Durant et Nick Clegg; Sarah et Gordon Brown.

Les électeurs britanniques ont voté jeudi jusqu'à 23 heures (heure de Paris), pour élire le Parlement. Le nouveau Premier ministre britannique qui sera désigné par le parti vainqueur devra s'attaquer à un déficit budgétaire historique. Durement éprouvé par la crise financière internationale, le modèle économique du Royaume-Uni doit être revisité en profondeur. **PAGES 2 À 4**

*La Tribune
numérique
du samedi*

RETROUVEZ DEMAIN, SAMEDI, « La Tribune » sur votre ordinateur ou votre mobile

- Kerviel, qui est le plus coupable ?
- L'analyse d'Erik Izraelewicz. Bilan plan plan (trois ans déjà).
- Le regard politique d'Hélène Fontanaud : Eurostalgie.
- Le bloc-notes de Stéphane Soumier (BFM Radio).
- L'œil de « La Tribune » : la sélection photos de la semaine d'Éric Béziat.

ET PLUS ENCORE...

Les suites de la crise en Europe

LA BCE PEINE À RAMENER LE CALME SUR L'EURO



Jean-Claude Trichet.

La BCE n'a pas étudié l'option du rachat de titres de dette souveraine des États membres pour calmer la fièvre sur les taux grecs et portugais. L'euro et les marchés actions sont restés sous pression en dépit de la détermination de Jean-Claude Trichet. **PAGES 27, 28 ET ÉDITORIAL PAGE 13**

DELORS: « CHANGER LES RÈGLES DE LA ZONE EURO »



Jacques Delors.

« Il faut changer les règles du jeu de la zone euro », explique à « La Tribune » l'ancien président de la commission Jacques Delors. À la veille d'un sommet de l'Eurogroupe vendredi soir, Paris et Berlin appellent à un renforcement du contrôle des budgets. **PAGE 8**

« Il faut changer les règles du jeu de la zone euro »

Propos recueillis par
YANN-ANTONY NOGHÈS, À BRUXELLES

L'euro est-il en danger ?

L'euro en tant que tel n'est pas en danger mais la construction européenne risque d'être ralentie. Face au problème grec, les seize pays de la zone euro sont co-responsables de la situation. Ils n'ont rien vu venir, ni de l'endettement privé ni du reste. De ce fait, la discussion « Faut-il intervenir ? » n'avait pas de sens. C'était la co-responsabilité de l'Eurozone : il fallait qu'ils interviennent. A force de tergiverser, ils ont avivé la spéculation, renforcé les doutes et l'eurosepticisme. A présent, ils doivent donc se rattraper. Comme on note les élèves au lycée :



L'euro en tant que tel n'est pas en danger mais la construction européenne risque d'être ralentie.

« a tous les moyens et peut mieux faire ».

Vous considérez donc que la zone euro a mal géré cette crise...

Nous avons trop attendu. L'euro n'a pas que des amis dans le monde. Il y en a que ça dérange et ceux qui n'y croient pas. Certains experts pensent qu'il ne peut pas y avoir de monnaie unique si vous n'avez pas un gouvernement politique unique. C'est faux, une union basée sur une partie partagée de la souveraineté peut réussir. Il aurait fallu pour cela un équilibre entre les préoccupations économiques et monétaires et pas simplement la focalisation sur le Pacte de stabilité. Ce n'est pas à travers le Pacte que vous pouviez vous inquiéter du développement de l'endettement privé, en Espagne par exemple. Dès le départ, et je l'avais dit dans le rapport Delors de 1988 puis redit en 1997, il faut que l'Union économique et monétaire (UEM) marche sur ses deux jambes. Je vous assure que si cela avait été le cas, nous aurions vu venir la crise financière et aurions répondu plus rapidement au problème grec. Le Conseil de l'Euro l'aurait même prévenu.

Concrètement, que faut-il changer ?

Ce qu'il faut changer, ce sont les règles du jeu à l'intérieur de l'UEM. Je demeure fondamentalement optimiste. Je crois que l'on va à présent adopter



une forme de gouvernance économique, financière et monétaire à l'intérieur de la zone euro, qui la confortera. Paris et Berlin feront justement ce soir, lors du sommet de l'Eurogroupe, des propositions pour renforcer la surveillance budgétaire dans la zone euro... Je le répète : il n'est jamais trop tard pour bien faire. Au-delà du budget et de la dette, il est question d'élargir la surveillance aux questions structurelles et de compétitivité.

Est-ce, 60 ans après la Déclaration

de Robert Schuman, le début d'un véritable gouvernement économique européen ?

Ne mélangeons pas tout. La Déclaration de Robert Schuman mérite mieux que d'être raccrochée à un épisode de la construction européenne. L'appel du 9 mai avait une portée morale et politique qui dépasse largement les controverses présentes. Aussi importantes soient elles. Il a dévoilé une vision, tracé le chemin de la compréhension mutuelle entre les peuples, révélé le véritable humanisme européen. Quel bonheur s'il pouvait encore aujourd'hui inspirer nos dirigeants. ■

POUR UNE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

Soixante ans après la Déclaration Schuman qui avait débouché sur la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Jacques Delors a plaidé cette semaine à Bruxelles pour la création d'une véritable « Communauté européenne de l'énergie ». Pour l'ancien président de la Commission, l'Europe doit « présenter une interface unique avec ses partenaires, plutôt que chacune fasse son marché en Russie à sa manière ». « L'UE n'est pas respectée en matière de politique étrangère et de politique économique extérieure. Avoir une politique commune de l'énergie renforcer notre masse de politique étrangère et assurerait notre sécurité pour l'avenir », a déclaré Jacques Delors à La Tribune. Il verrait bien un noyau d'Etats membres avancer sur cette piste avant d'être rejoint par le reste des 27. Il préconise « des groupements d'achats, des réserves de sécurité » pour commencer. Il n'exclut pas non plus une progression vers « la révolution verte » et « d'une part un fonds de financement sur la recherche des énergies alternatives et si possible un peu fiscalité commune ».

YANN-ANTONY NOGHÈS, À BRUXELLES



MOUVEMENTS

Alain Rousset, président **PS** du conseil régional d'Aquitaine, devrait conserver la présidence de l'**Association des régions de France** (ARF), lors d'un vote organisé le 7 avril. Alors qu'il a été un moment contesté, **Alain Rousset** (LLA n°1448) a reçu le soutien de **Martine Aubry**, tandis que **Ségolène Royal** appuie officieusement **Jacques Auxiette** (élu en Pays de la Loire). L'ARF veut faire du développement des compétences des régions en matière économique son premier axe d'intervention. A l'étude : un fonds de co-investissement pour les PME abondé par les fonds européens.

Denis Ranque, démis en mai de la présidence de **Thales**, cumule depuis les jetons de présidence. Après être entré au conseil d'administration de **CMA CGM** en janvier, puis pris la présidence de celui de **Technicolor** (ex-**Thomson**) en février, il s'apprête à intégrer désormais celui du groupe **CGG Veritas**. Il rejoint ainsi **Jean-Georges Malcor**, qui dirigeait la branche aéronautique de **Thales** lorsque lui-même en était le PDG. Celui-ci a quitté **Thales** début 2010 pour prendre la direction de l'ancienne **Compagnie générale de géophysique** (LLA n°1430).

Georges Frêche prend goût à l'édition. Son essai, *Trêve de balivernes*, écrit en quelques jours et édité en urgence fin février par **Héloïse d'Ormesson** à 25 000 exemplaires, a été vendu à plus de 2 000 ex. en un mois chez **Sauramps**, la plus grande librairie de Montpellier, ville où l'ex-maire a obtenu 66% des voix au second tour des régionales. Encouragé par ce succès, le président de la région Languedoc-Roussillon annonce déjà pour début janvier un essai politique dans lequel il exprimera sa conception de ce que doit être un "parti politique moderne". Une manière de planter quelques banderilles dans le camp de **Martine Aubry** pour s'opposer à sa candidature à la présidentielle.

Sénat 2011 : ce tourbillon qui aspire l'UMP

Sortie mal en point des régionales, la majorité parlementaire cherche à reprendre son souffle. Ce qui n'est pas gagné, alors que le rythme des échéances électorales s'accélère. Les cadres de l'**UMP** doivent déjà préparer les cantonales de mars 2011 et le renouvellement de la moitié des conseillers généraux. Or, sauf embellie économique soudaine, l'issue du scrutin pourrait bien ressembler à celle des régionales ! Et ce résultat pèsera sur les sénatoriales, en septembre, qui constitueront un rendez-vous politique décisif à sept mois de la présidentielle.

Dynamiques électorales. Jusqu'au soir du 21 mars, il était impossible d'évoquer les sénatoriales de septembre 2011 avec des responsables UMP. La question était hors sujet pour des cadres pédalant vers la défaite, le nez dans le guidon. Quinze jours plus tard, le principe de réalité reprenant le dessus, ils ont dû se résoudre à faire les comptes. Et à penser aux prochains rendez-vous électoraux qui n'augurent rien de bon. En l'état, aux cantonales de mars 2011, huit départements détenus par l'UMP - avec ou sans les centristes - pourraient changer de camp. Cette estimation concerne des conseils généraux où la droite est à égalité avec la gauche, ou y est majoritaire d'un ou deux sièges, comme le Jura, la Loire, la Côte-d'Or, les Pyrénées-Atlantiques. La plupart possèdent une population agricole touchée de plein fouet par la crise et connaissent un fort chômage. Les mêmes causes ayant les mêmes effets, l'abstention pourrait y être aussi forte en 2011 qu'en 2010.

Rendez-vous en 2011. L'équilibre politique des conseils généraux n'est pas le seul enjeu des prochaines cantonales. Aux sénatoriales de septembre 2011, ces résultats pèseront de tout leur poids sur les choix des grands électeurs dans la série de départements allant de l'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales, avec l'Ile-de-France et les DOM-TOM. Au vu des rapports de forces actuels, par exemple, les Pyrénées-Atlantiques - qui comptent deux sénateurs sortants de droite - pourraient se retrouver au final avec trois parlementaires **PS**. Avec de telles évolutions département par département, même si l'issue n'est pas (encore) irréversible, la perspective d'un basculement du Sénat à gauche est un scénario réaliste. Cela, alors que la réforme de la gouvernance territoriale, tout juste confirmée par **François Fillon** et **Nicolas Sarkozy**, alimente le mécontentement des petits élus ruraux qui fournissent les gros bataillons des grands électeurs.

Appétits socialistes. Au palais du Luxembourg, les socialistes font leur compte. Il leur faudrait 175 sièges pour disposer d'une majorité en 2011. Au-delà des gains déjà possibles, ils devront prendre une quinzaine de sièges supplémentaires à l'UMP pour y parvenir. Le plan de bataille concocté par **Jean-Pierre Bel**, chef de file du groupe **PS** - et candidat à la succession de l'actuel président du Sénat **Gérard Larcher** - passe par l'organisation de listes uniques "gauche-Verts". En interne, il s'active déjà pour recruter un responsable de la communication et une "plume". **Catherine Tasca**, **Michelle André**, **François Rebsamen**, ainsi que **Jean-Pierre Masseret** sont aussi cités comme candidats potentiels à la présidence du Sénat. Sans parler de pointures comme **Laurent Fabius**. Mais celui-ci, qui est député de Seine-Maritime, devrait d'abord se faire élire sénateur - en Ile-de-France - pour pouvoir postuler.

Jacques Massey

L'Institut Thomas More

commence à songer à la campagne présidentielle de 2012. Le think-tank libéral, qui a travaillé pour la **Commission européenne** sur la question des rémunérations patronales, entend prolonger cette réflexion, pour son propre compte, en mettant en place un groupe de travail chargé de définir ce que pourraient être les bases du libéralisme dans l'après-crise. Le président du think-tank, **Jean-Thomas Lesueur**, cherche à réunir un panel d'économistes, de philosophes et de politiques pour défricher le sujet et le décliner sur des problématiques concrètes. Le but : nourrir le programme de la droite.

Pascal Boniface, le directeur de l'**Institut de relations internationales et stratégiques** (IRIS), a convié l'un de ses proches, **Alain Cayzac**, à venir assurer la promotion de son dernier ouvrage : *Tout ce qu'on ne vous a pas appris à l'école* (**Editions du moment**, 2010). L'ancien publicitaire cofondateur de l'agence **RSCG**, qui fut également président du **PSG**, livrera le 6 avril au siège de l'IRIS les "clefs de la réussite pour mériter sa Rolex".

L'Institut de l'entreprise recevra **Gilles Michel** le 13 avril. Le directeur général du **Fonds stratégique d'investissement** (FSI) rencontrera les adhérents de l'institut lors d'un déjeuner réservé aux membres.

La Fondation Gabriel Péri souhaite prendre le pouls du pays. La fondation politique proche du **Parti communiste** a fait appel à la **Sofres** qui lancera dans les prochaines semaines une étude afin de mieux comprendre la perception qu'ont les Français de la crise et de la présidence de **Nicolas Sarkozy**. Les sociologues **Michel Simon** et **Guy Michelat**, coauteurs des *Ouvriers et la politique* (**Presses de Sciences Po**, 2004), seront chargés d'analyser les résultats.

■ PME : les 14 principes d'ecoDa

L'association européenne des administrateurs, ecoDa, cherche à insuffler un meilleur partage des pouvoirs au sein des sociétés non cotées.

Peu codifiée jusqu'ici, la gouvernance des PME et des entreprises non cotées est l'objet d'un intérêt grandissant de la part des réseaux d'administrateurs, convaincus que celles-ci peuvent obtenir par ce biais de nouveaux gains de performance. La **Confédération européenne des associations d'administrateurs** (ecoDa), qui réunit une dizaine de réseaux tels que l'**Institut français des administrateurs** (IFA), l'**Institute of Directors** (IoD) britannique et l'**Association belge des administrateurs** (AB), a présenté le 24 mars au Parlement européen (LLA n°1442) quatorze principes de bonne gouvernance, comme autant d'étapes pour tendre vers les règles en vigueur au sein des sociétés cotées. Il s'agit notamment d'éviter une trop grande concentration des pouvoirs en ouvrant progressivement le conseil d'administration à de nouvelles compétences, à mesure que les entreprises se développent.

Cette liste, qui se veut très opérationnelle, démarre notamment par la structuration d'un conseil d'administration (*Board*) et la mise en place d'un schéma de gouvernance clair entre les actionnaires, les administrateurs et les dirigeants opérationnels. Il faut ensuite que les administrateurs soient correctement rémunérés, clairement informés et aient les moyens de mettre en place des systèmes de contrôle internes pour cartographier les risques de l'entreprise. Bien que certaines propositions semblent aller de soi, elles se heurtent souvent à des difficultés très concrètes, liées notamment à la personnalité du fondateur ou à une structure d'actionariat familial. Autant d'obstacles qu'ecoDa se propose de déminer pas à pas.

■ Delors a de l'énergie à revendre

Dans un prochain rapport de Notre Europe, Jacques Delors propose de relancer la construction européenne via une Communauté européenne de l'énergie.

Comment impulser une politique énergétique européenne ? Plutôt que de s'appuyer sur le traité de Lisbonne, qui n'a pas réussi à empêcher les doublons entre compétences communautaires et nationales, **Jacques Delors** suggère de fonder un nouveau traité en vue de créer une Communauté européenne de l'énergie. Un projet qui n'est pas sans rappeler la **Communauté européenne du charbon et de l'acier** (CECA), à l'origine de la construction européenne. La proposition figurera dans un prochain rapport du think-tank **Notre Europe**, dont Jacques Delors est le fondateur.

Pour y parvenir, l'ancien président de la **Commission européenne** préconise d'utiliser l'outil de la coopération renforcée. Celui-ci permet à certains Etats de pousser plus loin leur collaboration sans être bloqués par la règle de l'unanimité. La nouvelle institution devra par ailleurs prendre ses décisions à la majorité simple pour éviter d'éventuels blocages. Une des premières étapes pourrait être de regrouper les achats de gaz, ce qui permettrait à l'**UE** de peser face à des fournisseurs extérieurs tels que la Russie.

Terra Nova, qui planche sur le désarmement nucléaire, prévoit de remettre son rapport courant mai, peu avant la conférence sur le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Le chantier a été commandé à **Michel Rocard**, président du conseil d'orientation scientifique du think-tank, qui avait cosigné en octobre un appel "pour un désarmement nucléaire mondial" avec l'ancien premier ministre **Alain Juppé**, le général **Bernard Norlain** et l'ex-ministre de la défense **Alain Richard**.

L'EBG (Electronic Business Group) dresse le bilan du **Service des achats de l'Etat** (SAE), créé il y a tout juste un an dans le cadre de la RGPP. Chargé de coordonner et de réduire les dépenses courantes de l'Etat, ce service est notamment critiqué par les PME qui estiment que les marchés publics nationaux leur sont désormais moins accessibles. L'EBG, en partenariat avec **Accenture**, réunira le 14 avril au siège de **BNP Paribas** les responsables des achats de la **RATP**, du ministère de l'éducation et d'établissements de santé autour de cette question.

Le Club des vigilants

cherche à définir des règles de bonne conduite au sein des entreprises en vue de fonder un nouveau contrat social avec leurs salariés. Le think-tank fondé par **Marc Ullmann** réunira le 14 avril **Michel Rocard**, le directeur général délégué du **Groupe Danone**, **Emmanuel Faber**, et l'ancien PDG d'**Eramet**, **Jacques Bacardats**, pour une journée consacrée à la "socio-économie de demain". Le développement des relations entre la direction et le personnel, ainsi que la transformation des pratiques managériales figurent au programme. Les directeurs des ressources humaines de **Carrefour proximité** et de la **SNCF**, ainsi que le gestionnaire de l'immobilier d'**EADS Defence & Security** sont également attendus.

ARMOR MAGAZINE

La taxe carbone, une fausse bonne idée : agir ou subir ?

Si le principal succès du Sommet de Copenhague aura été de sensibiliser les opinions publiques d'une manière globale (ou mondiale) à la "crise" climatique et écologique, est-il bien judicieux de vouloir trouver des solutions dans la multiplication de taxes en tous genres ?

Si l'objectif de limiter les rejets de CO2 n'est certes pas contestable - tout en se gardant néanmoins de ne pas les rendre un peu facilement responsables de tous nos maux - ne serait-il pas plus efficace d'agir plus concrètement, par exemple sur la limitation du fret routier ?

Baisser la consommation de carbone, c'est d'abord en effet agir : agir contre l'étalement urbain en favorisant l'appartement avec jardin et non le pavillon avec jardin; agir en luttant avec volontarisme contre la consommation d'énergie des bâtiments par une accentuation de l'aide fiscale; agir contre la ségrégation spatiale et donc urbaine et sociale, en France et dans le monde, et en favorisant l'emploi local; agir en diminuant les temps de transport et en favorisant les transports en commun et économes en énergie et justement par la valorisation de nouvelles sources d'énergie ... Les collectivités territoriales sont donc en première ligne et déjà largement engagées, notamment en Bretagne où l'écologie est devenue une préoccupation partagée par tous. Reste à l'Etat à ne pas entraver le mouvement avec une réforme contestable sur bien des points.

Agir c'est d'abord faire preuve d'inventivité et de volontarisme politique sur le terrain, d'autant que ce sont ainsi de nouveaux créneaux de développement économique qui émergent. Inutile de relancer de vains affrontements entre secteurs professionnels qui veulent tous évoluer.

L'inventivité et l'intelligence, ce n'est certainement pas d'imaginer toujours de nouvelles taxes. Et comme il faudra éviter de les faire payer par les plus faibles, on inventera alors des exceptions et de nouvelles complexités qui seront à nouveau illisibles, ingérables et anti démocratiques... sans compter que nos voisins européens n'iront pas forcément dans le même sens. Enfin il faudra régulièrement adapter et corriger....CQFD !

C'est d'abord sur les comportements qu'il faut faire porter les efforts et les mouvements écologistes ont, de ce point de vue, largement gagné leur combat. La proposition de Michel Rocard - d'habitude plus inspiré - visant à plaquer une taxe nationale sans aucune vision prospective, est ainsi totalement décalée.

Les pays du Sud n'ont-ils pas eu raison de s'opposer à des orientations qui n'aboutissaient, de fait et une fois de plus, qu'à contrôler de manière insidieuse leur développement en induisant, involontairement certes, une nouvelle forme de néo colonialisme ? Les effets pervers du marché carbone, dont l'opacité est dénoncée par l'ONG britannique Sandbag, ne se sont pas fait attendre. Conséquence : les riches paieront pour continuer à polluer et certaines organisations et ONG internationales se sont d'ores et déjà lancées dans une course éfreinée pour récupérer les fonds considérables rendus ainsi disponibles. Cela n'a pas échappé aux grands pays émergents et aux PVD qui ont jugé

séverement l'absence des chefs d'Etat au dernier Sommet de la FAO à Rome sur la malnutrition. Deux poids, deux mesures ?

La proposition de Jacques, Delors présentée le mardi 6 avril dernier, pour relancer la construction européenne par la création d'une véritable Communauté européenne de l'énergie en relation avec les Etats de la Méditerranée, tombe donc à point nommé. Elle sera d'autant plus intéressante qu'elle impliquera les régions et les villes dans cette dynamique.

Nulle doute que la Bretagne sera à ce rendez-vous plus constructif pour tous.

Octave Lostie

EUROPOLITICS

| The European affairs daily |

 | Wednesday 7 April 2010 | N° 3952 | 38th year |

[Table of Contents](#)
FOCUS

Greece: ECB will have to be convincing

The European Central Bank is expected to maintain its key rate at 1%, on 8 April, and to focus attention on the unequal recovery in the eurozone and the still disturbing case of Greece. «With the European Commission, the ECB is probably the biggest loser» in the rescue plan for Greece put together in late March by the European heads of state with the International Monetary Fund, according to Carsten Brzeski of ING, who wonders how the ECB can justify this solution «without losing face». Before announcing the plan, the ECB had not masked its misgivings over an IMF intervention in the eurozone, a first since its creation 11 years ago. ECB President Jean-Claude Trichet pointed out last week that combined aid from the EU and the IMF would be used as a last resort. But Greece is still having to pay exceptionally high interest rates to refinance its debt on markets, demand dropped with its latest bond issue and «financial aid is more than likely to be necessary in the end,» according to a Unicredit memorandum. The ECB is not expected to change its growth projections, however, and will probably stress the current volatility of indicators, according to Unicredit. The bank is counting on growth of 0.8% in 2010 and 1.5% in 2011.

EU/CHINA

Union mulls new strategy to face assertive Beijing

By Sébastien Falletti

Confronted with an increasingly assertive China, the EU has started working on a new strategy towards Beijing to be adopted by next autumn, *Europolitics* has learned. Since the end of last year, member states and the European Commission have been discussing a new approach within the Council and hope to deliver a fresh China strategy before the next bilateral summit scheduled for the autumn in Europe. The move was triggered by the dramatic increase of China's political and economic influence on the world scene, as demonstrated during the Copenhagen climate conference, where Beijing dashed the EU's hopes for an ambitious deal. «We have not had a strategic discussion on China for a long time. And the situation has changed since then as shown in Copenhagen,» an EU source told *Europolitics*. The latest EU strategy on China was adopted in 2006.

BRAINSTORMING

The brainstorming is still at a preliminary stage and is currently taking place within the COASI, the Council's committee dedicated to Asian affairs, where diplomats from the member states and the Commission shape the Union's approach. It could also involve the Trade Committee (133 Committee) and the one on defence. In a couple of months, when the discussions will be more advanced, the issue will move to the Coreper and then to the ministers.

The objective is to update the Com-

mission's October 2006 communication 'Closer partners, growing responsibilities' that was adopted by the Council in December of the same year. The EU would like to hand out its future paper to Beijing ahead of the annual summit so leaders can discuss it on that occasion. However, it remains undecided whether the new strategy will be outlined in a public paper formally adopted by the Council. The format and the status of the new strategy are still under discussion, according to an EU diplomat.

Two events late last year have triggered the EU's decision to reassess its relations with Beijing. First, the Copenhagen conference in December, where China used bluntly its new global political clout to thwart Europe's 'green' ambitions. The lack of flexibility displayed by the Chinese leadership left EU leaders powerless and was a wake-up call for many EU policy makers. A few days earlier, in Nanjing, during the annual bilateral China-EU summit, Prime Minister Wen Jiabao flatly ignored the EU's key concerns regarding CO₂ emissions cuts and the euro-yuan exchange rate. Jiabao refused to discuss the currency issue during the summit and only received briefly Jean Claude Juncker, president of the Eurogroup, and Jean-Claude Trichet, ECB president, in the margin of the event. «The summit as a whole was pointless. We were wondering why we had come,» recalled a Commission source.

ARROGANCE

The Asian giant has emerged as the great winner of the global **(continued on page 4)**

Contents N° 3952

Top Stories

PHARMACOVIGILANCE

Commission's proposal sparks debate **Page 8**

METAL INDUSTRY

Steelmakers launch offensive against iron ore prices **Page 8**

INTERVIEW HERVÉ GUIDER (EACB)

Co-operative banks defend their unique identity **Page 10**

External relations

EU/China: Union mulls new strategy to face assertive Beijing..... **1**

Development: NGOs encourage EU MDG plan..... **4**

External affairs: ACP and EU propose debt relief for Haiti..... **5**

Defence & security

Defence: EU starts training Somali police **5**

Sectoral policies

Environment: Legal compatibility of ETS and IPPC directives under challenge..... **6**

Energy: Study proposes steps towards 'European Energy Community' **6**

Consumers/Foodstuffs: Cloned animals: Rapporteur uncompromising... **7**

Business & competitiveness

Pharmacovigilance: Commission's proposal sparks debate **8**

Metal industry: Steelmakers launch offensive against iron ore prices..... **8**

Mergers: Commission to assess P&G bid for Sara Lee air unit **9**

Economic & monetary affairs, taxation

Innovative financing: Executive foresees "double dividend" **9**

In Brief

European CO₂ emissions in 2009 **7**

Obama in Prague..... **7**

Bosnia and Herzegovina's

Euro-Atlantic perspectives **7**

Interview

Hervé Guider, European Association of Co-operative Banks (EACB): Co-operative banks defend their unique identity..... **10**

EU Agenda..... **12**

EUROPOLITICS

is published by EIS
(Europe Information
Service S.A.),
subsidiary of SIAC group
Rue d'Arlon, 53
B-1040 Bruxelles

Chairman and Publisher:
René-Charles Millet
Publisher's Advisor:
Marc Paoloni

TELEPHONE
Direct lines: +32 2 737 77 (--)
Instead of (--), dial the two digits
after the person's name.

E-MAIL

Editorial staff:
editorial@europolitics.info

Subscriptions:
subscriptions@europolitics.info

Direct:
firstname.surname@europolitics.info

Advertising:
advertising@europolitics.info

EDITORIAL TEAM
Executive Publisher &
Editor-in-Chief:
Pierre Lemoine (20)

Production Editor:
Eric Van Puyvelde (22)
Editorial staff:
editorial@europolitics.info
Editorial FAX: +32 2 732 66 51

Editors:

Anne Fekete de vari (18)
Tibor Szendrei (33)

Special Editions Editor:
Rory Watson

Reporters:

Dafydd ab Iago (58)
Sarah Collins (42)
Anne Eckstein (36)
Sophie Mosca (54)
Chiade O'Shea (37)
Sophie Petitjean (06)
Célia Sampol (60)
Isabelle Smets (34)
Joanna Sopinska (31)
Nathalie Vandystadt (45)

Correspondents:

USA - Washington: Brian Beary
Asia - Seoul: Sébastien Falletti

Translation:

Christina Berta, Aïda Boghossian,
Betty Jackson, Michèle Morsa

Agenda, layout and website:

Philippe De Clercq (57)
Geneviève Jourdain (13)
Grégoire Maus (15)
Christine Serville (14)

ACCOUNTING:

Director: Pascal Duvent
Tel: + 33 1 42 74 28 93
Fax: + 33 1 42 47 29 00
accounting@europolitics.info

MARKETING/SUBSCRIPTIONS

Director: Frédérique Carton
Tel Subscriptions: +32 2 737 77 09
FAX Subscriptions: +32 2 732 67 57
E-mail Subscriptions:
subscriptions@europolitics.info

Head of Marketing:
Richard Mestré (41)

ADVERTISING
advertising@europolitics.info

PRODUCTION

Director: Philippe Gawsewitch
Printing: Identic, Brussels

Europolitics is published in French
under the name *Europolitique*.
ISSN 1811-4121

ENVIRONMENT**Legal compatibility of ETS and IPPC directives under challenge**

By Anne Eckstein

The revised draft directive on Integrated Pollution Prevention and Control (IPPC) ¹ contains a provision whose current wording is confusing and could give rise to interpretations that might run counter to CO₂ emissions reduction policy. It may also contradict the ETS (Emission Trading Scheme) Directive. This warning from the WWF is expressed in a letter to Jo Leinen, chair of the European Parliament's Committee on the Environment (ENVI).

The WWF's position is based on a legal analysis of the draft directive carried out at its request by Professors Derrick Wyatt QC and Richard Macrory CBE Hon. QC of the London-based firm Brick Court Chambers ². The WWF is particularly concerned about the compatibility of Article 9(1) of the new IPPC Directive with Articles 193 of the treaty and 26 of the ETS Directive.

This question apparently also bothers the EP committee, since the WWF refers in its letter to the fact that MEPs have also sought the advice of Parliament's legal experts on this topic.

The WWF's request comes as MEPs begin their second reading of the revised draft IPPC Directive, following the Council's adoption of its common position, on 15 February (see *Europolitics* 3920). The current wording of Article 9(1) excludes the obligation of defining emissions limits for CO₂, which is «already covered by the ETS Directive,» on the pretext of avoiding duplication. However, according to the legal experts, this provision does not take account of the fact that the treaty gives member states the possibility to take more stringent environmental protection measures than what is foreseen by the EU (Article 193).

The experts' view is that Article 26 of the ETS Directive is meant to exclude

from the IPPC Directive any obligation of imposing limit values for CO₂ emissions, not to prevent member states from doing so through a national law or as a condition for obtaining a permit. Although the Brick Court Chambers legal experts consider «totally legitimate» the EU legislator's wish to avoid overlap between the two legislative texts aimed at reducing CO₂ emissions at EU level, they consider that member states' right to set limits on such emissions for installations covered by the ETS Directive is not clearly expressed in the draft directive. They therefore find that a declaratory amendment to Article 9(1) is needed to avoid misinterpretation, either by member states or by the European Commission. ■

(1) COM(2007)843

(2) available at www.europolitics.info > Search = 269820

ENERGY**Study proposes steps towards 'European Energy Community'**

The EU's current energy policy is insufficient to achieve a genuine 'European Energy Community'; to rectify this, the market liberalisation process must rely on an adequate, renewed energy network of a European dimension. This is one of the findings of a report, published on 1 April, by the think tank Notre Europe. This report is the harvest of the work of a task force of high-level European experts, established by Notre Europe, with a view to developing the proposal by Jacques Delors to boost European expansion via the creation of an Energy Community.

Concluding that the existing policy is suboptimal, the report puts forward a policy proposal for a genuine 'European Energy Community'. It explains why and what type of action is required to develop such a community, identifying both the substantial elements that it should ideally cover and the legal and institutional policy instruments at the EU's disposal for developing it. The report finally examines how this model

could be best achieved and develops several recommendations to that effect.

The diversification of Europe's energy

*The EU must present
a single interface in its
relations with its external
partners*

mix must be encouraged by greater support for research and development in new 'green' technologies and by greater reliance on renewable energies, say Marc van der Woude, Leigh Hancher (co-presidents) and Sami Andoura (rapporteur). These technologies require major investments. This in turn means that the EU must have independent and autonomous financial resources, including the power to levy taxes on certain goods and types of production in order to finance projects of common interest. To ensure that no third country can

engage in targeted reductions of energy supplies, the EU must present a single interface in its relations with its external partners, both the producer and transit countries. This must include the ability to pool supply capacities should the need arise. Lastly, in a major energy crisis, common strategic reserves must be available and distributed throughout Europe in a spirit of solidarity.

In order to meet these critical requirements, the most radical, but also the most promising option, would be to create a European Energy Community with its own rules and methods specific to the energy field.

Notre Europe was created in 1996 by Jacques Delors, at the end of his presidency of the European Commission, as a platform devoted to the analysis and discussion of European integration, its past, present and future. ■

The study is available at www.europolitics.info > Search = 269784

FISHERIES

CFP reform: Council rejects idea of European quota market **Page 7**

IPPC DIRECTIVE

MEPs give combustion plants more time **Page 8**

INTERVIEW

Stefan Füle, EU commissioner for enlargement **Page 22**

EUROPOLITICS

| The European affairs daily |

| Thursday 6 May 2010 | N° 3973 | 38th year |

[Table of Contents](#)

FOCUS

Eurozone summit on Greek aid

By Sarah Collins

Eurogroup leaders' job at a 7 May summit will be to "confirm" the Greek bailout package, Spain's Europe Minister Diego López Garrido has said. In carefully chosen language that belies the fact the deal to hand out 110 billion euro to Greece was sealed by eurozone finance ministers, he told the European Parliament, on 5 May, "What the heads of state and government must do on Friday is to confirm the financial solution that the EU is offering Greece, to confirm the political commitment arrived at". The summit was called by European Council President Herman Van Rompuy, who was keen to hold the talks on the 10th. However, European sources are saying that German Chancellor Angela Merkel is the driving force behind the meeting - a meeting they say is useless and could confuse markets. It will mark the second time in the EU's history that the leaders of the 16 countries using the euro meet in a special summit - the first was after US banking giant Lehman Brothers fell. Commission President José Manuel Barroso, addressing MEPs the same day as López Garrido, said, "By the end of the week, a critical mass of member states will have completed the process to provide bilateral loans to Greece," he said. "It is an adequate response to the Greek crisis."

COMMISSION ECONOMIC FORECASTS

Greek crisis weighs on EU growth prospects

By Sarah Collins

The EU's economy is to grow by 1% this year, the European Commission said, on 5 May, in its spring forecast 2010-2011 - a small



Rehn: "The macrofinancing outlook remains fragile"

improvement on previous forecasts. However, Economic Affairs Commissioner Olli Rehn sounded a note of caution on Greece, which continues to haunt the Union's economy despite its small size. "The macrofinancial outlook remains fragile," Rehn said, "especially concerning Greece, which has triggered turbulence in financial markets in recent months". He went on, "As soon as we will be able to make sure there are no spill-over effects, the situation will improve. The basic requirement for this is we need to have robust growth". Predictions for 2011 remain virtually unchanged from February's: the economy is set to rebound next year, growing by 1.7%, which gives finance ministers the green light to start withdrawing emergency spending.

The Commission's forecast does not take into account the fact that the Greek economy will shrink by an estimated 4% this year, a full point more than estimated. The more pessimistic assessment was revealed on 2 May, when eurozone finance ministers asked the country to make a fresh round of budget cuts in exchange for a €110 billion joint bailout with the International Monetary Fund. Greece is not the only country still in recession. A further five member states will see their economies shrink in 2010: Ireland, Spain, Cyprus, Lithuania and Latvia - the latter seeing a 3.5% dip in GDP after an unprecedented 18% fall last year. But Greece will be plagued by negative growth well into next year (growth will be -2.5% in 2011, according to an internal EU memo) by which time the Commission predicts all 26 other EU member states will have emerged from recession.

MARKETS

Spain and Portugal are now taking the hit after the Greek bailout, despite reassurances by Spanish Prime Minister Jose Luis Rodriguez Zapatero that his country and its neighbour would prove critics wrong with improved growth statistics. Although both countries' prospects do look better for 2010 - Portugal will grow by 0.2% more than predicted, and Spain's dip will be smaller than forecast - the **(continued on page 5)**

Contents N° 3973

Top Stories

FISHERIES

CFP reform: Council rejects idea of European quota market **Page 7**

IPPC DIRECTIVE

MEPs give combustion plants more time **Page 8**

INTERVIEW

Stefan Füle, EU commissioner for enlargement **Page 22**

Economic & monetary affairs, taxation

Commission economic forecasts:

Greek crisis weighs on

EU growth prospects..... **1**

Taxation: Three member

states taken to ECJ..... **4**

Sectoral policies

Agriculture: Copa-Cogeca:

Maintaining direct aid "essential" **5**

Structural Funds: EP plenary

adopts crisis relief regulation **6**

Fisheries: Laborious

start for CFP reform..... **6**

Fisheries: CFP reform: Council rejects

idea of European quota market..... **7**

Industrial pollution/IPPC

Directive: MEPs give

combustion plants more time..... **8**

Immigration: Asylum: Priority on

protecting unaccompanied minors..... **9**

Energy: Buzek and Delors push

for European energy community **10**

112 emergency number: Italy back in

court over caller location information..... **10**

Energy: Member states must pay

more for ITER, says Commission **11**

Air transport: EP confirms stance

on financing security measures **12**

Social affairs

Social policy: MEPs want to see

gender equality become reality..... **12**

Eurobarometer: Europeans worry

most over employment and housing **13**

Social policy: Proceedings for

infringement of social legislation **13**

Institutions

2008 budget: Parliament reserves

decision on Council discharge **14**

Trade policy

EU/Mercosur:

FTA negotiations resume..... **15**

External relations

EU/Canada: Bank tax and Czech

visas top summit agenda **15**

EU/US: SWIFT: Parliament demands

data access supervision in Europe **16**

Enlargement

EU/Croatia: Zagreb's EU bid hinges

on Slovene referendum result **17**

In Brief

Italy and Spain in breach

of waste water directive **16**

Retail sales stable **16**

Poland referred to court..... **16**

Consultation opens on

TEN-T revision..... **17**

Greece taken to court

over petrol stations **17**

EU Agenda..... **18**

Interview

Stefan Füle, EU commissioner for

enlargement and neighbourhood

policy: Enlargement policy will

gain new momentum **23**

EUROPOLITICS

is published by EIS
(Europe Information
Service S.A.),
subsidiary of SIAC group
Rue d'Arlon, 53
B-1040 Bruxelles

Chairman and Publisher:
René-Charles Millet
Publisher's Advisor:
Marc Paoloni

TELEPHONE
Direct lines: +32 2 737 77 (--)
Instead of (--), dial the two digits
after the person's name.

E-MAIL

Editorial staff:
editorial@europolitics.info

Subscriptions:
subscriptions@europolitics.info

Direct:
firstname.surname@europolitics.info

Advertising:
advertising@europolitics.info

EDITORIAL TEAM
Executive Publisher &
Editor-in-Chief:
Pierre Lemoine (20)

Production Editor:
Eric Van Puyvelde (22)
Editorial staff:
editorial@europolitics.info
Editorial FAX: +32 2 732 66 51

Editors:

Anne Fekete de vari (18)
Tibor Szendrei (33)

Special Editions Editor:
Rory Watson

Reporters:

Dafydd ab Iago (58)
Sarah Collins (42)
Anne Eckstein (36)
Sophie Mosca (54)
Chiade O'Shea (37)
Sophie Petitjean (06)
Célia Sampol (60)
Isabelle Smets (34)
Joanna Sopinska (31)
Nathalie Vandystadt (45)

Correspondents:

USA - Washington: Brian Beary
Asia - Seoul: Sébastien Falletti

Translation:

Christina Berta, Aïda Boghossian,
Betty Jackson, Michèle Morsa

Agenda, layout and website:

Philippe De Clercq (57)
Geneviève Jourdain (13)
Grégoire Maus (15)
Christine Serville (14)

ACCOUNTING:

Director: Pascal Duvent
Tel: + 33 1 42 74 28 93
Fax: + 33 1 42 47 29 00
accounting@europolitics.info

MARKETING/SUBSCRIPTIONS

Director: Frédérique Carton
Tel Subscriptions: +32 2 737 77 09
FAX Subscriptions: +32 2 732 67 57
E-mail Subscriptions:
subscriptions@europolitics.info

Head of Marketing:
Richard Mestré (41)

ADVERTISING
advertising@europolitics.info

PRODUCTION

Director: Philippe Gawsewitch
Printing: Identic, Brussels

Europolitics is published in French
under the name *Europolitique*.
ISSN 1811-4121

ENERGY**Buzek and Delors push for European energy community**

By Dafydd ab Iago

European Parliament President Jerzy Buzek and former Commission head Jacques Delors issued a declaration, on 5 May, calling for a 'European Energy Community'. The joint declaration follows conclusions of a study published last month by Delors' think tank Notre Europe.

"Sixty years ago, coal and steel were of tremendous strategic importance for Europe," said Buzek. "Today, the supply of reliable, affordable and sustainable energy has a similar strategic meaning." Buzek sees a justification for his proposal in the rising costs of climate protection, renewables and exploiting fossil energy resources. "These great investments can be secured only by the European Community," Buzek added. The Polish EP president also underlined the value of solidarity that such an energy community should bring. "If not all member states are ready to join the new community from the outset, we need to begin to create it nonetheless," continued Buzek. "In the future, others should join. All of them."

The Parliament was given a presentation of the recent study by Notre Europe. This document argued that the EU's current energy policy is insufficient to achieve a genuine energy community. Published on 1 April, the report develops a proposal, originally formulated by Delors, to boost European expansion via the creation of an energy community.

According to Notre Europe's report, the diversification of Europe's energy mix must be encouraged by greater support for research and development in new 'green' technologies and by greater reliance on renewable energies. These technologies require major investments and, in turn, EU financial resources, including the power to levy taxes on certain goods and types of production, so as to finance projects of common interest.

Energy Commissioner Günther Oettinger's reply was diplomatic. He recalled the roots of the European Union in the European Coal and Steel Community (ECSC). "We are now facing a true Europeanisation of energy policy," said the commissioner. "There is a certain difference of opinion between national governments, parliaments and EU institutions," added Oettinger, trying to steer clear of any definitive appraisal of the idea of an energy community. Just months after the Lisbon Treaty came into force, Oettinger added that he will be using his powers in the treaty to the full. "If after analysis we see that Article 194 of the treaty [on energy] is not enough, then we'll come back to your ideas in the not too distant future," promised Oettinger.

ALREADY EXISTS

Reactions are far from being unanimously positive. Giles Chichester (ECR, UK), former chair of the Parliament's Committee on Industry (ITRE) and

rapporteur on the current Energy Community, ticked the former Commission president on the fingers. According to Chichester, Delors might have forgotten that the Energy Community already exists. "Mr Buzek might have forgotten, too, that he carried through the report on the Energy Community," said Chichester. Established in 2006, the Energy Community commits its South-East European members to implementing the EU's energy *acquis*¹.

The Greens took the opportunity to dish up their ideas for a European Community for Renewable Energy (ERENE) to promote a 100% renewable Europe. Former EU Budget Commissioner Michael Schreyer presented a comprehensive proposal on the idea in 2008. "The proposals for a European energy community, which are being pushed by Jacques Delors, will only be of value if the community focuses on speeding up the shift to a renewable energy economy in Europe. At present, the energy community being proposed by Jacques Delors lacks a clear policy focus and goals," said Green MEPs Rebecca Harms (Germany) and Claude Turmes (Luxembourg). ■



The declaration is available at

www.europolitics.info > Search = 271648

(1) Contracting parties are Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Macedonia, Moldova, Montenegro, Serbia and Kosovo.

112 EMERGENCY NUMBER**Italy back in court over caller location information**

By Nathalie Vandystadt

Still in breach of EU legislation on the emergency phone number 112, Italy will have to appear before European Court of Justice for a second time for its failure to provide caller location information on people who dial the number on their mobile phone.

This time, however, Rome risks being fined, the European Commission said, on 5 May.

"I regret that the Commission has had to ask the court to impose financial sanctions on Italy, but I will not stand by

and see citizens' lives put at risk due to a government's failure to act," said Digital Agenda Commissioner Neelie Kroes.

"CASE OF LIFE AND DEATH"

"It is extremely important for emergency services in Italy to be able to locate emergency callers – it is often a case of life and death. Italy has to respect its obligations to implement the 112 emergency call system like all other member states."

Following an infringement procedure launched by the Commission in April 2006, the judges in Luxembourg

already ruled against Italy. In view of Rome's failure to comply, the Commission decided to ask the Court of Justice to impose on the country a lump sum penalty based on the time elapsed since the first judgement of the court and a daily penalty payment as long as the infringement persists.

In total, 14 member states have had to face court proceedings since 2005 for the same reason.

The court has ruled in two cases – against Lithuania and the Netherlands. Both countries have since complied with EU legislation. ■



Appel de Buzek et Delors pour une Communauté UE de l'énergie²

Par Dafydd ab Iago | mercredi 05 mai 2010

Le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, et l'ancien Président de la Commission, le Français Jacques Delors, ont publié une déclaration, le 5 mai, appelant à une Communauté européenne de l'énergie. Cette déclaration commune fait suite aux conclusions d'une étude publiée en avril par « Notre Europe », le think-tank de M. Delors.

« Il y a soixante ans, le charbon et l'acier étaient d'une importance stratégique énorme pour l'Europe », a déclaré le Président du Parlement européen Jerzy Buzek. « Aujourd'hui, la fourniture d'une énergie fiable, abordable et durable a la même signification stratégique. » M. Buzek voit une justification de sa proposition dans les coûts en hausse de la protection du climat, des renouvelables et de l'exploitation des ressources d'énergies fossiles. « Seule la Communauté européenne peut assurer ces gros investissements », a ajouté le Polonais. Il a aussi souligné la solidarité qu'apporterait cette Communauté de l'Énergie. « Si tous les Etats membres n'étaient pas prêts à adhérer d'emblée à la nouvelle Communauté, nous devrions malgré cela en entamer la création », a-t-il poursuivi. « A l'avenir, d'autres doivent adhérer. Tous sans exception ».

L'étude du think-tank Notre Europe a fait l'objet d'une présentation au Parlement européen. Elle juge la politique énergétique actuelle insuffisante pour parvenir à une véritable Communauté européenne de l'énergie. Publiée le 1er avril, l'étude comprend une proposition, à l'origine formulée par Delors, pour doper l'expansion européenne via la création d'une Communauté de l'énergie.

Selon l'étude de Notre Europe, la diversification du bouquet énergétique européen doit être encouragée par un soutien accru de la recherche et développement en nouvelles technologies « vertes », et par un recours plus vaste aux renouvelables. Ces technologies nécessitent des investissements majeurs et, partant, des ressources financières européennes dont le pouvoir de taxer certains biens et types de production, afin de financer des projets d'intérêt commun.

Le commissaire Günther Oettinger (Energie) a répondu avec doigté : *« Il y a une certaine différence d'opinion entre les gouvernements nationaux, les parlements et les institutions européennes »*. Quelques mois après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, M. Oettinger a ajouté qu'il utiliserait pleinement les pouvoirs que lui confère le traité. *« Si après analyse nous constatons que l'article 194 du traité (sur l'énergie) ne suffit pas, nous reviendrons à vos idées à relativement brève échéance »*, a promis le commissaire.

LA COMMUNAUTÉ DE L'ÉNERGIE EXISTE DÉJÀ

² <http://www.europolitique.info/politiques-sectorielles/appel-de-buzek-et-delors-pour-une-communaute-ue-de-l-energie-artb270981-13.html>

Les réactions sont loin d'avoir été unanimement positives. Le Britannique Giles Chichester (ECR), ancien président de la commission de l'industrie (ITRE) du PE, et rapporteur sur l'actuelle Communauté de l'énergie, a déclaré que la Communauté de l'énergie existait déjà. « *M. Buzek semble lui aussi avoir oublié qu'il a fait passer le rapport sur la Communauté de l'énergie* », a reproché M. Chichester. Créée en 2006, cette communauté engage les membres d'Europe du sud-est à mettre en oeuvre l'acquis énergétique de l'UE ⁽¹⁾.

Les Verts ont saisi l'occasion pour développer leur idée de Communauté européenne de l'énergie renouvelable (ERENE) pour promouvoir une Europe à 100 % renouvelable. L'ancienne commissaire au Budget Michaela Schreyer a présenté une proposition globale sur l'idée en 2008. « *Les propositions de Communauté européenne de l'énergie, qu'avance Jacques Delors, ne vaudraient que si la communauté se concentre sur un passage rapide vers une économie de l'énergie renouvelable en Europe. Pour l'heure, la communauté de l'énergie que propose Jacques Delors manque d'objectifs politiques clairs* », ont estimé les Verts Rebecca Harms (Allemagne) et Claude Turmes (Luxembourg).

Tutti fratelli in un'Europa vera

Energia. Un mercato comune di gas e petrolio, acceleratore pigiato sulle fonti rinnovabili, assistenza ai più
La rivoluzione ecologica sarà il motore dell'integrazione nel prossimo secolo, come il carbone e l'acciaio

SAMI ANDOURA
NOTRE EUROPE - PARIGI

L'Europa è chiamata a fronteggiare numerose crisi: una energetica, con attività che consumano più risorse di quante la natura possa fornire; una ambientale, con cambiamenti climatici che richiedono mutamenti radicali nei modi in cui produciamo e consumiamo energia; una economica e finanziaria che limita la capacità di trovare soluzioni in tempi rapidi.

Tuttavia, queste crisi offrono anche delle opportunità. Lo sviluppo di fonti di energia alternative e sostenibili e di tecnologie «verdi» è la chiave per una nuova rivoluzione industriale, basata sullo sviluppo sostenibile e su innovazioni tecnologiche che ci aiuteranno a uscire dalla crisi economica. Ma l'Europa sceglierà di giocare un ruolo attivo nella prossima rivoluzione industriale o si accontenterà di seguire la via tracciata da altri?

L'Europa ha bisogno di una politica energetica comune per garantire ai cittadini l'accesso all'energia a

Chi è Sami Andoura Analista

RUOLO: È RESEARCH FELLOW DI «NOTRE EUROPE», IL THINK TANK BASATO A PARIGI E DEDICATO ALL'ANALISI DEI PROBLEMI LEGATI ALL'INTEGRAZIONE EUROPEA
IL SITO: WWW.NOTRE-EUROPE.EU/

prezzi stabili e ragionevoli, per mantenere la propria competitività industriale, per promuovere uno sviluppo sostenibile e la transizione a una società a basso tasso di emissioni di carbonio, per assicurare la sicurezza nelle forniture.

Nonostante un aumento dell'attività regolatrice mirata a dar vita a un ampio mercato europeo dell'energia e a combattere i cambiamenti climatici, l'Ue ha faticato a sviluppare una politica comune. Allo stesso tempo, le soluzioni nazionali adottate dagli Stati membri si sono dimostrate inadeguate rispetto al-



Un parco eolico: in Danimarca l'energia del vento rappresenta già il 20 per cento della potenza installata

Lo sapevi?

Un convegno per capire come nascerà la Comunità futura

«Verso una Comunità Europea dell'Energia per il XXI secolo»: è il titolo del convegno, promosso a Torino dalla Compagnia di San Paolo e da «Notre Europe» allo scopo di esaminare come la politica energetica europea sia in grado di perseguire 3 obiettivi: la possibilità di un accesso conveniente all'energia; uno sviluppo sostenibile della produzione, del trasporto e del consumo di energia; la sicurezza negli approvvigionamenti.

Al centro del confronto ci saranno alcune questioni: l'Europa ha un quadro istituzionale sufficientemente avanzato da promuovere i necessari cambiamenti futuri? Il sistema di regole esistente è sufficiente o dev'essere modificato?

Questi interrogativi possono esseri riassunti in una domanda-chiave: quale quadro istituzionale è necessario per una più efficace politica energetica per l'Europa?

A discuterne ci saranno Angelo Benessia (presidente della Compagnia di San Paolo), Tommaso Padoa-Schioppa (presidente di Notre Europe ed ex ministro dell'Economia), Sami Andoura (research fellow di Notre Europe), Alberto Majocchi (componente del Consiglio Direttivo del Centro Studi sul Federalismo) e Umberto Quadrino (amministratore delegato della Edison SpA).

L'appuntamento è per oggi, alle ore 16,45, all'Archivio di Stato di Piazza Castello 209.

l'obiettivo e hanno aumentato il rischio di risposte divergenti e anche conflittuali di fronte a sfide comuni. Per superare gli ostacoli e i dubbi sulla capacità dell'Ue e dei suoi membri di fronteggiare insieme queste sfide, occorre un nuovo approccio, orientato a una solidarietà e a un'integrazione più profonde. Le questioni energetiche non hanno a che fare solo con l'ambiente e la liberalizzazione del mercato: per questo sono necessarie regole specifiche e un approccio economico, politico e strategico globale.

La creazione in Europa di uno spazio regolativo unico, coerente e integrato per l'energia richiede una serie di misure. Il processo di liberalizzazione deve poter fare affidamento su una rete energetica su scala europea efficiente e adeguata. Devono anche essere messi in atto meccanismi di prezzo in grado di correggere il mercato, quando si dimostra incapace di definire un prezzo dell'energia socialmente accettabile, ma che consentano agli operatori di realizzare gli investimenti necessari.

La diversificazione del mix energetico dell'Europa deve essere poi incoraggiata attraverso un maggiore sostegno alla ricerca e allo sviluppo di nuove tecnologie «verdi» e facendo più affidamento sulle energie rinnovabili. Queste tecnologie richiedono consistenti investimenti. Il che significa che l'Ue deve disporre di risorse finanziarie indipendenti e autonome, incluso il potere di imporre tasse su determinati beni e tipologie di produzione, al fine di finanziare progetti di interesse comune.

Per fare sì che nessun Paese terzo possa mettere in atto riduzioni mirate dell'offerta di energia, l'Ue deve sapersi presentare come un'interfaccia unica nelle relazioni con i partners, siano Paesi produttori o di transito. Il che deve includere la capacità di mettere a disposizione le risorse in modo congiunto, se necessario. In caso di grave crisi energetica, devono essere disponibili riserve strategiche comuni e distribuite con spirito di solidarietà.

L'Europa ha a disposizione

varie opzioni per queste esigenze più radicali, ma promettente, è la Comunità Europea, con regole chiare. Sulla scia del crollo di revisione è possibile che i membri dell'Ue siano più minacciati su questo caso gli Stati sero fin da ora devono poterlo fare. L'approccio differenziato, in passato, re grandi balzi progetto europeo azione dell'area della moneta un

Una politica mune, ovviamente realizzata da un tiro e ci vorrà tempo al dibattito

Il Trattato di permette a i di Paesi di fa se gli altri di

Ma l'Europa non tarsi di attende. Gli sforzi per politica comune cace devono essere fatto subito. Cessere fatta sviluppo elementi di quella ulteriori ritamente nel quale perazione rafforzando quanto previsto 20 del Trattato

Ecco alcuni prioritarie per lessero andare pare strument finanziari pro ricerca e sviluppo alternative cooperazione sliche su scala e ire gruppi d'accolto e il gas in tare gli appro con fornitori e do così la pol l'Ue in quel caso possono sembr nico, questi p no a cambio aprendo la via cooperazione campo energie

E' una questione di euro, non d

In Europa i professori lavorano finché sono in grado di attirare fondi per la ricerca

SEGUE DA PAGINA 25

PIERGIOGIO STRATA
UNIVERSITÀ DI TORINO

In questo modo può lavorare finché è in grado di procurarsi finanziamenti, senza i quali si trova in spazi angusti e pagato poco e quindi preferisce accedere al suo fondo pensione. L'età del pensionamento è di 65 anni, ma un sistema severamente meritocratico nell'assegnazione dei finanziamenti che da noi manca.

cesso di continuare il loro lavoro. La stessa cosa potrebbe avvenire da noi, ma accettando di abbassare l'età della pensione a 65 anni e lasciando che i docenti in pensione che hanno ottenuto cospicui e prestigiosi finanziamenti possano continuare la loro attività di ricerca, magari limitando il loro numero al 5% con contratti a termine.

L'abbassamento del limite a 65 anni avrebbe un risvolto molto positivo sotto un altro aspetto. Si libererebbero entro pochi anni 30 mila posti. Con il 50% di quanto l'università risparmia si possono reclutare un numero simile di nuove leve come professori associati, mentre il rimanente 50% compenserebbe almeno in parte il severo taglio previsto ai finanziamenti, che in ogni caso si auspica venga ridotto. Se i nuovi docenti saranno reclutati su base altamente meritocratica, questo potrebbe costituire l'inizio di un vero cambio di mentalità.

dinario» dovrebbe essere finanziamento premiale dipartimenti, in base al ciascuno di essi, visto, per forma Gelmini pone il di la struttura chiave del nuovo meccanismo è un ed è ora istituito anche il lo «European Research catori che fanno domande ricerca devono ricevere il costo totale e lasciati il luogo dove spendere i soldi.

In questo modo i dipr pravvivere debbono and cercatori «ricchi». Inol questi ricercatori «ricchi» saranno incentivati ad sprechi per creare infrastrutture e favorevoli a poter s nel modo più produttivo «EBC giovani» ha visto

SPOLI SCIENTIA
FONDAZIONE SIGMA-TAU

XXII SPOLETOSCIENZA
ARMONIA, ENERGIA E SALUTE:
ANTICHI ACCORDI E NUOVI SPARTITI
3 LUGLIO ORE 16.00 | HOTEL ALBORNOZ
"SANITÀ, ANTICHI ACCORDI E NUOVE RESPONSABILITÀ"
Tavola Rotonda a cura di SANDRO SPINSANTI
Istituto Giano, Roma

3-4 LUGLIO ORE 10.30 | TEATRO SAN NICOLÒ
"ARMONIE, ENERGIA E SALUTE: NUOVI SPARTITI"
a cura di GILBERTO CORBELLINI e PINO DONGHI

Discussants: MENOTTI CALVANI, CLAUDIO FRANCESCHI
e GIANFRANCO PELUSO

Con la partecipazione di
3 LUGLIO GILBERTO CORBELLINI
RANDOLPH NESSE e STANLEY ULJASZEK

Italy



06.05.2010

L'assessore Montanari a Bruxelles per il "Patto dei sindaci" sull'energia sostenibile¹⁸

Si è svolto ieri a Bruxelles, alla presenza del Presidente del Parlamento Europeo, Jerzy Buzek, del Presidente della Commissione Europea, José Manuel Barroso, e del Commissario Europeo per l'Energia, Günter Oettinger, la Cerimonia del Patto dei Sindaci alla quale in rappresentanza del Comune di Genova si è recato l'assessore al Piano d' Azione per il Patto dei Sindaci Pinuccia Montanari, appuntamento annuale a sostegno del ruolo dei governi locali nella lotta al cambiamento climatico.

Nel programma ufficiale sono presenti anche il Primo Ministro spagnolo, José Luis Rodríguez Zapatero, presidente di turno dell'Unione Europea e alcuni Sindaci europei, tra i quali Gianni Alemanno, sindaco di Roma. Alla cerimonia sono stati invitati tutti i sindaci europei che hanno aderito formalmente al Patto dei Sindaci nel corso dell'ultimo anno, nello specifico tra il 10 febbraio 2009 e il 12 aprile 2010. Dopo l'adesione formale, avvenuta in Italia attraverso l'approvazione di un'apposita delibera del Consiglio Comunale, si invitano i sindaci a firmare simbolicamente il Patto alla presenza dei rappresentanti delle istituzioni europee. Il Patto dei Sindaci è la principale iniziativa europea che coinvolge le città nel perseguimento degli obiettivi comunitari fissati per il 2020, al fine di migliorare in maniera significativa l'efficienza energetica e l'utilizzo delle fonti energetiche rinnovabili a livello locale, ove le politiche e misure inerenti alcuni settori chiave, come i trasporti e l'edilizia, risultano più importanti. Le città che aderiscono al Patto dei Sindaci dovranno adottare uno specifico Piano di Azione per l'Energia Sostenibile (PAES) – o SEAP, Sustainable Energy Action Plan - finalizzato a sostenere proprio gli obiettivi fissati dall'Unione Europea. In particolare, il principale obiettivo consiste nella riduzione di almeno il 20% delle emissioni di CO2 attraverso una maggiore efficienza energetica, un maggior ricorso alle fonti di energia rinnovabile e ad appropriate azioni di promozione e comunicazione. Le azioni attuate nelle città ed inserite nell'ambito dei PAES, potranno dare un notevole contributo al raggiungimento degli obiettivi di riduzione delle emissioni climateranti fissati a livello comunitario per il 2020. Inoltre, le città sono il primo punto di contatto tra i cittadini e l'amministrazione pubblica. Il loro ruolo nelle attività di comunicazione ed informazione è cruciale e spesso più efficace delle iniziative a livello europeo, nazionale o regionale. Il Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare, focal point per l'attuazione della campagna Energia Sostenibile per l'Europa (Sustainable Energy Europe - SEE) in Italia, nell'ambito della quale si situa il Patto dei Sindaci, sta coordinando le azioni a livello nazionale al fine di sostenere e coinvolgere sempre più città nell'iniziativa. Sono oltre 1.600 le città europee che fino ad ora hanno aderito formalmente al Patto dei Sindaci.

Circa 400 quelle italiane e, di queste, una numerosa rappresentanza (circa 200) di quelle che hanno aderito nel corso dell'ultimo anno sono presenti alla cerimonia di oggi. Questo risultato, estremamente positivo, è stato possibile raggiungerlo soprattutto grazie alla consapevolezza già diffusa in alcune nostre città, all'azione di promozione portata avanti dal Ministero in collaborazione con le stesse città e all'azione delle prime Strutture di Supporto già operanti

¹⁸ <http://www.cittadigenova.com/Genova/Cronaca/L-assessore-Montanari-a-Bruxelles-per-23595.aspx>

nel nostro Paese (15 al momento, per lo più Province) che, in sinergia con l'azione della Commissione Europea e del Ministero dell'Ambiente, promuovono il Patto dei Sindaci su scala territoriale. L'anno 2009 è stato eccezionale per il consolidamento del Patto dei Sindaci nel nostro Paese: oltre 400 città, dal nord al sud dell'Italia, hanno già preso un impegno formale per rispettare gli obiettivi del Patto e il 2010 sarà l'anno nel quale i primi Piani di Azione vedranno la luce inserendo le città tra gli attori principali per la riduzione delle emissioni di gas serra. Il 28 aprile, il Comune di Avigliana (To), primo in Italia, ha approvato in Consiglio Comunale il proprio Piano di Azione per l'Energia Sostenibile. Sul sito <http://www.campagnaseeitalia.it/il-patto-dei-sindaci> si può trovare la lista completa delle città che hanno aderito ad oggi al Patto dei Sindaci.

Switzerland

<http://www.24heures.ch/>

Grèce: Jacques Delors regrette le temps perdu pour défendre l'euro ⁷

BRUXELLES, 5 MAI 2010 | L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise.

AFP | 05.05.2010 | 16:23

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a regretté le temps perdu pour défendre la Grèce et l'euro, tombé mercredi à son niveau le plus bas depuis un an face au dollar du fait des craintes d'une contagion de la crise. "Les pompiers sont à l'oeuvre" pour défendre l'euro mais "il faut dire qu'ils y ont mis du temps", a lancé le Français au cours d'un débat au Parlement européen. "Cela explique peut-être les rebondissements négatifs d'aujourd'hui", a-t-il estimé. L'euro est tombé mercredi à un nouveau plus bas depuis plus d'un an, chutant sous le seuil de 1,29 dollar pour la première fois depuis fin avril 2009, pénalisé par des craintes accrues d'une contagion de la crise grecque au sein de la zone euro. "Les semaines de tergiversations, de discussions sérieuses diront certains, n'ont fait que raviver la spéculation et nourrir l'euroscpticisme", a regretté M. Delors, pour qui les seize pays de l'euro n'ont "rien vu venir depuis des mois". "Maintenant, c'est la peur qui est devenue bonne conseillère et non pas la vision politique ou l'espoir", a-t-il jugé. "Que la peur continue à être bonne conseillère et que nous prenions les moyens pour résister à la spéculation, qui est d'autant plus immorale que ce sont ces mêmes spéculateurs qui ont été aidés par les gouvernements nationaux il y a pas longtemps!", a ajouté M. Delors.

La zone euro "a les moyens de faire face aux événements d'hier, d'aujourd'hui ou de demain", a-t-il insisté, "ce qui lui manque simplement c'est la volonté et l'esprit de coopération". M. Delors était venu mercredi à Bruxelles pour plaider, avec le président du Parlement européen Jerzy Buzek, pour la création d'une véritable "Communauté européenne de l'Energie, une nouvelle CEE". Eventuellement avec "un premier noyau d'Etats membres (de l'UE) prêts à s'engager". Ils jugent indispensable que l'Union européenne "dispose d'une seule interface dans ses relations avec ses partenaires extérieurs", alors qu'un quart du gaz consommé par les Européens est d'origine russe.

M. Delors a vivement critiqué le ballet diplomatique européen avec la Russie, avec ses chefs de gouvernements allant chacun leur tour "taper à la porte" du Premier ministre russe Vladimir Poutine ou du président russe Dmitri Medvedev. Il a également fustigé le fait "que chacun s'intéresse à tel ou tel gazoduc aux dépens de l'intérêt général". "Il faut être respecté en tant qu'Europe", a-t-il dit, en précisant que l'un des objectifs d'une telle Communauté européenne de l'énergie est d'avoir "une accessibilité aux sources d'énergie au meilleur prix possible".

⁷ <http://www.24heures.ch/depeches/monde/grece-jacques-delors-regrette-temps-perdu-defendre-euro>

Netherlands

Europa NU

Delors presenteert plannen nieuw Europees verdrag voor een energiegemeenschap (en)⁸

Met dank overgenomen van EU observer, gepubliceerd op 5 mei 2010, 18:03.
EUOBSERVER / BRUSSELS - Former European Commission president Jacques Delors on Wednesday (5 April) tabled proposals for a new EU treaty establishing an energy community and criticised the lack of political will in dealing with the eurozone's problems, saying Europe needed "architects" just as much as "firefighters."

The 84-year-old French economist presided over the European Commission between 1985 and 1994 and is considered one of the architects of European integration following the end of the Cold War and Germany's re-unification.

The report he presented on Wednesday, drafted by a group of lawyers and academics, makes the case for an "EU energy community" based on a new treaty. It draws its inspiration from the European Coal and Steel Community founded in 1950, which set the ground for what later became the EU.

Sixty years on, Mr Delors made the case for a unified energy community, which would also include the leap to "green technologies" needed to reach the climate change mitigation targets.

The proposal includes concrete measures ranging from an EU energy fund to "purchasing groups" of countries, so as to give them greater negotiation leverage in relations with suppliers like Russia.

Although recognising the "difficult circumstances for our economies and finances," in reference to the Greek bail-out and market speculation concerning other troubled euro-countries, Mr Delors emphasised the need for EU "architects" just as much as "firefighters."

"We need blueprints during this period of time," he said, criticising the lack of co-operation at the EU level.

The report sees three ways of achieving this energy community: via a new EU treaty, via "common actions" or via "re-inforced co-operation," pooling together countries who want the same things and gradually attracting more members - similar to the eurozone or the border-free Schengen area.

"I know there is a certain fatigue of some governments to draw up another treaty, but one should value the power of treaties, which helped a lot in terms of growth of our countries, mutual understanding and peace. A treaty also implies a common set of rules everybody respects. A treaty is an element of EU architecture," Mr Delors argued.

He also noted a certain "allergy" when it comes to reinforced co-operation, but stressed that this was the only solution in a union of 27, "where some want to go faster than others."

Mr Delors' proposals were received rather coolly by EU energy commissioner Guenther Oettinger, who said that the Lisbon Treaty actually has a specific article on energy matters, allowing for EU legislation in this field.

⁸ <http://m.europa-nu.nl/9353000/1/j9vviaekvp0oeyh/viexp1w4ejz7?ctx=vi91esyk9ewh>

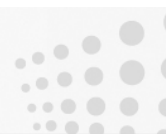
"My duty is to use article 194 of the Lisbon Treaty for legislative proposals. If after analysis, this article is not enough, your proposals will come back on the table," Mr Oettinger said.

A former regional politician in Germany, Mr Oettinger also stressed the principle of "subsidiarity" enshrined in the EU treaty, meaning that rules and regulations have to be drafted as closely to the citizen as possible - by regional or national assemblies and appeal to the EU level only when absolutely needed.

No leadership from Germany

Asked in a later press conference how he saw Germany's reluctance to help out the Greeks, Mr Delors said that "weeks of tergiversation, of discussions, even if some may argue there were serious discussions, only incited market speculations and fuelled euro-scepticism."

"But EU's economic and monetary union has the means to face the events of yesterday, today or tomorrow. It simply lacks the will to and the spirit of co-operation," he added.



Shakespeare in Brussel⁹

06.05.2010



6 mei 2010 - Jacques Delors pleit voor een Europese Energie Gemeenschap. "The EU must have the ability to pool its supply capacities and to engage in coordinated energy purchasing." Dit pleidooi is geheel in lijn met zijn eerdere uitspraken in een interview met ScienceGuide: "We moeten zien te komen tot een samenhangend energiebeleid, L'union fait la force."

Tijdens de presentatie van het rapport 'Towards a European Energy Community: A Policy Proposal' van zijn eigen denktank 'Notre Europe' ging de oud-commissievoorzitter in het Europees Parlement stevig te keer tegen het beleid van de individuele lidstaten. Hij vergeleek de individuele gedragingen van de EU-landen tegenover Rusland met de vechtende families Montague en Capulet uit Shakespeare's Romeo en Julia. "The European Union must present a single interface in relations with its external partners, both producer and transit countries. The EU must have the ability to pool its supply capacities and to engage in coordinated energy purchasing," aldus Delors.

In een recent interview met ScienceGuide pakte Jacques Delors op dit terrein al opmerkelijk stevig uit: "Neem nu energie. Je ziet dat ieder land op zich gesprekken wil voeren met Medvedev en met Poetin. Wat ontbreekt is een 'energiegemeenschap' in Europa. Je moet zien te komen tot een samenhangend beleid, want *'nous sommes les demandeurs'* Tegelijkertijd zouden wij als Europa veel kunnen inbrengen in het wereldwijde energiebeleid vanwege de kennis die bij ons aanwezig is op het gebied van CO2-reductie en opslag, klimaatvraagstukken en efficiënt energieverbruik. Je staat veel sterker als je zo met Poetin praat. *'L'union fait la force'*."

⁹ <http://www.scienceguide.nl/201005/shakespeare-in-brussel.aspx>

Poland

rp.pl

Powrót europejskiej wspólnoty energetycznej¹⁰

Anna Słojewska 06-05-2010, ostatnia aktualizacja 06-05-2010 03:05

Początkiem współpracy mogłyby być wspólne zakupy energii



źródło: EUROPEAN PARLIAMENT

Jacques Delors były przewodniczący Komisji Europejskiej i Jerzy Buzek szef Parlamentu Europejskiego

+zobacz więcej

Początkiem Unii Europejskiej było porozumienie energetyczne – Europejska Wspólnota Węgla i Stali. Ale przez 60 lat o tym zapomniano. Dziś przewodniczący Parlamentu Europejskiego Jerzy Buzek próbuje rozpropagować ideę wspólnoty energetycznej. Pozyskał do tego postacie kluczowe dla integracji europejskiej. Jacques Delors, były wieloletni przewodniczący Komisji Europejskiej, a także Tommaso Padoa Schioppa, były minister finansów Włoch i członek pierwszej Rady EBC. Obaj wymyślili i współtworzyli strefę euro. Dziś popierają współpracę w dziedzinie energii.

Zdaniem Padoa Schioppa obecna sytuacja oddania strategii energetycznej w ręce pojedynczych państw ogranicza rozwój UE.

– Pogarsza jej bezpieczeństwo międzynarodowe oraz ogranicza możliwości działania na arenie międzynarodowej – mówił wczoraj Padoa Schioppa.

O tym, jak zmienić sytuację, mówi raport przygotowany pod patronatem organizacji Notre Europe, której szefem jest Jacques Delors. Pomysły zawarte w raporcie są ambitne, ale były szef KE wie, że nie da się tego osiągnąć od razu. – Można zastosować rozwiązania sprawdzone przy tworzeniu strefy Schengen i euro. Zaczynamy w mniejszej grupie, a potem dołączają kolejni zainteresowani, widząc pozytywne efekty – uważa Delors.

Konkretne dziedziny takiej wzmocnionej współpracy podawał Jerzy Buzek. – Zaczniemy od grup zakupowych, które wspólnie negocjowałyby kontrakty gazowe na rynkach światowych. Teraz kraje UE konkurują między sobą – mówił Buzek. Współpraca mogłaby też dotyczyć połączeń sieciowych oraz wspólnych projektów w dziedzinie badań i rozwoju. Ostatecznie ambitny projekt miałby nawet doprowadzić do stworzenia Europejskiej Wspólnoty Energetycznej, z własnym traktatem. Politycy ambitnie liczą, że tak jak deklaracja Schumana wydana w 1950 roku doprowadziła do uzgodnienia już siedem lat później traktatów rzymskich, tak deklaracja Buzka i Delorsa da konkretne efekty w postaci wspólnoty energetycznej.

Raport przygotowany pod egidą Notre Europe przewiduje także wspólne działania na rzecz gospodarki niskowęglowej oraz harmonizację opodatkowania energii w takim kierunku, żeby zachęcać do oszczędności i do przechodzenia na źródła odnawialne. Jak podkreślał Mark van der Woude, jeden z autorów raportu, w dziedzinie bezpieczeństwa energetycznego

¹⁰ http://www.rp.pl/artykul/471565_Powrot_europejskiej_wspolnoty_energetycznej.html

działanie rynku jest niewystarczające. – Nie możemy na nim w pełni polegać. Przykładem są rezerwy strategiczne – powiedział van der Woude.

Komisja Europejska na razie życzliwie przygląda się inicjatywom z zewnątrz. W najbliższym czasie sama ma przedstawić dokument o tym, jak realizować założenia o współpracy energetycznej zapisane w traktacie lizbońskim. Obowiązuje on dopiero od 1 grudnia 2009 roku.

– Myślę, że w nieodległej przyszłości wrócimy do pomysłu założycieli Unii, którzy ideę polityczną oparli na surowcach energetycznych – stwierdził Gunther Oettinger, unijny komisarz ds. energii. Zapewniał, że propozycje Komisji będą brały pod uwagę interesy i obawy mniejszych państw członkowskich, a także tych, którzy są w Unii dopiero od kilku lat. Ponowił swoje poparcie dla projektu Nabucco, który ma dostarczać gaz z Azji Środkowej do Europy, z pominięciem Rosji.

masz pytanie, wyślij e-mail do autorki



J. Buzek et J. Delors réaffirment leur soutien en faveur d'une Communauté européenne de l'énergie²⁰

07.05.2010

Le président du Parlement européen Jerzy Buzek et l'ancien président de la Commission, Jacques Delors, ont présenté mercredi 5 mai une déclaration appelant à la création d'une Communauté européenne de l'énergie, pour garantir l'accès à l'énergie à un prix stable et raisonnable, maintenir un haut niveau de compétitivité, promouvoir le développement durable et le passage à une société pauvre en carbone. Pour les deux hommes, les politiques de libéralisation du secteur, bien que couronnées de succès, se révèlent aujourd'hui insuffisantes. Ce constat appelle à la mise en place d'une « politique énergétique commune efficace, cohérente et intégrée », qui permette de mobiliser l'investissement, afin de stimuler les perspectives industrielles de demain et d'assurer la sécurité d'approvisionnement de l'Union. Elle pourrait être menée via « une coopération renforcée » au sein d'un « premier noyau d'États membres prêts à s'engager » dans les domaines suivants : renforcement des réseaux énergétiques, recours accru aux renouvelables, investissements substantiels dans la R&D de technologies vertes, mesures d'efficacité énergétique au niveau de la production et de la consommation finale, mise en commun – si nécessaire – des capacités d'approvisionnement et porte parole unique pour les relations avec les pays tiers.

²⁰ http://presse.ufe-electricite.fr/rphebdo_includes/mailling/2010-05-05.html

Belgium



Commission consults on energy plan for 2011-20²¹

ENDS Europe
Friday 7 May 2010

The European Commission has launched a consultation on an energy strategy for the next ten years. A consultation paper released on Friday asks stakeholders to outline ways in which existing legislation can be better implemented.

The document, prepared by the commission's energy department, refers to various aspects of energy policy such as infrastructure, the EU's economic recovery plan, the emissions trading scheme, renewables and energy security issues.

The objective is to smooth over implementation flaws arising from the EU's 2007 action plan for energy. The lack of a European infrastructure framework is singled out as being particularly troublesome. Spain has also proposed an action plan for 2010-14.

The consultation swiftly follows on from a joint declaration by European Parliament president Jerzy Buzek and former commission president Jacques Delors in which they called for a "European Energy Community" with a fully liberalised market.

The commission foresees an energy strategy involving projects from cities and regions and actions at both member state and EU level. Energy commissioner Günther Oettinger has proposed to allocate unspent EU recovery funds to cities and regions.

Stakeholders' input will be analysed and included in the strategy, which will be put to the European Council in March next year. If adopted, it will cover the period 2011-2020, according to the energy department. The consultation will run until 2 July.

²¹ <http://www.endseurope.com/23896>

Germany

rebecca-harms.de

Nur mit Fokus auf Erneuerbare ist eine EU-Energiegemeinschaft sinnvoll²⁴

5.5.2010

Delorsplan für Energiegemeinschaft

Der frühere Kommissionspräsident Jaques Delors hat heute zusammen mit Energiekommissar Günther Oettinger und dem Präsidenten des EU-Parlaments Jerzy Buzek seinen Vorschlag für eine europäische Energiegemeinschaft auf einer Pressekonferenz im Europaparlament vorgestellt (1). **Rebecca Harms**, Vorsitzende der Grünen/EFA-Fraktion, und **Claude Turmes**, stellvertretender Vorsitzender der Grünen/EFA-Fraktion, erklären dazu:

"Der Vorschlag für eine europäische Energiegemeinschaft ist nur dann sinnvoll, wenn durch die Gemeinschaft der Umbau in eine vollständig Erneuerbare Energieversorgung beschleunigt wird. Dem bisherigen Vorschlag von Jaques Delors fehlt dieses klare Ziel.

Die Transformation in eine 100%ig Erneuerbare Energieversorgung wird Europa nicht nur unabhängiger von Energieimporten machen und helfen die Klimaziele zu erreichen, es wird auch der europäischen Wirtschaft helfen. Zu diesem Ergebnis kamen mehrere Studien, die in den letzten Monaten veröffentlicht wurden (2). Die Studien haben außerdem belegt, dass eine vollständig erneuerbarer Energieversorgung nicht nur grüne Wunschvorstellung, sondern ein realistisches Ziel ist, das die EU bis 2050 erreichen kann. Dabei ist diese Energieoption keineswegs teurer als andere Vorschläge.

Wir Grüne haben schon lange eine europäische Gemeinschaft für Erneuerbare Energien (ERENE) gefordert, die die Idee einer vollständig erneuerbare Energieversorgung für Europa vorantreiben soll. Die frühere EU Kommissarin Michaela Schreyer, eine deutsche Grüne, hat bereits im Jahr 2008 ein Konzept für ERENE vorgestellt (3). Die Gemeinschaft soll die Zusammenarbeit der Mitgliedsstaaten im Bereich der Erneuerbaren verbessern, gemeinsame Finanzierungsinstrumente für Forschungsprojekte schaffen und den Ausbau intelligenter europäischer Netze voranbringen, die zu 100% von Erneuerbaren Energien gespeist werden. An diesen Vorschlägen sollte sich eine europäische Energiegemeinschaft orientieren."

²⁴

<http://www.rebecca-harms.de/index.php/presse/nur-mit-fokus-auf-erneuerbare-ist-eine-eu-energiegemeinschaft-21670>

Buzek und Delors fordern „Europäische ergiegemeinschaft“²⁵

Donnerstag, 06. 05. 2010 | Kategorie: [News](#) [drucken](#)



Jerzy Buzek und Jacque Delors (v.r.) im Euopäischen Parlament. Bild: EP

eid Die Gründung einer neuen „EEG“, einer Europäische Energiegemeinschaft, forderten jüngst EU-Parlamentspräsident Jerzy Buzek und Jacque Delors in einer Erklärung vor EU-Abgeordneten – 60 Jahre nach Gründung der EGKS, der Keimzelle der EU. Die Erklärung fußt auf einer Studie, die jüngst Delors' think tank „Notre Europe“ veröffentlicht hatte.

EU-Energiekommissar Günther Oettinger reagierte diplomatisch. Gerade einmal wenige Monate nach Inkrafttreten des Lissabon-Vertrags beabsichtige er zunächst, die dort geschaffenen Kompetenzen voll ausschöpfen.

Buzek und Delors fordern, die EU müsse Förder- und Transitländern gegenüber einheitlicher und mit größerer Einkaufsmacht auftreten. Lieferkapazitäten sollte gebündelt und im Bedarfsfall Energie koordiniert beschafft werden. Auch seien gemeinsame strategische Reserven nötig. Die bisherigen Maßnahmen zur Liberalisierung, Vernetzung, Diversifizierung oder zur Steigerung der Energieeffizienz reichten bei weitem nicht aus.

²⁵ <http://www.eid-aktuell.de/2010/05/06/bald-europaeische-energiegemeinschaft/>

Hungary



Nem lelkesednek az új energiapiaci javaslatért²⁷

Bruxinfo.eu

2010. május 10

Vegyes reakciókat váltott ki az európai energiapolitikát aktívan befolyásoló politikusokból Jacques Delors korábbi európai bizottsági elnök május 5-én bemutatott vitaanyaga, amelyben a legendás múltú eurokrata egy európai energiaközösség létrehozására szólítja fel a döntéshozókat. Delors szerint – az ügy fontosságára tekintettel – végső soron akár a nehezen tető alá hozott új uniós alapszerződés, a Lisszaboni Szerződés módosításától sem szabad visszariadni.

„Ironikus módon az energiapolitika az egyetlen olyan terület, ahol az Európai Uniót megalapító Római Szerződéshez képest inkább gyengült az elmúlt évtizedek politikai alkui során a közös cselekvést támogató közvetlen jogalap” – indokolta indítványát az egykori francia politikus, aki 1985-től 1994-ig töltötte be a Bizottság elnöki tisztét, és most – 80-as éveiben járva – a Notre Europe politikai elemző intézetnek, a vitaanyag szerzőjének a vezetője. Hozzátette: „Ennek egyik oka értelemszerűen az, hogy míg a 60 évvel ezelőtt megkötött alapszerződés még a szénnek és az acélnek az európai gazdaságban betöltött stratégiai szerepére épült, a helyzet azóta alapvetően megváltozott, hiszen ma a gáz, az olaj és a villamos energia állnak az európai energiaellátás középpontjában, és a kép környezetvédelmi és ellátásbiztonsági tényezőkkel is bonyolódott.

Bár a [korábbi alapszerződéseket kiegészítő és integráló] Lisszaboni Szerződés az új helyzetre adaptálva ad bizonyos területeken felhatalmazást közös európai energiapolitikák – tehát újabb közvetlen jogalap – kialakítására, ám több fontos területen továbbra is csak közvetetten, a szerződésben foglalt alapvető jogokra (például áruk és szolgáltatások szabad áramlása, egységes belső piac) támaszkodva lehet haladni az általános energiapolitikai célok (többek között az energiabiztonság és környezeti fenntarthatóság) felé. Ezért úgy gondolom, hogy miközben meg kell próbálnunk kiaknázni a Lisszaboni Szerződésben rejlő lehetőségeket, nem szabad visszariadnunk attól, hogy szükség esetén és végső soron hozzájáruljunk a Lisszaboni Szerződéshez” - szögezte le javaslatának múlt heti brüsszeli bemutatóján Jacques Delors.

A vitaanyag szerint ahhoz, hogy az Unió hatékony választ tudjon adni az energiaellátás terén jelentkező kihívásokra, a jelenleginél mélyebb integrációra és erősebb szolidaritásra van szükség az energiapolitikában. Azt is hangsúlyozza, hogy mivel a megoldásra váró problémák nem csak egyes területeket – például a piaci liberalizáció és a környezetvédelem - érintenek, olyan, speciálisan az energiaszektorra kialakított európai szabályozókra van szükség, amelyek ugyanakkor megfelelően be vannak ágyazva a tágabb gazdasági és politikai környezetbe, ezáltal elő tudják segíteni a megfelelő energiamix kialakítását, továbbá az ehhez szükséges kutatás-fejlesztést és infrastruktúra-beruházásokat. „Európa előtt több út is nyitva áll a problémák kezelésére, és ezek közül a legradikálisabb, ám egyúttal a leghatékonyabb eszköz egy európai energiaközösség létrehozása lenne, amely saját szabályozói környezettel és stratégiával bírna” – olvasható a dokumentumban.

²⁷ http://kitekinto.hu/europa/2010/05/10/nem_lelkesednek_az_uj_energiapiaci_javaslatart

Miközben Jerzy Buzek, az Európai Parlament elnöke, teljes mellszélességgel kiállt a delors-i kezdeményezés mellett a vitairat szerdai, parlamenti bemutatója során, Giles Chichester – az EP ipari és energiaügyi szakbizottságának (ITRE) korábbi elnöke, mostani tisztét tekintve pedig a jelenlegi Energia Közösséggel kapcsolatos ügyek parlamenti jelentéstevője – felhívta Delors figyelmét arra: már létezik egy Energia Közösség, amely 2006 óta arra kötelezi az Unió dél-keleti szomszédjait (Albánia, Bosznia és Hercegovina, Horvátország, Macedónia, Moldova, Montenegró, Szerbia és Koszovó aláírói a megállapodásnak), hogy vegyék át és alkalmazzák az uniós energia-jogszabályokat.

A parlamenti Zöld párt pedig arra használta fel az alkalmat, hogy ismét előhozakodjon saját elképzelésével egy európai magújuló energia közösségről, aminek célja az uniós energia-felhasználás teljes átállítása lenne a megújuló energiaforrásokra. Michaela Schreyer korábbi költségvetési EU-biztos először 2008-ban mutatta be az ezzel kapcsolatos átfogó javaslatot. „A delors-i javaslatoknak csak akkor lesz értékelhető hozadéka, ha az általa javasolt energiaközösség arra fókuszál, hogy Európa gazdaságát megújulóenergia-alapokra helyezze át. E nélkül a javaslatból hiányzik a világos cél és politikai iránymutatás” – vélekedett Rebecca Harms német zöldpárti képviselő, akit megállapításában támogatott Claude Turmes luxemburgi képviselőtársa is.

Günther Öttinger energiabiztos tartózkodott attól, hogy határozottan állást foglaljon a Delors-féle energiaközösség gondolatáról. „Egyre inkább európaizálódik az energiapolitika, ám továbbra is vannak véleménykülönbségek egyes nemzeti kormányok, parlamentek és uniós intézmények között” – közölte Öttinger. Hozzátette: a néhány hónapja hatályos Lisszaboni Szerződés megerősített eszközöket ad a kezébe az együttműködés mélyítésére. „Minden lehetőséget fel fogok használni, amit a Lisszaboni Szerződés 194. cikke energia terén megenged. És ha a gyakorlatból az derül ki, hogy ez nem elég, akkor vissza fogok térni a Delors-féle javaslatához a nem túl távoli jövőben” – ígérte Öttinger.

A delors-i anyag is megemlékezik a 194. cikkről, amely kompromisszumos módon nemzeti hatáskörben hagyja a természeti erőforrásaikkal való rendelkezés és az energiamix kialakításának, valamint az energiával kapcsolatos adózás bevezetésének jogát, míg uniós kompetenciát enged a többi területre. „Ennek az elrendezésnek eredményeképp valószerűtlen, hogy európai intézmények olyan intézkedéseket fogadhassanak el, amelyek tagállamokat arra köteleznének, hogy bizonyos fajta energiatermelésbe pénzt fektessenek vagy saját természeti forrásaikra támaszkodva más tagállamoknak is elegendő mennyiségű energiát termeljenek, még akkor sem, ha ez az Unió egészének energiabiztonságát szolgálná. Erre a kompetencia-megosztás szerint csak a tagállamok önkéntes és egyhangú döntése alapján kerülhetne sor. Ugyanezen elv alapján uniós intézmények nem vehetik át a nemzeti kormányoktól az irányító szerepet energiaválság esetén sem” – sorolja a szerzők által hiányosságként értelmezett elemeket a dokumentum.

Ugyanakkor maga Delors is elismerte, hogy röviddel az elhúzódó és fájdalmas alapszerződés-módosítási folyamat után nem lehet arra számítani, hogy a tagállamok egységesen támogatnának egy újabb változtatást. „Ha ez a helyzet, azoknak az országoknak, amelyek szeretnék gyorsabban haladni az energiapolitikák integrálásával, lehetőséget kell adni a megerősített együttműködésre annak érdekében, hogy új lendületet kapjon a mostanra némileg kifáradt mélyítési folyamat” – érvelt Delors. Hozzáfűzte: ez egyáltalán nem lenne precedens nélküli, hiszen példa erre az euró és a schengeni határövezet részleges bevezetése.

PRESSE EN LIGNE



Delors tables energy community plan, slams EU leaders³

VALENTINA POP

05.05.2010 @ 18:03 CET

EUOBSERVER / BRUSSELS – Former European Commission president Jacques Delors on Wednesday (5 April) tabled proposals for a new EU treaty establishing an energy community and criticised the lack of political will in dealing with the eurozone's problems, saying Europe needed "architects" just as much as "firefighters."



Jacques Delors says an energy community could foster greater EU integration (Photo: EU Commission)

The 84-year-old French economist presided over the European Commission between 1985 and 1994 and is considered one of the architects of European integration following the end of the Cold War and Germany's re-unification. The report he presented on Wednesday, drafted by a group of lawyers and academics, makes the case for an "EU energy community" based on a new treaty. It draws its inspiration from the European Coal and Steel Community founded in 1950, which set the ground for what later became the EU.

Sixty years on, Mr Delors made the case for a unified energy community, which would also include the leap to "green technologies" needed to reach the climate change mitigation targets. The proposal includes concrete measures ranging from an EU energy fund to "purchasing groups" of countries, so as to give them greater negotiation leverage in relations with suppliers like Russia.

Although recognising the "difficult circumstances for our economies and finances," in reference to the Greek bail-out and market speculation concerning other troubled euro-countries, Mr Delors emphasised the need for EU "architects" just as much as "firefighters."

"We need blueprints during this period of time," he said, criticising the lack of co-operation at the EU level. The report sees three ways of achieving this energy community: via a new EU treaty, via "common actions" or via "re-inforced co-operation," pooling together countries who

³ <http://euobserver.com/9/30017>

want the same things and gradually attracting more members – similar to the eurozone or the border-free Schengen area.

"I know there is a certain fatigue of some governments to draw up another treaty, but one should value the power of treaties, which helped a lot in terms of growth of our countries, mutual understanding and peace. A treaty also implies a common set of rules everybody respects. A treaty is an element of EU architecture," Mr Delors argued. He also noted a certain "allergy" when it comes to reinforced co-operation, but stressed that this was the only solution in a union of 27, "where some want to go faster than others."

Mr Delors' proposals were received rather coolly by EU energy commissioner Guenther Oettinger, who said that the Lisbon Treaty actually has a specific article on energy matters, allowing for EU legislation in this field. "My duty is to use article 194 of the Lisbon Treaty for legislative proposals. If after analysis, this article is not enough, your proposals will come back on the table," Mr Oettinger said.

A former regional politician in Germany, Mr Oettinger also stressed the principle of "subsidiarity" enshrined in the EU treaty, meaning that rules and regulations have to be drafted as closely to the citizen as possible – by regional or national assemblies and appeal to the EU level only when absolutely needed.

No leadership from Germany

Asked in a later press conference how he saw Germany's reluctance to help out the Greeks, Mr Delors said that "weeks of tergiversation, of discussions, even if some may argue there were serious discussions, only incited market speculations and fuelled euro-scepticism." "But EU's economic and monetary union has the means to face the events of yesterday, today or tomorrow. It simply lacks the will to and the spirit of co-operation," he added.

Le think tank de Jacques Delors plaide pour la création d'une Communauté de l'énergie

Euractiv.fr | 06.04.2010 | Energie et Climat

[Partager](#) | [Envoyer](#) | [Imprimer](#)

Le think tank Notre Europe publie un rapport intitulé « Vers une communauté européenne de l'énergie : une proposition politique », qui suggère de relancer la construction européenne par la création d'une Communauté de l'énergie.

Recherches

- Notre Europe

[Vers une Communauté européenne de l'énergie: une proposition politique](#)

Réalisé par Marc van der Woude, Leigh Hancher (co-présidents) et Sami Andoura (rapporteur) et accompagné d'une proposition de Jacques Delors, le **rapport** étudie la faisabilité de la création d'une Communauté européenne de l'énergie.

Le texte se fonde sur une analyse de la politique énergétique européenne et procède à son évaluation à l'aune de trois objectifs-clés : l'accès à l'énergie à un prix abordable, le développement durable de la production, du transport et de la consommation d'énergie, et la sécurité d'approvisionnement. L'évaluation conclut que ces trois objectifs ne peuvent être accomplis dans le cadre actuel.

Pour pallier ce déficit, le rapport propose la constitution d'une Communauté de l'énergie qui serait "un espace de régulation énergétique cohérent et intégré à l'échelle européenne."

Différentes mesures sont envisagées : la poursuite de la libéralisation des marchés, le développement d'un réseau énergétique intelligent ou encore la stimulation de la R&D dans les technologies vertes et les énergies renouvelables afin d'assurer la diversification des ressources de l'UE. Pour financer ces projets, l'UE serait dotée de ressources financières indépendantes et autonomes. La capacité de l'UE à agir comme un seul sujet est considérée comme primordiale pour éviter que les pays tiers ne réduisent de façon ciblée leurs fournitures en énergie. Des réserves communes sont également envisagées, ce qui concrétiserait sur le terrain la solidarité des Européens entre eux.

Pour y parvenir, si plusieurs options sont envisagées (révision du traité de Lisbonne, coopération renforcée), un nouveau traité sur l'énergie est considéré comme la solution la plus adéquate. Si la participation de tous les Etats membres est à terme envisagée, elle ne serait pas obligatoire.

Marek Kubista

La politique européenne de l'énergie manque de contenu

Euractiv.fr | 24.06.2010 | Energie et Climat

[Partager](#) | Envoyer | Imprimer

Le think tank Notre Europe propose un nouveau traité restreint à l'énergie pour pallier ce déficit.

Titre XXI Energie Article 194 TFUE

1. Dans le cadre de l'établissement ou du fonctionnement du marché intérieur et en tenant compte de l'exigence de préserver et d'améliorer l'environnement, la politique de l'Union dans le domaine de l'énergie vise, dans un esprit de solidarité entre les États membres:

- a) à assurer le fonctionnement du marché de l'énergie;
- b) à assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union;
- c) à promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ainsi que le développement des énergies nouvelles et renouvelables; et
- d) à promouvoir l'interconnexion des réseaux énergétiques.

2. Sans préjudice de l'application d'autres dispositions des traités, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs visés au paragraphe 1. Ces mesures sont adoptées après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Elles n'affectent pas le droit d'un État membre de déterminer les conditions d'exploitation de ses ressources énergétiques, son choix entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique, sans préjudice de l'article 192, paragraphe 2, point c).

3. Par dérogation au paragraphe 2, le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, à l'unanimité et après consultation du Parlement européen, établit les mesures qui y sont visées lorsqu'elles sont essentiellement de nature fiscale.

Documents officiels

- **Commission européenne**

[Consultation publique sur la politique énergétique de l'UE 2011-2020](#)

- **Conseil de l'UE**

[Conclusions du Conseil énergie, 31 mai 2010](#)

- **Commission européenne**

[Site de la direction générale Energie](#)

Recherches

- **Notre Europe**

[Towards a European Energy Community: A Policy Proposal](#)

Blackout en Europe en 2006, crise du gaz en Ukraine en 2008, tensions en Biélorussie en juin 2010... L'actualité de ces dernières années revient sans cesse dans la bouche des dirigeants européens pour rappeler la nécessité de mettre en place une politique européenne de l'énergie. Si le constat est clair, les priorités des Etats membres ne concordent pas encore. Le traité de Lisbonne donne une base juridique à l'énergie (article 194 TFUE) et fixe des objectifs à l'UE en la matière (voir encadré), mais ne crée pas de politique énergétique à proprement parler. Les pistes pour la développer font actuellement débat.

« Nous n'avons pas besoin d'un nouveau traité européen sur l'énergie. » Ainsi se sont exprimés Laurent Catenos, directeur des affaires européennes chez EDF et la directrice de l'IFRI à Bruxelles Susanne Nies, lors d'une conférence à Paris le 23 juin. Et, selon eux, chaque problème ne peut se régler par la création d'une nouvelle institution, c'est pourquoi une communauté européenne de l'énergie n'est pas nécessaire.

Une référence directe à la proposition du think tank Notre Europe, qui a publié, en mars 2010, une étude selon laquelle le traité de Lisbonne n'est pas adapté pour répondre aux besoins d'une politique énergétique européenne. Le texte propose donc un nouveau traité restreint à l'énergie pour pallier ce déficit. Ce texte instituerait une Communauté européenne de l'énergie qui serait "un espace de régulation énergétique cohérent et intégré à l'échelle européenne."

Pour Susanne Nies, il convient d'abord de mettre de l'ordre dans le schéma institutionnel actuel. Aujourd'hui, l'énergie est divisée en trois portefeuilles à la Commission : l'énergie proprement dite revient à Günther Oettinger, le climat à Connie Hedegaard, et l'environnement à Janez Potocnik.

Interrogé par EurActiv.fr, Sami Andoura, co-auteur du rapport de Notre Europe, se défend de vouloir relancer un débat institutionnel. Au contraire, l'étude propose « bien d'autres options comme les coopérations renforcées » pour développer une politique commune de l'énergie.

Laurent Catenos estime quant à lui qu'une politique de l'énergie européenne dépendra avant tout « du contenu que voudront bien lui donner les acteurs politiques ». Pour le moment les priorités des Etats diffèrent, notamment sur le gaz. Par exemple, les problèmes d'approvisionnement du gaz dans les pays d'Europe centrale, fortement dépendants de la Russie, sont moins ressentis en Europe occidentale. En témoignent les différents projets de gazoducs vers la Russie (Nord Stream) et la mer Caspienne (Nabucco, South Stream). Ainsi, il faut « bâtir une vision à long terme » sur les choix stratégiques énergétiques à effectuer, ajoute M. Catenos.

Mais pour Sami Andoura, le projet développé par Notre Europe est avant tout « centré sur la substance et sur la politique » et offre un contenu à une politique de l'énergie. En outre, il estime que la volonté politique ne peut pas tout faire. Pour atteindre les objectifs d'une politique énergétique commune, telle que définie dans l'étude, « on ne peut se limiter aux instruments existants ».

Une position que partagerait le commissaire à l'Energie, Günther Oettinger, explique Sami Andoura. M. Oettinger aurait indiqué que si des limites institutionnelles l'empêchaient de mettre en place la politique de l'énergie qu'il estime nécessaire, il envisagerait des modifications.

Actuellement, la Commission travaille sur la formulation de la stratégie énergétique de l'UE pour 2011-2020 et doit présenter, d'ici fin 2010, une feuille de route sur l'énergie à l'horizon 2050. Celle-ci doit être approuvée par les chefs d'Etat et de gouvernement en mars 2011.

CALENDRIER

- **Juin 2009:** adoption du troisième paquet énergie
- **Fin 2010:** présentation de la stratégie énergétique de l'UE par la Commission
- **Mars 2011:** adoption par le Conseil européen de la stratégie énergétique de l'UE d'ici 2050
- **Mars 2011:** date limite de transposition de la directive sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité

Marek Kubista

A lire aussi

- L'UE commence à définir sa stratégie énergétique d'ici 2020 (02.06.2010)
- Le think tank de Jacques Delors plaide pour la création d'une Communauté de l'énergie (06.04.2010)

Publié sur EurActiv (<http://www.euractiv.com>)

URL source: <http://www.euractiv.com/fr/energie/soutien-de-delors-une-cooperation-renforcee-sur-lenergie-news-418773>

Soutien de Delors à une coopération renforcée sur l'énergie

Publié: 06 avril 2010 | Updated: 07 avril 2010

Tous les pays de l'UE ne sont pas encore prêts à s'engager en faveur d'une politique commune de l'énergie. Mais une petite avant-garde de pays pourrait décider d'avancer sur cette voie sans tarder, selon l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors.

La politique énergétique actuelle de l'UE n'est pas optimale, selon un [document politique](#) écrit par M. Delors et publié par le think tank Notre Europe, fondé par l'ancien président de la Commission lui-même.

Dans les avant-propos, M. Delors déplore le fait que malgré une augmentation très importante de l'activité réglementaire visant à établir un large marché énergétique européen et à combattre le changement climatique, l'Union européenne continue à lutter pour développer une politique énergétique commune.

Les solutions nationales adoptées par les Etats membres se sont révélées inadéquates par rapport à cette question et ont augmenté le risque de réponses divergentes voire conflictuelles aux défis communs, écrit M. Delors.

Sans désigner nommément la Russie, M. Delors a affirmé que pour s'assurer qu'aucun pays tiers ne puisse se livrer à des réductions ciblées d'approvisionnement en énergie, l'UE devait présenter une seule interface dans ses relations avec ses partenaires extérieurs.

A la lumière du difficile processus de révision des traités, tous les Etats membres ne seront peut-être pas prêts à s'embarquer dans cette voie. Si c'est le cas, les Etats qui souhaitent aller de l'avant sans tarder doivent pouvoir le faire, affirme-t-il.

Une approche différenciée de ce type n'est pas sans précédent, continue M. Delors. Elle a été utilisée dans le passé pour réaliser des avancées majeures pour le projet européen, notamment l'espace Schengen et la monnaie unique, écrit-il.

M. Delors, qui est souvent cité comme l'un des pères de l'Europe, a été l'un des architectes de la monnaie européenne lors de son mandat en tant que président de la Commission (1985-1994). L'accord Schengen de 1985 a été signé indépendamment du cadre communautaire, entre 10 des 12 membres de l'époque. Le traité d'Amsterdam de 1997 a ensuite incorporé Schengen dans le droit communautaire général.

Les efforts visant à construire une politique commune cohérente et efficace doivent être mis en œuvre désormais, déclare M. Delors, proposant que cela soit fait dans le cadre d'une coopération renforcée définie par l'article 20 du traité de l'Union européenne.

M. Delors indique les priorités pour les pays qui souhaitent aller de l'avant :

- Développer des instruments économiques ambitieux pour financer une recherche commune ainsi que des projets de développement communs sur les énergies alternatives;
- Approfondir et structurer la coopération des réseaux énergétiques paneuropéens et;
- Mettre en place des groupes d'achat de gaz et de pétrole pour faciliter la passation de marché avec des fournisseurs étrangers, renforçant et ciblant ainsi la politique énergétique extérieure de l'UE dans ce domaine.

Bien que ces étapes puissent apparaître techniques et limitées du point de vue de leur portée, elles mèneront à des changements significatifs, ouvrant la voie à davantage de coopération et de solidarité dans le domaine de l'énergie, écrit M. Delors.

Liens

NGOs and Think-Tanks

- Notre Europe: [Policy Proposal by Jacques DELORS: Towards a European Energy Community](#)

Press articles

- EurActiv France: [Le think tank de Jacques Delors plaide pour la création d'une Communauté de l'énergie](#)
- EurActiv Hungary: [Delors a megerősített együttműködést alkalmazná energia-ügyben](#)
- EurActiv Slovakia: [Delors žiada „posilnenú spoluprácu“ v energetike](#)

Delors backs 'enhanced cooperation' on energy

Published: 06 April 2010 | Updated: 07 April 2010

Not all EU countries are ready to embark on a common EU energy policy just yet. But a smaller vanguard of countries could decide to go ahead without delay, according to former European Commission President Jacques Delors.

Europe's existing energy policy is "suboptimal," states Delors in a [policy paper](#) published by Notre Europe, a think-tank founded by the iconic former Commission chief himself.

In his foreword, Delors laments that despite a dramatic increase in regulatory activity designed to establish a broad European energy market and fight climate change, the European Union has struggled to develop a common energy policy.

"The national solutions adopted by member states [...] have proven inadequate to the task and have increased the risk of diverging and even conflicting responses to common challenges," Delors writes.

Without naming Russia, Delors says that to ensure that no "third country" can engage in targeted reductions of energy supplies, the EU must present a single interface in its relations with its external partners.

"In the wake of the recent difficult treaty revision process, not all EU states may be ready to embark upon this route just yet. If this proves to be the case, those states wishing to move forward without delay must be able to do so."

A differentiated approach of this kind is not without precedent, Delors continues. It has been used, in the past, to make major strides forward in the European project, including the Schengen area and the single currency, he writes.

Delors, who is often referred to as one of the 'fathers of Europe', was one of the architects of the euro currency during his term as Commission president (1985-1994). The Schengen agreement of 1985 was signed independently of the European Community framework, between ten of the then twelve members. The Amsterdam Treaty of 1997 subsequently incorporated Schengen into mainstream EU law.

"Efforts to build a coherent and effective common policy must get under way now," declares Delors, suggesting that this could be done within the framework of enhanced cooperation defined by Article 20 of the Treaty on European Union.

Delors spells out the priorities for countries that wish to move forward as follows:

- Developing ambitious economic instruments to finance common research and development projects on alternative energies;
- deepening and structuring cooperation in Europe-wide energy networks, and;
- setting up oil and gas purchasing groups to facilitate procurement from foreign suppliers, thereby strengthening and focusing EU foreign policy in this field.

Although these steps may appear technical and limited in scope, they will lead to decisive changes, paving the way for greater cooperation and solidarity in the energy field, Delors writes.

Links

NGOs and Think-Tanks

- Notre Europe: [Policy Proposal by Jacques DELORS: Towards a European Energy Community](#)

Euractiv.de

Delors für verstärkte Zusammenarbeit bei Energie

Veröffentlicht: 06. April 2010 | Updated: 07. April 2010

Noch nicht alle EU-Länder sind bereit, den Kurs einer gemeinsamen europäischen Energiepolitik einzuschlagen. Allerdings könnten sich einige Länder zu einer kleineren Gruppe zusammenschließen, um als Vorreiter diese Politik sofort umzusetzen, behauptet der ehemalige Präsident der Europäischen Kommission Jacques Delors.

Die bestehende Energiepolitik Europas ist "suboptimal", so Delors in einem [Policy Paper](#) der Denkfabrik Notre Europe, die vom bedeutenden ehemaligen Kommissionschef selbst gegründet wurde.

In seinem Vorwort beklagt sich Delors, dass es der Europäischen Union nicht gelungen ist, eine gemeinsame Energiepolitik zu entwickeln – trotz der stark ausgeweiteten regulierenden Tätigkeiten zur Schaffung eines gesamteuropäischen Energiemarkts und Bekämpfung des Klimawandels.

"Die nationalen Lösungen der Mitgliedstaaten [...] haben sich als unzulänglich erwiesen und haben das Risiko divergierender und sogar entgegenstehender Antworten auf gemeinsame Herausforderungen erhöht", schreibt Delors.

Ohne Russland namentlich zu erwähnen, sagt Delors weiter, dass die EU gegenüber externen Partnern eine einzige Schnittstelle präsentieren müsse, damit kein "Drittland" Energielieferungen gezielt kürzen könne.

Nach der kürzlich erfolgten, schwierigen Prozedur zur Überarbeitung der Verträge seien vielleicht nicht alle EU-Staaten schon bereit, auf diesem Weg voranzuschreiten. Sollte dies der Fall sein, müssten aber diejenigen Staaten, die sich ohne Verzögerungen vorwärts bewegen wollten, dies auch tun können.

Ein differenzierter Ansatz dieser Art sei nicht ohne Präzedenzfall. So sei dieser Ansatz in der Vergangenheit dazu genutzt worden, das europäische Projekt mit großen Vorwärtsschritten voranzutreiben, etwa beim Schengen-Raum und der gemeinsamen Währung.

Delors, oft als einer der "Väter Europas" bezeichnet, war während seiner Amtszeit als Kommissionspräsident (1985-1994) einer der Architekten des Euros. Das Schengen-Abkommen wurde 1985 außerhalb der Europäischen Gemeinschaft von zehn der damals zwölf EG-Mitglieder unterzeichnet. Der Vertrag von Amsterdam von 1997 integrierte Schengen dann in das etablierte EU-Recht.

"Bemühungen zum Aufbau einer kohärenten und wirksamen gemeinsamen Politik müssen jetzt beginnen", erklärt Delors. Er schlägt vor, dass dies innerhalb des Rahmens der verstärkten Zusammenarbeit nach Artikel 20 des Vertrags über die Europäische Union geschehen könnte.

Delors benennt folgende Prioritäten für Länder, die mit der Integration fortfahren möchten:

- die Entwicklung ehrgeiziger Wirtschaftsinstrumente zur Finanzierung gemeinsamer Forschungs- und Entwicklungsprojekte über alternative Energien;
- eine vertiefte und strukturierte Zusammenarbeit in europaweiten Energienetzen und
- den Aufbau von Einkaufsverbunden, um die Beschaffung von Erdöl und -gas von ausländischen Produzenten zu erleichtern und dadurch die EU-Außenpolitik in diesem Bereich zu stärken.

Obwohl diese Schritte technisch und begrenzt erscheinen mögen, würden sie zu entscheidenden Veränderungen führen und damit den Weg für mehr Zusammenarbeit und Solidarität im Energiebereich bereiten, so Delors.

Verweise

NGOs and Think-Tanks

- Notre Europe: [Policy Proposal by Jacques DELORS: Towards a European Energy Community](#)

Press articles

- EurActiv France: [Le think tank de Jacques Delors plaide pour la création d'une Communauté de l'énergie](#)
- EurActiv Hungary: [Delors a megerősített együttműködést alkalmazná energia-ügyben](#)
- EurActiv Slovakia: [Delors žiada „posilnenú spoluprácu“ v energetike](#)



Delors advocates new EU treaty⁴

Published: 06 May 2010

Europe needs a new EU treaty to embark on a common energy policy, former European Commission President Jacques Delors told the European Parliament yesterday (5 May). However, he admitted that there was "fatigue" after putting in place the Lisbon Treaty and suggested adopting a gradual approach towards achieving this goal.

BACKGROUND

Europe's existing energy policy is "suboptimal," states Jacques Delors in a policy paper published by Notre Europe, a think-tank founded by the iconic former Commission chief himself (EurActiv 06/04/10).

Without naming Russia, Delors says that to ensure that no "third country" can engage in targeted reductions of energy supplies, the EU must present a single interface in relations with its external partners.

As not all countries may be ready to embark at once, a differentiated approach is needed, similar to those used in the past, to make major strides forward in the European project, as was the case with the Schengen area and the single currency.

Delors spells out the priorities for countries that wish to move forward as follows:

- Developing ambitious economic instruments to finance common research and development projects on alternative energies;
- deepening and structuring cooperation in Europe-wide energy networks, and;
- setting up oil and gas purchasing groups to facilitate procurement from foreign suppliers, thereby strengthening and focusing EU foreign policy in this field.

Although these steps may appear technical and limited in scope, they will lead to decisive changes, paving the way for greater cooperation and solidarity in the energy field, Delors writes.

Delors, who is often referred to as one of the 'fathers of Europe', was hosted by European Parliament President Jerzy Buzek, with whom he issued a common statement. Delors presented to MEPs a recent policy paper from his think-tank, Notre Europe, entitled 'Towards a European Energy Community' (see 'Background').

Buzek, who himself is a strong advocate of an EU 'energy community' (EurActiv 11/12/09), said that on the eve of its 60th anniversary, Europe should seek inspiration from the European Coal and Steel Community, which played a major role in the Union's history at that time.

Buzek also admitted that at first, not all countries would be ready to embark towards establishing an "energy community", which should not prevent those willing to proceed from doing so, as EU countries had done with the Schengen border free area or the euro zone.

⁴ <http://www.euractiv.com/en/priorities/delors-advocates-new-eu-treaty-news-493800>

The Parliament president called for an energy 'Coalition of the Willing', using the term which gained notoriety in the context of the Iraq war.

Delors said the EU would need a new treaty to create a European Energy Community, "a new EEC". He said that enhanced cooperation under Article 194 of the Lisbon Treaty, which deals with the functioning of the EU energy market, would only serve the first stage for proceeding towards enhanced cooperation.

He was categorical in stating that in the medium term, a new EU treaty would be needed.

"A treaty implies a set of rules respected by all," he insisted.

Energy Commissioner Guenter Oettinger, present at the meeting, insisted that Article 194 was the legal basis for the Commission. Should time prove that the article is not enough to proceed upon, he would come back to Delors' proposal, he said.

Montagues and Capulets

Referring to Shakespeare, the former long-serving Commission president blasted EU members for behaving like "Montagues and Capulets" vis-à-vis Russia and for negotiating gas purchases individually.

The European Union must present a single interface in relations with its external partners, both producer and transit countries. The EU must have the ability to pool its supply capacities and to engage in coordinated energy purchasing, the two leaders said in a written statement.



Buzek i Delors proponują Europejską Wspólnotę Energetyczną⁶



06.05.2010

Przewodniczący Parlamentu Europejskiego Jerzy Buzek i były szef Komisji Europejskiej Jacques Delors zaproponowali w środę utworzenie Europejskiej Wspólnoty Energetycznej wzorowanej na Europejskiej Wspólnocie Węgla i Stali z 1957 roku – podały za PAP media elektroniczne.

Według Buzka, realizacja nowej europejskiej wspólnoty nie wymaga dużo czasu. "Deklaracja Schumana miała miejsce w 1950 roku, a Europejska Wspólnota Węgla i Stali powstała w 1957 roku. Zapewniam, że nasza wspólnota energetyczna powstanie szybciej niż w siedem lat" - powiedział.

Inicjatywę przygotowaną na podstawie projektu think tanku "Notre Europe", którym kieruje Delors, politycy przedstawili w Parlamencie Europejskim. "Uważamy, że następny rozdział w historii integracji europejskiej musi się wiązać z utworzeniem Europejskiej Wspólnoty Energetycznej - nowej wspólnoty mającej realizować zdecydowaną i skuteczną wspólną politykę energetyczną" - napisali we wspólnej deklaracji Buzek i Delors.

Obaj pomysłodawcy są przekonani, że Unia potrzebuje silniejszej wspólnej polityki energetycznej, która "gwarantując bezpieczeństwo dostaw energii dla wszystkich Europejczyków" "zapewni dostęp do energii po rozsądnych i stabilnych cenach, pozwoli utrzymać konkurencyjność naszego przemysłu i będzie wspierać trwały rozwój oraz utworzenie społeczeństwa niskoemisyjnego".

Obaj politycy zapewniali, że ich pomysł nie wymaga tworzenia nowych instytucji, bo możliwość prowadzenia wspólnej polityki energetycznej daje już Traktat Lizboński. Potrzebna jest natomiast wola polityczna, której niektórym państwom członkowskim wciąż brakuje (wołą same decydować o swej polityce energetycznej). Dlatego, choć Delors i Buzek zapewniali, że ich pomysł adresowany jest do wszystkich państw UE, to sugerują, żeby najpierw podjąć tzw. wzmocnioną współpracę części krajów, które tego chcą. "To pomysł dla wszystkich członków, ale być może kraje z tzw. regionów spójności widzą większą potrzebę tego projektu" – cytuje portal za PAP wypowiedź Buzka na konferencji prasowej. Taka grupa krajów mogłaby - dodał Delors - "połączyć potencjał dostaw i przystąpić do skoordynowanych zakupów energii".

Spójna i zintegrowana polityka energetyczna Unii wymaga – zdaniem obu polityków - utworzenia europejskich rynków energetycznych opartych na zmodernizowanej, obejmującej całą Europę sieci energetycznej. Oznacza to konieczność rozbudowy sieci rurociągów i zwiększenie liczby połączeń między sieciami gazowymi i elektrycznymi poszczególnych państw. "Musimy też zdywersyfikować nasz koszyk energetyczny, polegając w większym

⁶ <http://www.euractiv.pl/innowacyjnosc-i-kreatywnosc/arttykul/buzek-i-delors-proponuj-europejsk-wspolnot-energetyczn-001811>

stopniu na odnawialnych źródłach energii oraz zwiększając inwestycje w badania i rozwój w dziedzinie nowych, zielonych technologii" – przekonują Buzek i Delors.

Podkreślają, że w stosunkach z partnerami zewnętrznymi - zarówno z producentami, jak i krajami tranzytowymi - Unia Europejska musi mówić jednym głosem. „W perspektywie długoterminowej, jeżeli zagrozi nam poważny kryzys energetyczny, musimy dysponować wspólnymi rezerwami strategicznymi, zarządzanymi w duchu solidarności na skalę całego kontynentu" - dodają obaj politycy.

Let's get together

by Karel Beckman

Jacques Delors' think tank Notre Europe has come up with an impressive plea for a European energy policy. 'Europe faces several major crises: an energy crisis, an environmental crisis and an economic and financial crisis. It is dangerous and illusory to assume that these challenges can be addressed at state or regional level.'

'Ten years ago Europe had the goal of becoming the most competitive economy in the world. Now we are facing a possible decline. If we continue to do things on a national basis, and if we remain divided, we will not be relevant anymore in ten years' time.' This is the firm belief of Sami Andoura, research fellow at the French think tank Notre Europe, founded by Jacques Delors.

Notre Europe is facing a herculean task. In the coming year it will be trying to get broad support in the European institutions and among member states to form a true "European energy community". Or at the very least, to develop a common European energy policy – which does not exist at the moment.



Jacques Delors, former President of the European Commission

Calls for a common EU energy policy have been heard before of course, but perhaps never as passionately and well-argued as in the new "policy proposal" put forward by Jacques Delors, former President of the European Commission, at the beginning of this month. And Delors' proposal, which will be presented at the European Parliament in Brussels on the 5th of May, comes at a crucial juncture: in the midst of an economic and financial crisis, at a time when the EU is struggling to form a new identity after the adoption of the Lisbon Treaty.

'The Lisbon Treaty does not change anything with regard to energy competence'

Andoura, who was one of the authors – with Leigh Hancher and Marc van der Woude – of the study

underlying Delors' policy proposal, says that the current 'fragmented' European energy policy impedes critically needed investments in green technologies and trans-European networks and thereby undermines Europe's ability to innovate. It also undermines European security of energy supply. A common energy policy, he believes, is critical to the European economy, because, as the "policy proposal" states, 'energy is not just any good'. It 'is indispensable to all human or industrial activity. Demand is inelastic and supply often requires very large investments. Moreover, it is increasingly being transported and transmitted via international networks.'

The problem with the EU's current energy policy, such as it is, is that it is pursued indirectly: through the market liberalisation process and through environmental legislation. The three goals of energy policy are: affordable access, sustainable development and security of supply. But these, says Delors' think tank, cannot be reached merely by market integration and liberalisation and leaving all strategic dimensions of energy policy to the member states. 'It is dangerous and illusory to assume that these challenges can be addressed at state or regional level', says the report.

In current EU policy, argue Andoura and his fellow authors, the market liberalisation process 'is viewed almost as an end in itself'. The problem with this is that 'both users and suppliers may prefer long-term price stability over short-term price volatility'. At the same time, sustainability 'is treated as a separate, environmental issue', for instance through the emission trading scheme (ETS). But the ETS 'is not designed to ensure long-lasting access to energy resources'. As to security of supply, this has 'barely even been addressed at the European level'.

Measures remain limited to coordination of stocks and the technical operation of grids.

The "policy proposal" summarises the structural deficiencies of European energy policy as follows:

- European energy policy is not consistent. It has no energy policy objectives as ends in themselves. There is the goal of market integration, but that is not an energy goal. Policies rely on market forces, and at the same time they show a distrust of the market, evidenced by complex market oversight rules.
- It has no external dimension. Member states guard their sovereignty jealously, including their right to conduct relations with third-country oil and gas suppliers. Thus, the EU is absent on the international energy scene. It is an easy target for divide-and-rule policies by third-party suppliers.
- The EU lacks the capabilities to develop a real energy policy. It cannot take direct action itself. It has no money to do so. 'The Commission can make strategy energy reviews, but they are just recommendations', says Andoura. 'The EU has very little money to invest in research and development, let alone to make significant investments in networks. Compare this to the investments the US and China are making.'

So what should be done? Continuing in the way we are now, with more market directives, is not going to solve the problem, says Andoura. According to the "policy proposal", the EU must have the authority to set the right balance between the three energy policy objectives. It also needs to be equipped with the means to make investments in research and development, networks and green technologies. To this end, it needs to be able to raise levies and allocate resources. It must also be able to buy oil and gas collectively and to take price stabilisation measures if necessary. And its energy policy must be 'compulsory', as the report puts it.

'It is dangerous and illusory to assume that the energy challenges can be addressed at state or regional level'

How could these goals be accomplished?

Andoura notes that the Lisbon Treaty has not brought the required change as far as energy policy is concerned. 'We have discussed this with legal experts, and members of our Task Force, and we all agree that the Treaty does not change anything with regard to energy competence. For instance, it says that the EU will have to develop policy in a spirit of solidarity, but that does not mean much in actual practice.'

To modify the Lisbon Treaty again, however, is hardly a realistic option, Andoura realises. It was difficult enough to get the Lisbon Treaty adopted. The "policy proposal" therefore lists three alternative options. First, to make a separate Energy Treaty, which would establish a new "European Energy Community". Second, to use the so-called "enhanced cooperation mechanisms" which article 20 of the Lisbon Treaty allows for. Third, to go by the way of ad hoc or transitional arrangements outside the EU's legal and institutional framework, as was done for example with the Schengen Agreements.

According to the "policy proposal", the 'optimal solution' would be the creation of a new European Energy Community which would have full responsibility for all aspects of energy policy. However, since this goal is unlikely to be achieved soon, Notre Europe recommends the adoption of various forms of enhanced cooperation measures in the interim. It mentions three examples of such measures:

- Strengthened cooperation with respect to energy networks
- A common energy fund for financing new technologies
- The establishment of gas purchasing groups either by private operators and/or by member states, which could ultimately form a Gas Purchasing Agency

The latter would of course fly in the face of current EU competition policy, Andoura concedes. 'But this', he says, 'only shows how the exclusive emphasis on the market makes the objective of security of supply difficult to achieve. At least we should have a debate on it.'

'Energy is not just any good. It is indispensable to all human or industrial activity'

An important point made in the "policy proposal" is that whatever course is adopted, it is not necessary

for all member states to join immediately. An Energy Treaty or enhanced cooperation mechanisms could be adopted by a limited number of member states (in the case of enhanced cooperation mechanisms there must be at least 9 member states to participate). Other states could then join in later, just as was done with the monetary union.

Clearly what matters most now is to get a number of member states to join in developing a common energy policy. To this end, Andoura and his colleagues of Notre Europe will start touring the capitals of the member

states after the report's presentation in the European parliament. They will discuss their proposal with decision-makers and stakeholders in a series of closed sessions. Herman van Rompuy, the new President of the European Council, has already announced that there will be an Energy Summit In the spring of 2011. At this summit, Andoura hopes that Delors' "policy proposal" for a European Energy Community will be addressed. 'That is our target. We do not want any more compromises and fragmented initiatives. We hope the European energy policy will be tackled as a whole.'

The "policy proposal" by Jacques Delors, "Towards a European Energy Community", as well as the study underlying it, can be found on the website of Notre Europe (www.notre-europe.eu). For anyone involved in European energy issues, it is definitely worth reading. The study was written by Sami Andoura, research fellow at Notre Europe, Leigh Hancher, professor of European law at the University of Tilburg and Marc van der Woude, Professor of Competition Law at the University of Rotterdam.

•
Liensnfos d'Europe Lundi 12 avril 2010

Energie

Le 12 avril 2010

Notre Europe a publié un rapport de Sami Andoura, Leigh Hancher et Marc van der Woude intitulé "Towards a European Energy Community: A Proposal". Ce rapport examine les politiques développées au niveau européen et étudie la faisabilité d'une "communauté européenne de l'énergie". Jacques Delors en a rédigé la préface.



L'idée d'une centrale européenne d'achat de gaz relancée par deux ...

L'idée d'une centrale européenne d'achat de gaz relancée par deux ...Romandie.com
Un rapport du centre de réflexion Notre Europe, fondé par Jacques Delors, reprend cette idée à son compte. "La proposition d'une Agence d'approvisionnement ...et plus encore »

En savoir plus :
Jacques Delors

Source : Romandie.com
Origine de l'actualité : presse
Actualité publiée à 15h47, le vendredi 02 avril 2010

L'idée d'une centrale européenne d'achat de gaz relancée par deux rapports

PARIS - Deux rapports publiés vendredi relancent l'idée, évoquée il y a un an par Nicolas Sarkozy, de créer une centrale européenne d'achat de gaz pour renforcer le pouvoir de négociation de l'Europe face à ses fournisseurs, en particulier la Russie.

Le président français avait évoqué cette idée lors d'un discours prononcé à Nîmes en mai 2009, quelques mois après une crise russo-ukrainienne ayant provoqué une cessation momentanée des livraisons de gaz russe vers l'Europe.

Le centre d'analyse stratégique (CAS), rattaché au Premier ministre, approfondit cette proposition, dans un rapport publié sous la direction du professeur Christian Stoffaës.

"La situation de l'Europe est assez dramatique" en termes de dépendance, a affirmé M. Stoffaës vendredi au cours d'un point presse.

D'ici à 2025, les importations de gaz pourraient ainsi atteindre 80% de la consommation européenne.

"Si les ruptures d'approvisionnement sont exceptionnelles, la dépendance gazière crée des divisions, pèse sur les consciences", a-t-il jugé.

Pour que l'Europe ait plus de poids face au géant russe Gazprom, le rapport du CAS prône une rupture avec la politique actuelle de la concurrence pour permettre aux groupes gaziers européens de s'associer entre eux.

"Il s'agirait de mettre les groupes gaziers qui veulent coopérer entre eux à l'abri des condamnations anti-trusts grâce à ce qu'on appelle le +régime des exemptions+" qui est prévu par les traités européens, explique M. Stoffaës.

La mise en place d'une centrale d'achat de gaz pourrait permettre de renforcer les chances de succès du projet de gazoduc Nabucco, censé renforcer la sécurité d'approvisionnement de l'Europe, estime ainsi le rapport.

A terme, il envisage la mise en place d'un "projet plus intégrateur" sous la forme d'une agence d'approvisionnement en gaz.

Un rapport du centre de réflexion Notre Europe, fondé par Jacques Delors, reprend cette idée à son compte.

"La proposition d'une Agence d'approvisionnement en gaz pourrait améliorer la gestion des crises énergétiques" et "éviter les ruptures d'approvisionnement", estime ce rapport, qui plaide pour la mise en place d'une "communauté européenne de l'énergie".

GAZPROM

[Accueil](#)

Le think tank de Jacques Delors plaide pour la création d'une Communauté de l'énergie

06.04.2010

- [Energie](#)
- [Europe](#)



Le think tank Notre Europe publie un rapport intitulé « Vers une communauté européenne de l'énergie : une proposition politique », qui suggère de relancer la construction européenne par la création d'une Communauté de l'énergie.

Réalisé par Marc van der Woude, Leigh Hancher (co-présidents) et Sami Andoura (rapporteur) et accompagné d'une proposition de Jacques Delors, le [rapport](#) étudie la faisabilité de la création d'une Communauté européenne de l'énergie.

Le texte se fonde sur une analyse de la politique énergétique européenne et procède à son évaluation à l'aune de trois objectifs-clés : l'accès à l'énergie à un prix abordable, le développement durable de la production, du transport et de la consommation d'énergie, et la sécurité d'approvisionnement. L'évaluation conclut que ces trois objectifs ne peuvent être accomplis dans le cadre actuel.

Pour pallier ce déficit, le rapport propose la constitution d'une Communauté de l'énergie qui serait "un espace de régulation énergétique cohérent et intégré à l'échelle européenne."

Différentes mesures sont envisagées : la poursuite de la libéralisation des marchés, le développement d'un réseau énergétique intelligent ou encore la stimulation de la R&D dans les technologies vertes et les énergies renouvelables afin d'assurer la diversification des ressources de l'UE. Pour financer ces projets, l'UE serait dotée de ressources financières indépendantes et autonomes. La capacité de l'UE à agir comme un seul sujet est considérée comme primordiale pour éviter que les pays tiers ne réduisent de façon ciblée leurs fournitures en énergie. Des réserves communes sont également envisagées, ce qui concrétiserait sur le terrain la solidarité des Européens entre eux.

Pour y parvenir, si plusieurs options sont envisagées (révision du traité de Lisbonne, coopération renforcée), un nouveau traité sur l'énergie est considéré comme la solution la plus adéquate. Si la participation de tous les Etats membres est à terme envisagée, elle ne serait pas obligatoire.



Europe's crisis of confidence on 60th birthday²⁹

07.05.2010

The EU project will mark its 60th birthday Sunday in crisis, with Greece's debt woes forcing a rethink of the eurozone and Europe battling to avoid a loss of stature in the new world order.

"Europe needs new energy," argues Jean-Dominique Giuliani, president of the Robert Schuman Foundation, named after the French foreign minister who on May 9 1950 proposed the creation of the European Coal and Steel Community, the forerunner of today's 27-nation European Union.

His declaration is marked annually by "Europe Day," though there will be little fanfare this year.

"Where is Europe going?" asked European Socialist party leader Poul Nyrup Rasmussen and French Socialist head Martine Aubry in an article published by the French Liberation daily on Friday.

"The credibility of the European Union is in free-fall not only among its citizens but around the world. The calamitous handling of the Greek crisis is a serious mistake," they complained.

One of the EU's most prized projects, the common euro currency, finds itself under unprecedented pressure, as Greece leads a string of eurozone members suffering under a mountain of debt and falling credit ratings.

Certainly there will be little celebration when the 16 eurozone heads of state and government gather in Brussels Friday for an extraordinary summit to sign off on a multi-billion euro bailout package for Athens.

The markets have not been appeased.

European stock markets dived at the start of trade Friday while on Asian markets the euro hit its lowest level against the dollar for over a year, before recovering slightly.

Nobel laureate Joseph Stiglitz wrote this week that "the Greek financial crisis has put the very survival of the euro at stake," and US economist Nouriel Roubini warned Thursday that the eurozone could "break up."

With doubts growing over whether Greece should ever have been allowed to adopt the euro in the first place, some analysts see Europe's rush to integration losing speed.

The European Union "suffers doubt as it faces the last stage of its long journey, that of political union, which requires further transfer of sovereignty over to areas which are the greatest reserve of the state," said Giuliani.

The eurosceptics have found new voice. Their poster-boy UK Independence Party MEP Nigel Farage, who survived a light plane crash during Britain's election day Thursday, famously called EU president Herman Van Rompuy a "damp rag."

In the same speech in February he accused him of having "a loathing for the very concept of the existence of nation states."

For the federalists, greater political integration for the continent is the only way to give Europe a more powerful, more unified voice on the global stage.

²⁹ <http://news.malaysia.msn.com/business/article.aspx?cp-documentid=4074060>

French finance minister Christine Lagarde believes the costly Greek crisis demands a change of approach, but sees the solution as "more Europe," not less.

The idea of a "European economic government" championed by France, and previously a taboo for Germany, has gained some traction thanks to the Greek crisis which has highlighted the gulf between the eurozone economies.

But the long gestation and painful birth of the EU's Lisbon Treaty of reforms has left many other capitals reluctant to embark on another great chapter of integration, that of budgetary union.

"What's missing today is the political will and spirit of cooperation," former European Commission head Jacques Delors complained this week.

Even in EU mainstay Germany, national interests are well to the fore as the country is asked to provide the biggest slice of the Greek bailout package.

Last year the country's constitutional court fixed strict limits to any fresh transfer of sovereignty to Brussels.

The European Policy Centre has issued its own Schuman declaration for the 21st century.

"Today the Union suffers from a lack of strategic orientation and risks losing attractiveness inside and outside Europe," its authors wrote, comparing Europe to "a sedate tanker with a glorious history but without a command bridge.

"Without change, the old continent is doomed to gradual marginalisation and irrelevance," in the face of the emerging powers of Asia and South America, the think tank warned.

European Energy Community? ³³

THURSDAY, 13 MAY 2010 12:54

On the eve of the sixtieth anniversary of the Schuman Declaration the President of the European Parliament Jerzy Buzek and the former European Commission President Jacques Delors adopted a declaration calling for the creation of a new European Energy Community (EEC).

With proper response, in particular from large member states, this project could change the European Union's approach to the energy and climate change challenges. Poland could address the matter of the project in talks with its EU partners. Read the comment by Leszek Jesień from the Polish Institute of International Affairs.

³³ http://www.euroregionbaltic.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=340:european-energy-community&catid=1:latest&Itemid=122

Конференция CRM@publics.bg

CRM технологии и решения за публичните услуги

ПУБЛИКАЦИИ



12.04.2010 г.

Новата енергийна еврозона

Доклад на Жак Делор предлага досегашната енергийна политика да се замени от коалиция на „готовите“ за нова стратегия страни. България може да е една от тях, ако иска бързи реформи в енергетиката

АВТОР: Атанас Георгиев



Снимка - Жак Делор, Президент на ЕК 1985-1995 г. © Европейската комисия

Колкото и парадоксално да звучи, изглежда енергетиката е единственият сектор, в който интеграцията между страните членки е намаляла за последните 60 години, като никога не е постигнат първоначалният дух на общата визия и кураж от създаването на ЕС с Договора за въглища и стомана и подписването на Евратом. Макар въглищата и ядрената енергия да са били водещи през 50-те години на 20. век, увеличеното използване на петрол, природен газ и електроенергия поставя нови предизвикателства. Те не могат да бъдат туширани дори чрез Лисабонския договор. Това са само част от заключенията в проучването за създаване на обща европейска енергийна политика „Towards a European Energy Community: A Policy Proposal by Jacques Delors“. Неговата цел е да проучи възможността за създаването на Европейска енергийна общност с цел по-нататъшна интеграция на европейската енергетика. Изследването е подготвено от експертен екип на неправителствената организация Notre Europe под ръководството на Жак Делор – президент на Европейската комисия в периода 1985-1995 г. Именно в неговия мандат, през 1986-1992 г., е даден първият тласък за либерализацията на единния европейски енергиен пазар.

Енергийната еврозона

Една от основните препоръки на доклада е да не се насилват всички страни от ЕС да работят с еднакво темпо и в един глас при определянето на националните им енергийни приоритети поне в началото на процеса по формиране на единна европейска политика. Подобно на Еврозоната и Шенген, предложената от авторите на проучването „Европейска енергийна общност“ ще

приюти само тези държави от Съюза, които са готови да работят в екип и „под напрежение“. В противен случай, енергийните реформи ще продължат да се движат със скоростта на най-бавните страни, се посочва още в доклада. Същевременно са необходими бързи действия за справяне с основните проблеми пред Европа и най-вече – с увеличаващата се зависимост от външни за Съюза енергийни ресурси. Очаква се през 2030 г. 95% от консумацията на нефт и 84% от потреблението на природен газ в ЕС да са от внос. Така може да се окаже, че истинската конкуренция в европейската енергетика всъщност ще е за това кой да е вътре или вън от новата енергийна общност. А защо не – и по време на определянето на нейните правила?

Къде е България в новата схема?

Актуалният паралел с българския енергиен сектор показва, че макар и официално в ЕС повече от 3 години, проблемите му са наследени от десетилетия на залитания в различни посоки, без визия за интеграция в Европейската общност и с бездействие по много от инфраструктурните проекти. Дали скандалите, които го разтърсват сега, ще му попречат да се интегрира правилно или те са предизвикани именно от самобитното развитие на националните ни енергийни цели? И възможно ли е да създадем българска енергийна стратегия, вече като член на ЕС, без да знаем общата европейска стратегия за енергийния сектор? Възможно ли е следвайки сегашните европейски цели да създадем стратегия, която бързо да бъде обезсмислена от новата европейска енергийна общност, чиито правила ще са създадени отборно?

Защо е необходима новата европейска стратегия?

Докладът на Notre Europe подчертава, че дори след приемането на Третия пакет от законодателни мерки за либерализация в енергетиката, повечето страни-членки все още не са изпълнили всички изисквания, заложили във втория пакет от 2003 г. Една от причините за това е „ревността“ на отделните държави както при необходимостта от споделяне на запасите им от изкопаеми горива, така и при формиране на националния им енергиен микс. Именно такива действия водят до затваряне на националните пазари и намаляване на интеграцията, се посочва в доклада. Страните подхождат интровертно и затварят възможностите за обща европейска енергийна политика. Тази тенденция се допълва и от липсата на обща външна политика в ЕС – особено актуална тема в момента, когато евроскептиците оспорват както необходимостта от Лисабонския договор, така и ползата от постовеите президент и външен министър на ЕС.

Ефектът на цените

Докладът разглежда и значението на свободните цени в енергетиката. Той посочва, че либерализацията води до пазарно определяне на цените, но това не означава автоматично понижаване на стойностите. Една от причините е в променливия характер на петролните цени и свързаните с тях цени на други енергийни ресурси, се посочва още в изследването. В електроенергетиката от значение е и структурата на енергийния микс и доколко използваните мощности са недостатъчни или в излишък. Анализът на авторите показва и друг важен факт – в повечето страни от ЕС цените за крайните потребители все още са регулирани, но това може да забави инвестициите в енергийна ефективност при крайните потребители и така да увеличи

разходите им за енергия през следващите години. Друг ефект на регулираните цени е, че ако те не отразяват напълно разходите за нови инвестиции, транс-европейските енергийни мрежи може и да не се случат.

Професионална лига в енергетиката

И все пак, разделянето на „А“ и „Б“ група по отношение на енергийните приоритети в ЕС може да постави непреодолима в краткосрочен план преграда между „готовите“ и вечно „закъсняващите“ страни. Ако предложението на Жак Делор за ускоряване на енергийните реформи чрез доброволна коалиция на първите влезе в сила, няма ли това да изолира страни като България? Тези въпроси могат да съгъстят облаците над все още неофициализираната енергийна стратегия на България. С първи драфт от преди година и половина, тя може да се окаже абсолютно неадекватна при такова развитие на ситуацията в ЕС. От друга страна, ако заложените в националната ни стратегия цели са достатъчно убедителни, не може ли да ги „продадем“ на „А“ групата и така да се включим в нея? Рискът да не успеем е значителен, но все пак – нека опитаме.

Пълният текст на документа е достъпен на английски език [в сайта на Notre Europe](#).

European energy policy debates

by [Jerome a Paris](#)

Wed Apr 21st, 2010 at 04:08:39 AM EST

There have been quite a few substantial contributions to the European energy debate recently, including [Towards a European Energy Community: A Policy Proposal](#), by **Notre Europe** and [A Smart EU Energy Policy](#) by the **Clingendael International Energy Programme**. I haven't had the time to read these and do them justice, but the [article in the European Energy Review](#) on the latter had an interesting tidbit:

Unlike the former EU President Jacques Delors, who in a recent report argued that there is no common European energy policy, De Jong and his fellow-authors do believe that 'there is indeed a EU energy policy', as their report puts it. It is the 'three-tier approach' that the European Council agreed on in the spring of 2007. This approach is based on three pillars, which are known for short as "Lisbon" (the idea of an internal, competitive market), "Kyoto" (the pursuit of a sustainable energy economy) and "Moscow" (which is short-hand for the pursuit of security of energy supply).

The main problem is, says De Jong, that the way in which these three policies are implemented is frequently at odds with each other. Hence the call for 'integration and coordination'.

This is the first time I see in a "serious" publication the idea I have long developed that the 3 core priorities of the EU (competitive markets, climate change and security of supply) are incoherent and incompatible... The report complains that renewable energy subsidies damage security of supply (by making upstream investment less profitable, and reducing security of demand for external suppliers), which is technically correct but demonstrates a rather too narrow gas-focused mindset (not completely surprising from a Dutch institution)... but at least they see some of the contradictions between the various objectives, and the "Kyoto" "Lisbon" and "Moscow" labels are useful.

Hopefully this will help push the debate forward.

22 Apr 2010

‘Schengen-ing’ European Energy Policy?



CC BY

Gasometer in Berlin-Schöneberg, Germany

EU energy policy is in urgent need of a new integrated vision. Does a ‘Schengen-ing’ of the policy provide a solution? asks Nicole Ahner for ISN Security Watch.

By Nicole Ahner for ISN Security Watch

EU energy policy is characterized by a very complex allocation of authority between the EU and national bodies and the resulting interplay of regulatory competence. As with any area of multi-level governance, this puts great strain on the law and its ability to adapt to new realities and challenges.

It is still too early to determine whether the Lisbon Treaty will actually lead to changes in this respect. Namely, it is questionable if it in fact extends the competences of the EU in the energy area – for example, with its new ‘energy title.’

Against this background and building on the diversity of its 27 member states – which have diverging predilections for free markets, natural resource endowments and geographic specificities – a new idea has arisen: the creation of a Schengen-like regime for EU energy policy.

"A Schengen-ing of some specific areas of EU energy policy could be considerable in the short term to meet the challenges arising from the energy and climate stress and in order to pave the way towards near-to-zero carbon," Jean-Michel Glachant, director of the Florence School of Regulation at the European University Institute, told ISN Security Watch.

Short-run differentiation

In theory, groups of like-minded member states could undertake closer intergovernmental cooperation amongst themselves in specific fields of common interest. They could prefer to stay outside the main EU legal and institutional framework to escape the formal and procedural requirements of EU law. Such cooperation would be based on partial agreements under international law.

In fact, some recent statements by European leaders, such as European Parliament President Jerzy Buzek and former European Commission President Jacques Delors, suggest that short-run differentiation inspired by the Schengen regime could be the first pragmatic step toward overcoming the current institutional paralysis.

Whereas for the long term the creation of a true 'European Energy Community' fully responsible for all aspects of energy and based on a new treaty is identified as the smartest way ahead in an upcoming report from [Notre Europe](#) (a think tank founded by Delors), short-run differentiation inspired by the Schengen regime actually could be an interim step.

According to the report, various forms of enhanced cooperation should be considered as an interim solution; for instance, strengthened cooperation with respect to energy networks, a common energy fund for financing new technologies, or the establishment of gas purchasing groups.

Looking explicitly at possible Schengen-like agreements, Glachant said "Nuclear policy and gas security of supply governance are areas that seem to be predestined for such an approach."

Going deeper into detail, Adrien de Hauteclouque, Jean Monnet Fellow at the Robert Schuman Centre of Advanced Studies, tells ISN Security Watch that a partial energy agreement could be "an option for establishing common nuclear facility design certification, the management of radioactive waste and spent nuclear fuel, or the setting-up of regional repositories."

Internal and external dimensions

With regard to the internal dimension of EU gas supply security, Glachant points out that it could in fact be beneficial to establish transparency, emergency or solidarity mechanisms at a regional level, notably among new member states.

The same could be said for the external dimension of gas security of supply: To date, negotiations with gas producing countries mainly take place on a bilateral basis in an uncoordinated manner fully focused on national interest. Intergovernmental cooperation between a limited number of like-minded member states establishing a coordination and information mechanism for bilateral action could be an option.

Still, the feasibility of a Schengen-like approach also depends on legal circumstances. Creating a new foundation for EU energy policy requires considering EU laws currently in effect. Generally, member states are free to conclude agreements amongst themselves under international law in any way they wish on topics not covered by Union law, as long as they do not violate any substantive EU laws in the process. Precisely, they are pre-empted to conclude such agreements in areas of the EU's exclusive competence and in areas that are already occupied by Union acts.

Particularly with regard to the third legislative energy package coming into force in March 2011, a detailed case-by-case analysis is needed in order to scrutinize whether a 'Schengen-ing' of projected areas for differentiation will actually be feasible legally. With regard to a Schengen-like agreement for gas security of supply governance, the proposed 2010 Regulation on gas supply security dealing with solidarity, an emergency as well as a transparency mechanism could be an obstacle. Here 'occupation' by the EU acts in the above-mentioned sense should be assumed. The same accounts, for example, for a possible agreement on nuclear waste, since the Commission will table respective legislative proposals on the treatment of nuclear waste by the end of this year.

The external side of gas supply security is another case where the member states are excluded from concluding partial agreements outside the EU law framework since there is a risk of encroaching on the exclusive

competencies of the EU. Therefore, a mixed agreement that includes the EU as a party should be considered.

Thus, "even though being very enticing, short-run differentiation might not be an option for all areas of EU energy policy," Glachant told ISN Security Watch. Additionally, there is a theoretical risk of too many intergovernmental cooperation agreements, possibly creating a schism inside the EU.

Nicole Ahner is a research assistant at the Florence School of Regulation, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute.

Notre Europe releases report on a European Energy Policy

27 Mai 2010

[Speaker Corner](#)

Ilias Vazaios

Notre Europe, an independent think-tank under the guidance of former Commission President Jacques Delors, published recently its report "Towards a European Energy Community: A Policy Proposal," to study the feasibility of a European Energy Community.

Even though the EU has an energy commissioner and an energy directorate which produces strategic energy reviews and similar policy documents it has no concise energy policy. Energy decisions are still principally taken at the national level. According to the report, a European energy policy is essential for Europe to play a proactive role in the next industrial revolution of sustainable energy sources and green technologies.

The deficiencies of the current EU energy policy, which is solely based on market liberalization, are numerous: lack of a clear end objective, vulnerability to divide and rule strategies exercised by external energy players and inability to take direct centralized action.

According to the report, common energy policy would enable the EU to establish a broad European energy market and fight climate change, while maintaining its industrial competitiveness and energy supply security. It would allow for the emergence of a coherent and integrated single regulatory space for energy in Europe and would provide the EU with the ability to finance centrally energy investments and research. What is more it would multiply EU's capability to negotiate collectively with its external partners.

Of course, a common EU energy strategy cannot emerge overnight as it will take time to carry out the full debate that is needed. Although the optimal solution would be the creation of a new European Energy Community, interim measures are also recommended by the Notre Europe report such as: developing ambitious economic instruments to finance common projects, deepening and structuring cooperation in Europe-wide energy networks and setting up oil and gas purchasing groups to facilitate procurement from foreign suppliers.

To raise support for their propositions the creators of this report will present their findings at the European Parliament and tour European Capitals. They will also discuss with decision-makers and important stakeholders. Their final goal is that their proposals are addressed at the Energy Summit, which has been called by the President of the European Council Herman van Rompuy, in the spring of 2011.

<!-- /* Font Definitions */ @font-face {font-family:"Cambria Math"; panose-1:2 4 5 3 5 4 6 3 2 4; mso-font-charset:1; mso-generic-font-family:roman; mso-font-format:other; mso-font-pitch:variable; mso-font-signature:0 0 0 0 0 0;} /* Style Definitions */ p.MsoNormal, li.MsoNormal, div.MsoNormal {mso-style-unhide:no; mso-style-qformat:yes; mso-style-parent:""; margin:0in; margin-bottom:.0001pt; mso-pagination:widow-orphan; font-size:12.0pt; font-family:"Times New Roman", "serif"; mso-fareast-font-family:"Times New

```
Roman”}; mso-ansi-language:RO;} .MsoChpDefault {mso-style-type:export-only; mso-  
default-props:yes; font-size:10.0pt; mso-ansi-font-size:10.0pt; mso-bidi-font-size:10.0pt;}  
@page Section1 {size:8.5in 11.0in; margin:1.0in 1.0in 1.0in 1.0in; mso-header-margin:.5in;  
mso-footer-margin:.5in; mso-paper-source:0;} div.Section1 {page:Section1;} ->
```

Traducerea în limba română Ana Voitinovici

Vers une nouvelle Communauté européenne de l'énergie ?

1er juin 2010 | Par Maha Ganem



La proposition de Jacques Delors à la loupe

A l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration Schuman, Jacques Delors nous propose de remettre le couvert d'une certaine idée de l'Europe. Une Europe qui, comme l'avait imaginée Robert Schuman avant lui, serait constituée de « de réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ». La déclaration Schuman avait à l'époque donné naissance à la Communauté du Charbon et de l'Acier. Jacques Delors, quant à lui, souhaite donner naissance à une Communauté européenne de l'énergie (CEE). Pour beaucoup, Jacques Delors reste un père fondateur, sous ses mandats ont été initiés ou achevés l'Euro, Erasmus ou encore l'Espace Schengen...

Jacques Delors et « Notre Europe »

Fondé 1996 par Jacques Delors, « Notre Europe » est un Think tank, ou réservoir d'idées, de pensées, qui selon sa charte « souhaite penser l'unité européenne » et « contribuer à une union plus étroite des peuples d'Europe ». Les réflexions de « Notre Europe » s'articulent autour des principes de son fondateur et des valeurs historiques de l'Union européenne. Son objectif est de permettre au projet européen de grandir par la participation de tout à chacun.

Le 5 mai dernier, Jacques Delors et « Notre Europe », le « think tank » qu'il a fondé en 1996 (voir encadré) ont présenté au Parlement européen un rapport prônant la création d'une Communauté européenne de l'énergie, dont le but serait de permettre à l'UE de faire face aux crises environnementales, énergétiques et financières auxquelles elle fait face actuellement. Il s'agirait donc de transformer ces crises en véritables opportunités pour sortir l'Union européenne du marasme dans lequel elle se complait depuis déjà trop longtemps, un objectif qui semble à priori plus que réaliste, nécessaire et logique.

Mais que contient exactement cette proposition ?

Il s'agirait pour les pays de l'UE qui le souhaitent, à l'instar de ce qui s'est passé pour Schengen, de faire un pot commun de sources d'énergies afin de garantir aux citoyens un accès à l'énergie à un prix raisonnable et stable ; de préserver la compétitivité de l'industrie européenne tout en assurant un développement durable et une transition vers une société faiblement émettrice de carbone ; enfin de garantir l'approvisionnement en énergie des européens où qu'ils se trouvent dans l'Union. Ces propositions sont d'ailleurs mises en avant par la Commission actuelle comme des buts à atteindre, notamment dans le

cadre du « 20-20-20 ». Il s'agit du paquet législatif proposé par la Commission européenne en 2007 et qui a été approuvé en 2008, afin de faire de l'UE l'économie moderne la plus respectueuse de l'environnement. Les engagements pris par les 27 Etats membres sont :

- de réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020,
- d'augmenter de 20% l'efficacité énergétique d'ici 2020 ;
- d'atteindre une proportion de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de l'UE d'ici 2020 (actuellement à 8,5%) ;
- d'atteindre une proportion de 10% de biocarburants dans la consommation totale des véhicules d'ici 2020

J. Delors salue ce paquet législatif mais déplore qu'il n'ait pas convaincu à Copenhague en décembre 2009. De plus, là où la Commission Barroso ne fait qu'appeler de ses vœux un tel changement en profondeur de nos sociétés, le rapport Delors met sur la table des propositions concrètes, facilement et rapidement réalisables dans le cadre légal de la coopération renforcée. Ces propositions sont au nombre de trois :

- Mettre en place des instruments économiques pour le financement de projets communs de recherche et développement, c'est-à-dire disposer d'un budget conséquent, dédié exclusivement à l'énergie ;
- Approfondir et structurer la coopération autour de la mise en place de réseaux énergétiques de dimension européenne, ce qui reviendrait à une réelle interconnexion et par là même un véritable réseau européen de l'énergie plutôt qu'une multitude de réseaux nationaux coexistants ;
- Constituer des achats groupés de gaz et de pétrole afin d'avoir des prix plus attractifs, ainsi qu'une cohérence solide sur la scène internationale face aux enjeux stratégiques liés à l'énergie.

Un nouveau Traité pour l'Union

Mais ce que le rapport souhaite véritablement, et à travers lui son initiateur, c'est un nouveau traité basé sur l'énergie. « Notre Europe » propose ni plus ni moins que les quelques personnes encore courageuses qui subsistent au sein de nos Etats membres, qu'elles soient juristes, sénateurs ou membres du Parlement européen, prennent à nouveau le temps de se pencher sur cette question juridique de taille. Alors même que la ratification et l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, avec tous les rebondissements et les procédés à la limite de la démocratie qu'elles ont entraînées dans leur sillage, sont encore présentes dans l'esprit de beaucoup d'européens. Jacques Delors pense-t-il pouvoir briser la vague eurosceptique qui frappe très largement l'Europe d'aujourd'hui, comme à l'époque bénie où lui-même accédait à la présidence de la Commission pour trois mandats (1985-1995) ? Il faut croire que oui. Cela arrivera-t-il ? Le contexte est très loin d'y être favorable. D'autant que, comme l'a rappelé le Commissaire (allemand) à l'énergie, au cours de la présentation, l'article 194 du « tout nouveau » Traité de Lisbonne couvre déjà la question. Le Commissaire Oettinger n'a toutefois pas formellement exclu le recours à un traité spécifique, si cet article n'était pas suffisant. Toujours est-il qu'une telle option reste politiquement irréaliste dans l'Europe des 27 d'aujourd'hui. Mais il faut savoir voir au-delà de ce qui pourrait passer facilement comme une simple provocation de l'actuelle Commission européenne et des 27 chefs d'Etats et de gouvernements. Jacques Delors a une vision et une véritable volonté de faire. Ce qui au sein d'une Union européenne sans véritable leadership, malgré la présidence stable du Conseil, est assez rafraichissant.

Un projet pour l'UE

Jacques Delors bénéficie toujours d'une aura et d'un respect considérable sur la scène politique européenne. Une figure de sage, qui n'assume cependant plus aucune responsabilité politique au niveau européen, et encore moins au niveau national. Son initiative se limite donc à un appel aux bonnes volontés. Mais lesquelles ? Pourquoi la Commission de José Manuel Barroso ne s'est-elle pas penchée plus sérieusement sur le sujet ? Surtout que le projet d'une Communauté européenne de l'énergie est dans certaines têtes depuis un bon moment. Ainsi, l'économiste Jean-Paul Fitoussi (OFCE) appelle de ses vœux une telle CEE depuis 2006, à laquelle il ajoute les dimensions d'environnement et de recherche, créant ainsi la Communauté européenne de l'environnement, de l'énergie et de la recherche (C3ER). Nombreux sont ceux qui, comme lui, savent que l'énergie est à l'UE d'aujourd'hui ce que la CECA était à l'Europe d'après-guerre. Ils affirment qu'une telle alliance permettra à l'UE d'être plus forte d'un point de vue géostratégique et que la révolution verte est l'avenir de l'économie européenne. Lors de la cérémonie d'ouverture du campus du Collège d'Europe à Bruges en 2009, Jerzy Buzek, président du Parlement européen, a lui aussi repris l'idée d'une CEE. Affirmant que seule une telle communauté donnerait à l'UE les moyens de lutter contre le changement climatique et d'assurer sa sécurité énergétique. Même si la Commission a publié en janvier 2001 une communication appelant de ses vœux la CEE, elle pense que la concurrence et le marché intérieur pourront à eux seuls prendre en charge cette question si cruciale. Jacques Delors, et avec lui bien d'autres, pense qu'au contraire ce sera une volonté politique forte accompagnée de l'envie de ne pas rater un nouveau rendez-vous important avec les européens qui viendra à bout de cette question.

Source du logo : [site internet de la présidence du Parlement européen](#)

Crédit Photo : Wikipedia/CC/Gralo



Full text of the Buzek and Delors Declaration on the creation of a European Energy Community²³

Brussels -

Wednesday, May 5, 2010

"Europe will not be made all at once, or according to a single plan. It will be built through concrete achievements which first create a de facto solidarity."

Robert Schuman, 9th May 1950

* * *

Almost sixty years ago, six European states created the European Coal and Steel Community. Their purpose was to replace conflict with cooperation, and antagonism with prosperity. Today, energy is still on the political and economic agenda, but the rules that ensured equal access to common resources no longer exist.

In this new decade of the 21st century, Europe faces several major crises - in the field of energy, environment, and above all the economy - which call for new priorities and reduce the available options. These challenges also offer us opportunities. The development of sustainable and affordable alternative energy sources is the key to a new industrial revolution that will contribute to Europe's emergence from the economic crisis.

To meet these challenges, we need a radical shift in the way we produce and consume energy. We believe that Europe needs a stronger, deeper, common energy policy. An energy policy which guarantees access to energy at reasonable and stable prices, which maintains our industrial competitiveness, and which promotes sustainable development and the transition to a low-carbon society. A policy which mobilises investments in order to unlock the business opportunities of tomorrow, and which ensures the security of supply for all Europeans.

Existing policies - to liberalise energy supply, improve energy interconnection and protect the environment - have been successful and continue to have an important role to play, but they are not enough. This is a multifaceted problem whose scale requires a bolder new approach, based on more ambitious goals and deeper integration.

²³

http://www.europarl.europa.eu/president/view/de-en/press/press_release/2010/2010-May/press_release-2010-May-4.html

A unique challenge requires a unique response. We believe that the next chapter in the history of European integration has to involve the creation of a European Energy Community, a new EEC. A Community designed to deliver a strong and effective common energy policy. Major strides in the European project can and, if necessary, should be made by an initial core group of dedicated Member States - states which can use enhanced cooperation to move forward. Now is the time to take such a stride.

The creation of such a coherent and integrated common energy policy calls for a number of measures. The completion of the European markets for energy must be built on upgraded Europe-wide energy networks. Our energy mix should be diversified by greater reliance on renewable energies and by greater investment in research and development in new green technologies. Energy efficiency both in the production and end-use should be a core value of our policies and help promote a change of our habits and our way of life. The European Union must present a single interface in its relations with its external partners, both the producer and transit countries. The EU must have the ability to pool its supply capacities and to engage in coordinated energy purchasing, should the need arise. In the long term, if we are faced with a major energy crisis, common strategic reserves must be available, and managed throughout the continent in a spirit of solidarity.

Europe cannot afford to wait indefinitely, if its citizens are to continue to believe in the European ideal. On the eve of our European birthday, let us have the courage of our convictions. Let us now create a European Energy Community.

Jerzy Buzek and Jacques Delors

Jerzy Buzek ouvre le débat sur une Communauté européenne de l'énergie

Energie - 03-06-2010 - 16:45

http://www.europarl.europa.eu/news/public/story_page/051-75198-148-05-22-909-20100528STO75186-2010-28-05-2010/default_fr.htm

L'essentiel

- La crise du gaz pendant l'hiver 2008-2009 a mis en relief la dépendance énergétique de l'Europe.
- Une Communauté européenne de l'énergie permettrait de sécuriser l'approvisionnement et de réaliser des économies d'échelle.



Le Président Buzek présente le projet de Communauté européenne de l'énergie le 1er juin. « Les citoyens européens ne comprennent pas toujours la géopolitique mais ils comprennent quand leur chauffage est éteint ». En quelques mots, le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, esquisse ce que la sécurité énergétique représente pour les Européens. Il plaide pour une Communauté européenne de l'énergie entre des Etats volontaires. Elle permettrait de faire baisser les prix et de développer la recherche sur les énergies renouvelables. L'idée d'une Communauté européenne de l'énergie avait été lancée le 5 mai dernier par Jerzy Buzek lui-même et Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne. Elle faisait suite à un rapport publié par *Notre Europe*, un important groupe de réflexion sur les affaires européennes.

Ce projet a été présenté par le Président du Parlement européen aux députés des commissions parlementaires de l'industrie et de l'environnement les 1er et 3 juin. « *Il y a 60 ans, la première communauté européenne de l'énergie a été fondée. Pour nos grands-parents, il s'agissait de charbon et d'acier. Aujourd'hui, il est nécessaire de continuer avec une perspective plus large* », a-t-il expliqué.

L'union fait la force

Les avantages d'une Communauté européenne de l'énergie seraient nombreux, selon M. Buzek. Par exemple, l'achat en commun de gaz ou de pétrole renforcerait la position de l'Union européenne lors des négociations, permettant de faire baisser les prix. En coordonnant les investissements dans les réseaux de distribution d'énergie, des économies d'échelle pourraient être réalisées. Des fonds seraient ainsi débloqués pour la recherche sur les énergies renouvelables et l'efficacité des énergies fossiles.

Une telle Communauté, si elle est difficilement envisageable à 27 Etats membres, pourrait tout d'abord être créée pour un groupe réduit de minimum neuf Etats. Cette « coopération renforcée » est prévue par le Traité de Lisbonne. Les autres Etats pourraient ensuite les rejoindre quand ils le souhaitent, selon Jerzy Buzek.

Quelques critiques mais un climat général positif

L'initiative de Jerzy Buzek a reçu un accueil enthousiaste de la part des députés de la commission de l'environnement. En commission de l'industrie et de l'énergie, les réactions ont été plus mitigées.

Le Lituanien Zigmantas Balčytis (Socialistes et démocrates) met ainsi en doute l'idée d'une coopération renforcée car il « *ne croit pas à une Europe à deux vitesses* ». Pour le Britannique Giles Chichester (Conservateurs et réformateurs européens), il faut d'abord laisser le temps aux Etats de mettre en œuvre les mesures législatives européennes sur l'énergie avant de continuer : « *Nous*

risquons sinon de bloquer le processus au lieu de l'accélérer ». Le Vert français Yannick Jadot demande quant à lui que les priorités soient un peu plus précises, notamment en ce qui concerne la recherche.

Gageons que comme pour tous les grands projets, l'idée mettra un peu de temps à faire son chemin mais qu'elle s'imposera naturellement.

Les 7 et 8 juin, une rencontre interparlementaire sera organisée sur ce sujet.

REF. : 20100528STO75186

European Greens

EU Energy Community only of value if focus on developing renewable energy economy³⁴

Green politicians have called for a proposed European Energy Community to focus on promoting a European economy based on 100% renewable power.



Former Commission President Jacques Delors, together with EU energy commissioner Günther Oettinger and EP president Jerzy Buzek, today presented proposals for a European Energy Community at a press conference in the European Parliament (1). Commenting on the proposals, Green MEP and energy spokesman **Claude Turmes** said:

"The proposals for a European Energy Community, which are being pushed by Jacques Delors, will only be of value if the community focuses on speeding up the shift to a renewable energy economy in Europe. At present, the energy community being proposed by Jacques Delors lacks a clear policy focus and goals.

"Transforming our economy into one based on 100% renewable energy is not only the most effective way for Europe to achieve security of energy supply and meet its climate change goals, it will also be of clear benefit to the European economy. This has been made clear by a number of studies that have been released in the past months (2). These studies have also underlined that 100% renewables is not just some pipe dream, but is a realistic goal that Europe can achieve by 2050 and would not be more costly than other energy options.

"The Greens have been pushing for a European Community for Renewable Energy (ERENE), to promote a 100% renewable Europe, for some time now, with former EU Commissioner Michaela Schreyer presenting a comprehensive proposal in 2008 (3). This would aim to promote pan-European coordination, as well as mobilising joint financing instruments and R&D, with a view to speeding up the transition to a truly integrated European supergrid, powered by 100% renewable energy. The proposals for a European Energy Community should draw inspiration from this."

³⁴

http://www.stopclimatechange.net/index.php?id=26&tx_ttnews%5Btt_news%5D=1156&cHash=bb4ed1e361

Delors' energy community: EU Energy Community only of value if focus on developing renewable energy economy²²

Former Commission President Jacques Delors, together with EU energy commissioner Günther Oettinger and EP president Jerzy Buzek, today presented proposals for a European Energy Community at a press conference in the European Parliament (1). Commenting on the proposals, Rebecca Harms, President of the Greens/EFA group and Claude Turmes, Vice-President of the Greens/EFA group, said:

"The proposals for a European Energy Community, which are being pushed by Jacques Delors, will only be of value if the community focuses on speeding up the shift to a renewable energy economy in Europe. At present, the energy community being proposed by Jacques Delors lacks a clear policy focus and goals.

"Transforming our economy into one based on 100% renewable energy is not only the most effective way for Europe to achieve security of energy supply and meet its climate change goals, it will also be of clear benefit to the European economy. This has been made clear by a number of studies that have been released in the past months (2). These studies have also underlined that 100% renewables is not just some pipe dream, but is a realistic goal that Europe can achieve by 2050 and would not be more costly than other energy options.

"The Greens have been pushing for a European Community for Renewable Energy (ERENE), to promote a 100% renewable Europe, for some time now, with former EU Commissioner Michaele Schreyer presenting a comprehensive proposal in 2008.(3) This would aim to promote pan-European coordination, as well as mobilising joint financing instruments and R&D, with a view to speeding up the transition to a truly integrated European supersmartgrid, powered by 100% renewable energy. The proposals for a European Energy Community should draw inspiration from this."

²² http://www.greens-efa.org/cms/pressreleases/dok/338/338780.delors_energy_community@en.htm

Nur mit Fokus auf Erneuerbare ist eine EU-Energiegemeinschaft sinnvoll: Delorsplan für Energiegemeinschaft²⁶

05.05.2010

Der frühere Kommissionspräsident Jaques Delors hat heute zusammen mit Energiekommissar Günther Oettinger und dem Präsidenten des EU-Parlaments Jerzy Buzek seinen Vorschlag für eine europäische Energiegemeinschaft auf einer Pressekonferenz im Europaparlament vorgestellt (1). Rebecca Harms, Vorsitzende der Grünen/EFA-Fraktion, und Claude Turmes, stellvertretender Vorsitzender der Grünen/EFA-Fraktion, erklären dazu:

"Der Vorschlag für eine europäische Energiegemeinschaft ist nur dann sinnvoll, wenn durch die Gemeinschaft der Umbau in eine vollständig Erneuerbare Energieversorgung beschleunigt wird. Dem bisherigen Vorschlag von Jaques Delors fehlt dieses klare Ziel.

Die Transformation in eine 100%ig Erneuerbare Energieversorgung wird Europa nicht nur unabhängiger von Energieimporten machen und helfen die Klimaziele zu erreichen, es wird auch der europäischen Wirtschaft helfen. Zu diesem Ergebnis kamen mehrere Studien, die in den letzten Monaten veröffentlicht wurden (2). Die Studien haben außerdem belegt, dass eine vollständig erneuerbarer Energieversorgung nicht nur grüne Wunschvorstellung, sondern ein realistisches Ziel ist, das die EU bis 2050 erreichen kann. Dabei ist diese Energieoption keineswegs teurer als andere Vorschläge.

Wir Grüne haben schon lange eine europäische Gemeinschaft für Erneuerbare Energien (ERENE) gefordert, die die Idee einer vollständig erneuerbare Energieversorgung für Europa vorantreiben soll. Die frühere EU Kommissarin Michaela Schreyer, eine deutsche Grüne, hat bereits im Jahr 2008 ein Konzept für ERENE vorgestellt (3). Die Gemeinschaft soll die Zusammenarbeit der Mitgliedsstaaten im Bereich der Erneuerbaren verbessern, gemeinsame Finanzierungsinstrumente für Forschungsprojekte schaffen und den Ausbau intelligenter europäischer Netze voranbringen, die zu 100% von Erneuerbaren Energien gespeist werden. An diesen Vorschlägen sollte sich eine europäische Energiegemeinschaft orientieren."

²⁶

[http://www.gruene-europa.de/cms/default/dok/339/339159.nur mit fokus auf erneuerbare ist eine e@en.htm](http://www.gruene-europa.de/cms/default/dok/339/339159.nur_mit_fokus_auf_erneuerbare_ist_eine_e@en.htm)

**TEIKITE PRANEŠIMUS PASIRAŠYTUS
ELEKTRONINIŲ PARAŠŲ**



penki:news

6/4/2010

Buzek opens discussion on new EU Energy Community

Strengthened cooperation in energy networks, an EU energy research fund and a common gas purchasing group. Three concrete first steps towards a European Energy Community presented by Parliament's President Jerzy Buzek in the Energy Committee on Tuesday 1 June, anticipating a two day joint parliamentary meeting next week. "Citizens may not understand geopolitics, but they understand when the heating is turned off" Mr. Buzek said.



The European Energy Community was launched on 5 May by Mr. Buzek himself and Commission ex-president Jacques Delors.

It builds on a report from Mr. Delors' think tank "Notre Europe", making the case for a "real" European Energy Community using integrated networks, corrected by price stabilization measures and complemented by innovation policies.

This issue being close to Mr. Buzek's heart, the President anticipated the meeting with a Q&A in the Energy committee.

Mr Buzek said "60 years ago, the first European energy community was founded. For our grandparents it was coal and steel. Now, it is necessary to move forward with a wider perspective."

Already the three first steps would bring great advantages according to Mr Buzek. He said that the European Union could (in energy terms) become an economy of scale, possibly making it "more economically competitive than China".

He said that the Union could be "A powerful trading bloc in common negotiations for oil and gas, reducing overall prices".

He went on to say "instead of 27 separate bilateral negotiations for oil and gas we would have an efficient way to negotiate supply contracts, repartition of delivered gas between MS and exploitation of transport and

stocking infrastructures."

Lithuanian Socialist Zigmantas Balčytis told the meeting that "we need a coordinated energy policy. But we also need solidarity. I doubt we can achieve this if we have Europe moving at two different speeds at the same time."

Austrian MEP Paul Rübig (EPP) suggested that "the returns from the CO2 auctions could be used for research to make sure the use and production of fossil fuel is safe and efficient".

British MEP Giles Chichester (ECR) told fellow MEPs "we need to give countries more time to fully implement the 2nd and 3rd energy package. If we proceed on this, we risk stalling the process rather than speeding it up."

French Green MEP Yannick Jadot said "you take a very broad view of energy research. We are already spending a lot on research for renewable energy. Now you are talking about fossil fuel efficiency. Shouldn't we try to focus?"

Titled "Towards a European Energy Community for the 21st century?", next week's joint meeting is co-chaired by Mr. Buzek, José Bono, speaker of the Spanish Congress of Deputies, and Javier Rojo, speaker of the Spanish Senate.

Source: europarl.europa.eu

[send article feed back](#)



Vendredi 04 Juin 2010

Un débat sur une Communauté européenne de l'énergie

[Fenêtre sur l'Europe]

 Les citoyens européens ne comprennent pas toujours la géopolitique mais ils comprennent quand leur chauffage est éteint. En quelques mots, le Président du Parlement européen, Jerzy Buzek, esquisse ce que la sécurité énergétique représente pour les Européens. Il plaide pour une Communauté européenne de l'énergie entre des Etats volontaires. Elle permettrait de faire baisser les prix et de développer la recherche sur les énergies renouvelables.

L'idée d'une Communauté européenne de l'énergie avait été lancée le 5 mai dernier par Jerzy Buzek lui-même et Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne. Elle faisait suite à un rapport publié par Notre Europe, un important groupe de réflexion sur les affaires européennes.

Ce projet a été présenté par le Président du Parlement européen aux députés des commissions parlementaires de l'industrie et de l'environnement les 1er et 3 juin. Il y a 60 ans, la première communauté européenne de l'énergie a été fondée. Pour nos grands-parents, il s'agissait de charbon et d'acier. Aujourd'hui, il est nécessaire de continuer avec une perspective plus large.

L'union fait la force

Les avantages d'une Communauté européenne de l'énergie seraient nombreux, selon M. Buzek. Par exemple, l'achat en commun de gaz ou de pétrole renforcerait la position de l'Union européenne lors des négociations, permettant de faire baisser les prix. En coordonnant les investissements dans les réseaux de distribution d'énergie, des économies d'échelle pourraient être réalisées. Des fonds seraient ainsi débloqués pour la recherche sur les énergies renouvelables et l'efficacité des énergies fossiles.

Une telle Communauté, si elle est difficilement envisageable à 27 Etats membres, pourrait tout d'abord être créée pour un groupe réduit de minimum neuf Etats. Cette coopération renforcée est prévue par le Traité de Lisbonne. Les autres Etats pourraient ensuite les rejoindre quand ils le souhaitent, selon Jerzy Buzek.

Quelques critiques mais un climat général positif

L'initiative de Jerzy Buzek a reçu un accueil enthousiaste de la part des députés de la commission de l'environnement. En commission de l'industrie et de l'énergie, les réactions ont été plus mitigées.

Le Lituanien Zigmantas Baläytis (Socialistes et démocrates) met ainsi en doute l'idée d'une coopération renforcée car il ne croit pas à une Europe à deux vitesses. Pour le Britannique Giles Chichester (Conservateurs et réformateurs européens), il faut d'abord laisser le temps aux Etats de mettre en œuvre les mesures législatives européennes sur l'énergie avant de continuer : Nous risquons sinon de bloquer le processus au lieu de l'accélérer. Le Vert français Yannick Jadot demande quant à lui que les priorités soient un peu plus précises, notamment en ce qui concerne la recherche.

Gageons que comme pour tous les grands projets, l'idée mettra un peu de temps à faire son chemin mais qu'elle s'imposera naturellement.

Les 7 et 8 juin, une rencontre interparlementaire sera organisée sur ce sujet.

BLOGS



Géopolitique par Pierre Rousselin

Pour une Communauté européenne de l'énergie

Par [Pierre Rousselin](#) le 19 avril 2010 15h23 | [Lien permanent](#) | [Commentaires \(2\)](#)



Les Etats Généraux de l'Europe ont repris une [proposition de Jacques Delors](#) visant à créer une **Communauté européenne de l'énergie**, soixante ans après la déclaration Schuman du 9 mai 1950, acte fondateur de la CECA.

Guillaume Klossa, fondateur des Etats Généraux et José Manuel Barroso (photo) ont ouvert la troisième édition des Etats Généraux, qui, malgré l'irruption du volcan islandais, a réuni ce week-end quelque deux mille personnes à l'initiative des ONG EuropaNova, Notre Europe et le Mouvement européen.

Parmi les autres propositions de cette troisième édition des Etats Généraux figurent :

- > La création d'une culture militaire commune en rapprochant les formations en procédant à des entraînements communs et en évitant les duplications de matériels.
- > La création d'un socle commun de connaissance sur l'Europe pour chaque citoyen quelle que soit sa formation.

Le président de la Commission a invité **Guillaume Klossa** (EuropaNova), **Sylvie Goulard** (Mouvement européen) et **Tommaso Padoa Schioppa** (Notre Europe) à lui remettre les propositions des Etats Généraux et s'est engagé à les examiner et à mettre en oeuvre celles qui se trouveraient dans son champ de compétence.

Catégories:

- [Europe](#)

Tags:

- [EuropaNova](#),
- [Guillaume Klossa](#),
- [Jacques Delors](#),
- [Mouvement européen](#),

L'Europe doit réduire sa dépendance gazière.

Publié par moulay on mardi 6 avril 2010



Une maquette de gazoduc présentée aux visiteurs sur le stand de Nord Stream au salon de Hanovre, en 2007.

Mots clés : gaz, nord stream, EUROPE, RUSSIE, GAZPROM.

À quatre jours du lancement du chantier du gazoduc russe Nord Stream, un rapport dénonce l'emprise de Gazprom sur le Vieux Continent.

Le président russe Dmitri Medvedev en personne a prévu d'assister à la cérémonie. Vendredi, le gazoduc de la Baltique, Nord Stream, porté par la compagnie russe Gazprom, passera enfin du stade de projet à celui de chantier. La première pierre du futur tube sous-marin long de 1200 km sera posée à Vyborg, sur les rives du golfe de Finlande, à une centaine de kilomètres de Saint-Pétersbourg. Nord Stream devrait fournir, dès 2013, 55 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, directement acheminés en Allemagne. Gérard Mestrallet, le président de GDF Suez participera à la cérémonie. Le groupe français est partie prenante au projet dont il doit incessamment devenir actionnaire du consortium avec 9% du capital.

«Nord Stream est un élément clé de la sécurité d'approvisionnement, sans aucun pays de transit», se félicitait Gérard Mestrallet début mars à l'occasion de la visite à Paris de Dmitri Medvedev. Le gazoduc de la Baltique permettra en effet à la Russie de livrer l'Europe (qui représente 80% de ses exportations gazières) en contournant l'Ukraine, pays de transit dont la relation a été conflictuelle avec Moscou jusqu'à l'élection en février du président prorusse Viktor Ianoukovitch. Nord Stream permet aussi d'éviter l'autre route d'exportation, via la Biélorussie -allié capricieux- et la Pologne.

Lors de la visite du président russe en France, Gérard Mestrallet s'était réjoui de la relation historique de GDF établie avec Gazprom depuis trente-cinq ans et des contrats de fournitures sécurisés jusqu'en 2030. Mais tout le monde à Paris ne partage pas cette vision idyllique de la relation avec la Russie, premier exportateur mondial de gaz naturel. «L'Europe est dramatiquement dépendante» pour son gaz, s'alarme Christian Stoffaës, président du conseil du Centre d'études prospectives et d'information internationale (Cepii), qui vient de rédiger un rapport sur le sujet pour le compte du Conseil d'analyse stratégique, organisme rattaché à Matignon. Si le document de 145 pages dresse un constat largement établi de la vulnérabilité européenne pour son approvisionnement en gaz naturel, Christian Stoffaës l'a assorti de commentaires pas toujours diplomatiques en le présentant vendredi dernier. Le risque associé à la dépendance n'est pas celui de la rupture d'approvisionnement, analyse Stoffaës, mais celle-ci «pèse sur la mentalité des Européens et crée des tensions». L'Europe importe actuellement 60% de ses besoins en gaz, dont 25% à la Russie. L'épuisement des champs de la mer du Nord et la croissance de la demande devrait accentuer cette dépendance. Christian Stoffaës déplore sans fard le recrutement par «les fournisseurs» d'anciens dirigeants européens, allusion à l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder, devenu président du conseil des actionnaires de Nord Stream. «Les importateurs sont sous le chantage de Gazprom mais ne veulent pas non plus des bureaucrates de Bruxelles», assène encore l'auteur du rapport. L'ancien directeur de la prospective d'EDF estime qu'à la faveur des crises ukrainiennes de 2006 et surtout de janvier 2009, où le robinet fut réellement fermé, la prise de conscience de la nécessité d'actions communes du Vieux Continent gagne peu à peu.

«Une vraie force de négociation»:

Le rapport Stoffaës préconise, parmi six recommandations, la création d'une centrale d'achat européenne. Il reprend une idée défendue par Nicolas Sarkozy dans son discours du 5 mai 2009 à Nîmes: «Je veux porter l'idée d'une centrale européenne d'achat du gaz pour que l'Europe ait une vraie force de négociation face à ses fournisseurs.» Jacques Delors, l'ancien président de la Commission, dont Christian Stoffaës est proche, vient d'appeler, avec les mêmes objectifs d'indépendance stratégique, à la création d'une Communauté européenne de l'énergie, en préambule d'un rapport publié par son cercle de réflexion Notre Europe. Le fait est que «les vendeurs font la condition de la vente», reconnaissait récemment Jean-François Cirelli, le vice-président de GDF Suez. Christian Stoffaës en est convaincu: même si le processus prend des années, «s'il y a une volonté politique, les compagnies seront contentes d'être moins dépendantes de Gazprom».

Overblog

Vers une nouvelle politique de l'énergie en Europe?

Le groupe de réflexion "Notre Europe" vient de publier un **rapport** très intéressant sur le thème de la création d'une communauté européenne de l'énergie. Ce rapport a été rédigé par Marc van der Woude, Leigh Hancher et Sami Andoura. Une proposition de Jacques Delors conclue le rapport.

Une communauté européenne de l'énergie est-elle réalisable. Le rapport prend appui sur une analyse de la politique énergétique européenne et procède à son évaluation sur la base de trois élément-clés : l'accès à l'énergie à un prix abordable, le développement durable de la production, du transport et de la consommation d'énergie, et la sécurité d'approvisionnement. Pour les rédacteurs, ces trois objectifs ne peuvent être accomplis dans le cadre actuel. La solution proposée est de mettre en place une Communauté de l'énergie qui serait "*un espace de régulation énergétique cohérent et intégré à l'échelle européenne.*"

Le rapport propose en outre, la poursuite de la libéralisation des marchés, le développement d'un réseau énergétique intelligent ou encore la stimulation de la R&D dans les technologies vertes et les énergies renouvelables afin d'assurer la diversification des ressources de l'UE. Le financement de ces différents axes reposerait sur un ensemble de ressources financières indépendantes et autonomes. Si une telle communauté voit le jour, cela donnerait réduirait le risque de voir un pays tiers fournisseur d'énergies cibler un pays ou un groupe de pays au sein de l'UE. De plus, l'existence de réserves communes permettraient de mettre en place une solidarité active entre les pays membres. Bien entendu, si au départ la communauté peut être réduite à quelques pays volontaire, la stabilité et le poids d'une telle communauté ne pourrait subsister que si l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne y participait.

Pour fonder une telle communauté européenne de l'énergie la solution privilégiée par le rapport est la signature d'un nouveau traité sur l'énergie la révision du traité de Lisbonne paraissant fort improbable.

Moving towards a Real European Energy Community

April 1st, 2010 by Jacques Delors, Notre Europe

The challenges and opportunities which our societies face today call for decisive and immediate action. Urgent action is needed to address the challenges raised by the energy and climate crises, and to realise a transition to a low-carbon European economy. It is in the field of energy that the next industrial revolution will occur. Ensuring economic prosperity for all and meeting the challenge of climate change necessarily imply energy-related solutions. The urgency of the situation further requires public policies re-orienting societies to more sustainable, targeted and secure energy uses. As such, this action must be European, energy-specific and result-oriented.

Europeans should develop a common answer to common threats that are profoundly relevant to their current state of integration as well as to the future wellbeing of the global community. But all this requires setting collective ambitions at a higher level both in terms of substance and procedure. As in 1951 and 1957, there must be a concerted endeavour to help collective ambitions focus on energy. A unique challenge requires a unique response.

The solution proposed in [Notre Europe's report](#) in order to achieve that ultimate goal is to develop a real European Energy Community. This common project offers the member states the opportunity to design a common energy policy in the most efficient and democratic manner. It will require a stronger and more coherent European energy regulatory space governed by credible institutions capable of delivering effective solutions on the basis of democratic legitimacy. It should also be capable of exporting European regulatory norms in a credible and convincing way to the Union's partners on the international scene.

This common project will inevitably call for enhanced integration and the transfer of sovereignty to intervene in sensitive policy areas. The coordination of research policies, the steering of investment decisions, the creation of solidarity mechanisms and the need to speak in unison on the international scene all imply a powerful and supranational approach. This does not mean that the new energy policy will be an affair of distant technocrats.

On the contrary, a common energy policy can be a full success only if all participating states contribute. For example, specialisation between states offers the most efficient way to ensure a diversified energy portfolio and to create de facto solidarity. Within these logical limits each member state will not only be responsible for its own national production, but also for the European production. However, the conception and coordination of these policies requires a central and supranational decision making platform.

The new European Energy Community would therefore ideally be placed under the present Union structure and rely on the institutional machinery of the Union. The new Community would however develop new rules as to how these institutions would function in the policy areas covered by the new energy-specific Treaty. Involvement of the Parliament and seamless judicial control would be the basic rule upon which the new policy should work. The conclusion of new constitutional rules also allows the participants to set up new organs, such as the creation of a European Energy Fund and an 'Economic and Social Committee for Energy', or, conversely to set aside (real or perceived) institutional obstacles, such as the

‘Meroni’ case law which is said to prevent the putting into place of a true European regulator. Similarly, nothing would prevent the participants to ensure that the Energy Community is represented on the international scene by one supranational body that will be the sole interlocutory with energy suppliers from third countries. Last but not least, the decision-making process within the European Energy Community would need to be based on majority voting and not unanimity.

All these advantages do not take away the fact that the conclusion of a new Energy Community Treaty under the Union structure will unavoidably give rise to complex demarcation issues, and notably the definition of the scope of the new Treaty vis-à-vis other Union Treaties, in particular the Lisbon Treaty (TFEU). Unlike the ECSC Treaty or the Common Agricultural Policy, the scope of the new Energy Treaty should not rest upon relatively static lists of products and technologies. Locking in the new Community would conflict with its dynamic and innovative aspirations. The new Treaty should rather rely on a series of clearly and elaborately defined objectives and provide for an accelerated procedure which would allow the European Court of Justice to issue a binding opinion in case where the scope of the new rules is unclear and/or disputed.

Last but not least, it follows from the conclusion of [Notre Europe’s report](#) that the best available legal option for achieving this European Energy Community is to conclude a new Treaty under the Union structure (Option 3). Obviously, the conclusion of such Treaty by the European Union and all 27 member states is to be preferred, because it avoids all sorts of complex questions regarding the scope of the Treaty and the potential relation between the participating and non-participating states. However, not all member states may be willing at this stage to pool their energy policies under one common supranational structure. The adoption of the Lisbon Treaty was a long and tedious process. Not all member states and their people are necessarily willing to embark upon a yet another institutional adventure.

These political constraints lead to the conclusion that a “fully fledged and opt-in” Energy Treaty allowing the ambitious member states to embrace the common energy policy whilst leaving the door open for the more reticent states is the best option at Europe’s disposal. The fact that some ambitious states take the lead in developing a genuine Energy Community does not mean that the general measures adopted under this Energy Community are not developed for the benefit of the whole European Union. This neither means that the general measures developed under the current Union structure should not be improved for the benefit of all member states.

First Pragmatic Steps

The legal and political difficulties inevitably associated with the longer term nature of any project to create a new European Energy Community should not be a reason to delay interim processes of further integration at Union level in ensuring affordable access to secure and sustainable energy sources. Nor should it be a reason to prevent committed member states to conclude functional arrangements or to use other mechanisms of enhanced cooperation dealing with specific issues, such as the enhanced operation of networks, the creation of an Energy Fund or the setting up of a Gas Purchasing Group and/or Supply Agency. Such initiatives should be welcomed, since they aim to serve the wider policy objectives and ambitions of a European Energy Community.

Hence, the development of an Energy Community along the above lines puts the ambitious member states back on the track which the founding fathers traced in 1951 when they concluded the ECSC Treaty, albeit in a manner that is technologically and democratically adapted to today's standards and to tomorrow's expectations.

All these initiatives have after all one common goal which is to promote energy market integration and solidarity between the peoples of Europe and beyond. Freedom from energy insecurity reduces the seeds of conflict. And peace is what Europe is about.

Jacques Delors, Sami Andoura, Leigh Hancher and Marc Van Der Woude

This entry was posted on Thursday, April 1st, 2010 at 8:29 pm and is filed under [Energy](#)

Chillin' Competition

Relaxing whilst doing Competition Law is not an Oxymoron

Quote of the Day

[leave a comment »](#)



“Price mechanisms must be put in place to correct the market when it proves incapable of setting a socially acceptable energy price, while allowing private operators to make necessary investments in the network“.

And a question: at what level does a price become *socially* unacceptable?

My gut feeling: when the market fails to serve all those customers whose reservation price is superior to the producers’ costs. But I suspect the author of this quote to envision something else.

Found in J. DELORS’ foreword to “*Towards a European Energy Community: A Policy Proposal*“ drafted by Sami ANDOURA, Leigh HANCHER and Marc VAN DER WOUDE. Congratulations to them for putting together such a creative, and potentially controversial, policy report. The text of the report can be found hereafter.

[Etud76-Energy-en](#)

(Image possibly subject to copyright: source [here](#))

Written by Nicolas Petit

14 April 2010 at 15:59

Posted in [Legal Scholarship](#)

« [State Aid and General Interest For Whom the Bell Tolls](#) »

Towards a European Energy Community : Policy Proposal by Jacques Delors - DESERTEC - Windows Internet Explorer

http://desertec-mediterranee.over-blog.com/article-towards-a-european-energy-community-49004265.html

Fichier Edition Affichage Favoris Outils ?

Google Recherche Partager Sidewiki Mes favoris Orthographe Traduire Saisie automatique Connexion

Cette page est en anglais. La traduire à l'aide de la barre d'outils Google ? [En savoir plus](#)

Traduire

overblog Vous aimez aussi... J'aime ce blog Rechercher ok

SAHARA GREEN

Pages

- CONTACT : Dr HADROUG Nasser
- DESERTEC on www.linkedin.com : the best place to discuss about DESERTEC
- CSP Project Developments in Algeria (info from SolarPACES)
- DESERTEC : WhiteBook
- Présentation du plan solaire méditerranéen
- Joint venture DII established the 30 october 2009, and ready to take up work and to cooperate with the Mediterranean Solar Plan
- Scope of Solar Thermal Analysis Review and Training (START) Mission to Algeria
- Prospects of Wind Farm Development in Algeria
- Mise en place de DII (Initiative Industrielle DeserteC) en Allemagne et nomination de son Directeur Paul Van Son
- Histoire de l'Energie Solaire
- SOLAR THERMAL POWER – THE BASICS, TECHNOLOGY, COSTS AND BENEFITS
- Descriptif de la technologie du solaire concentré
- Concentrating Solar Power : presentation by Fred Morse at the World Bank in 2009
- Smart Grid : an introduction
- DESERTEC : présentation en français
- DESERTEC : Red Paper
- Green Jobs: Towards decent work in a sustainable, low-carbon world
- MUNICH RE NEWABLES : contribution from Munich Re to a low-carbon energy supply
- From DLR : Trans-Mediterranean Interconnection for Concentrating Solar Power
- UBS report : Solar Thermal CSP : a new power giant is awakening
- Energy : Special Edition from German Aerospace Center DLR
- ALGERIA : Renewable energy guidelines report
- Renewable Energies in ALGERIA » Potential
- 3D Film showing how does work a Geothermal Power Station

Mercredi 21 avril 2010

Towards a European Energy Community : Policy Proposal by Jacques Delors

link: http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/Etud76-Energy-en.pdf

Policy Proposal by Jacques Delors

Towards a European Energy Community

by Notre Europe

When six European states decided in 1951 to integrate two key sectors of their economies to create a Community, their purpose was to replace conflict with cooperation and antagonism with prosperity. Energy was one of the sectors, and almost sixty years later, energy is still at the top of the political and economic agenda. However, the rules that ensured equal access to common resources no longer exist. Despite increased regulatory activity, Europe has lost its ability to pursue a truly common policy covering the three objectives that are essential to energy policy today: affordable access to energy; sustainable development of energy production, transport, and consumption; and security of supply.

These objectives are not necessarily irreconcilable, provided that the right balance is struck and that technological innovation is efficiently and effectively channelled. The difficulty of this task is compounded by the various crises our societies are facing. It is dangerous and illusory to assume that these challenges can be addressed at state or regional level, or that loose cooperative structures have the ability to make hard choices. The climate crisis calls for new priorities and reduces the available options. Alternative policies are required, together with the decision-making capabilities necessary for the adoption of compulsory measures. If Europe's leaders wish to take on the new challenges collectively, they must ensure that Europe's energy policy provides the decision-making tools to support these difficult policy choices and that it can accommodate change.

The aim of this report is to examine whether the three objectives can be achieved under the existing energy policy in a consistent and credible manner and to determine what institutional framework would be needed for an enhanced European energy policy.

Click on the above link to Download the report.

Par Dr Hadroug Nasser - Communauté : DESERTEC

Ecrire un commentaire Partager

Internet | Mode protégé : désactivé 100%

Boîte de récep... revue de press... 12 Microsof... declaration2.p... Towards a Eur... Notre Europe... Confédération... FR 16:55

Blog de Gilles Pargneaux

07/06/2010

Vers une communauté européenne de l'énergie au 21ème siècle?,



"Vers une Communauté européenne de l'énergie au 21ème siècle ?" , c'est le thème sur lequel débatteront le Parlement européen et le Parlement espagnol les lundi 7 et mardi 8 juin lors d'une réunion conjointe.

Le 5 mai, le Président du Parlement européen Jerzy Buzek et l'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors ont appelé à la création d'une Communauté européenne de l'énergie, qui garantisse "un approvisionnement en énergie sûr, durable et à des prix abordables" de l'Union européenne.

Je vous invite à lire la déclaration conjointe de Jacques Delors et Jerzy Buzek:

Voici près de soixante ans, six Etats européens créèrent la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Leur but était de remplacer le conflit par la coopération et l'antagonisme par la prospérité.

Aujourd'hui, l'énergie figure toujours à l'agenda politique et économique mais les règles qui assuraient l'égalité d'accès aux ressources communes n'existent plus.

En cette nouvelle décennie du XXIe siècle, l'Europe est confrontée à plusieurs crises graves dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et surtout de l'économie, lesquelles appellent la définition de nouvelles priorités et réduisent les options disponibles. Ces défis nous offrent aussi des opportunités. Le développement de source d'énergie durable et abordable est la clé de la nouvelle révolution industrielle qui contribuera à faire sortir l'Europe de la crise économique.



Pour relever ces défis, il faut un changement radical dans la manière dont nous produisons et consommons l'énergie.

Nous sommes convaincus que l'Europe a besoin d'une politique énergétique commune plus forte. Une politique énergétique qui garantisse l'accès à l'énergie à un prix stable et raisonnable, qui maintienne notre compétitivité industrielle et qui promeuve un développement durable et le passage à une société pauvre en carbone.

Une politique qui mobilise l'investissement afin de stimuler les perspectives industrielles de demain et qui assure la sécurité d'approvisionnement à tous les Européens.

Les politiques existantes en matière de libéralisation de l'offre énergétique, d'amélioration de l'interconnexion énergétique et de protection de l'environnement ont été couronnées de succès et gardent un rôle important à jouer. Toutefois, elles ne suffisent pas. Il s'agit d'un problème complexe aux multiples facettes dont l'ampleur requiert une nouvelle approche plus audacieuse, fondée sur des objectifs plus ambitieux et une intégration renforcée.

Un défi unique appelle une réponse unique. Nous pensons que le nouveau chapitre de l'histoire de l'intégration européenne doit comporter la création d'une Communauté européenne de l'énergie, une nouvelle CEE.

Une communauté appelée à mettre en œuvre une politique énergétique commune efficace. Des étapes importantes du projet européen peuvent et, au besoin, doivent être franchies par un premier noyau d'Etats membres prêts à s'engager. Des Etats qui soient en mesure d'exploiter une coopération renforcée pour progresser. Le moment est venu de franchir une telle étape.

La création d'une telle politique énergétique commune cohérente et intégrée suppose un certain nombre de mesures. L'achèvement du marché européen de l'énergie doit se fonder sur des réseaux énergétiques européens renforcés. Notre bouquet énergétique doit être diversifié par un recours accru aux énergies renouvelables et par des investissements plus substantiels dans la recherche et le développement de nouvelles technologies vertes. L'efficacité énergétique, tant pour la production que la consommation finale d'énergie, devrait être une pierre angulaire de notre politique énergétique commune, et nous aider à promouvoir à un changement de nos habitudes et de notre façon de vivre. L'Union européenne doit disposer d'une interface dans ses relations avec ses partenaires extérieurs-pays producteurs et pays de transit. **L'UE doit être en mesure de mettre en commun les capacités d'approvisionnement et de se lancer dans des approvisionnements énergétiques coordonnés dans les cas où le besoin s'en ferait sentir. A terme, si elle confrontée à une grave crise énergétique, des réserves stratégiques doivent être prévues et gérées sur l'ensemble du continent dans un esprit de solidarité.**

L'Europe ne peut se permettre d'attendre infiniment si elle veut que ses citoyens continuent à croire en l'idéal européen. A la veille de l'anniversaire de l'Europe, ayons le courage de nos convictions. Créons à présent une Communauté européenne de l'énergie.

Rédigé à 14:13 dans [Humeur](#), [Les commissions parlementaires](#) | [Lien permanent](#)

[Tags Technorati](#): [Communauté européenne de l'énergie](#), [Député européen](#), [Gilles Pargneaux](#), [Jacques Delors](#), [Notre Europe](#), [Président de la Commission européenne](#)

Facultas – Sustainable Development

Resources

Type here



- [Home](#)
- [About»](#)
- [Public Consultation»](#)
- [Legislation/Policy»](#)
- [EU Energy Market»](#)
- [Request Content](#)
- [Legal](#)

EU Energy Regulation, Competition, Pricing

Energy Single Market – competition, regulation and pricing for energy

The Commission Communication on a **Europe2020** strategy encompasses the need for “A single market for the 21st century“, and it states that: “A stronger, deeper, extended single market is vital for growth and job creation“. However it also warns, that “current trends show signs of integration fatigue and disenchantment regarding the single market“. Nevertheless, the Commission in the Communication includes in its priorities to work to complete the internal market.

In a forward looking move, the EC President, José Manuel Barroso, in October 2009, tasked Mario **Monti**[\[1\]](#) with preparing a report on how to re-launch the EU’s single market. His report was published on 9 May 2010[\[2\]](#) and examines both gaps in the single market and ways to better enforce the laws underpinning it. Prof. Monti echoes concerns about the state of the internal market, listing 3 challenges to overcome, including the eroded political support for market integration in Europe. As expected Prof. Monti addresses both implementation and enforcement of the single market, making several concrete recommendations, including on the sensitive subject of greater coordination of taxation policies between Member states, including environmental taxation. The European Commission is expected to follow-up by presenting a Communication in June 2010 on the re-launch of the single market, laying the groundwork for a package on “tomorrow’s single market” on the occasion of the 20th anniversary of the single market in 2012. On the energy side, Prof. Monti highlights the need for a more interconnected European energy market.

In connection with the think thank report, **Towards a European Energy Community**, from “Notre Europe” in April 2010[\[3\]](#), Jacques **Delors** paints a similarly dark picture, underlining that “urgent action” is required to deal with challenges raised by the energy & climate crises, and to realise a transition to a low-carbon economy. The report proposed to “develop a real European Energy Community” through “a stronger and more coherent European energy regulatory space governed by credible institutions capable of delivering effective solutions on the basis of democratic legitimacy“. In this vision the EU should also be able to export regulatory norms to a global setting[\[4\]](#).

Euro crisis: Reform or declare failure³⁵

Thursday, 6 May 2010 • By Ulrich Speck

Joseph Stiglitz says in the *Guardian* that there are three solutions to the Euro crisis:

Those countries whose deficits have soared as a result of the global recession should not be forced into a death spiral – as Argentina was a decade ago.

One proposed solution is for these countries to engineer the equivalent of a devaluation – a uniform decrease in wages. This, I believe, is unachievable, and its distributive consequences are unacceptable. The social tensions would be enormous. It is a fantasy.

There is a second solution: the exit of Germany from the eurozone or the division of the eurozone into two sub-regions. The euro was an interesting experiment, but, like the almost forgotten exchange rate mechanism that preceded it and fell apart when speculators attacked sterling in 1992, it lacks the institutional support required to make it work.

There is a third solution, which Europe may come to realise is the most promising for all: implement the institutional reforms, including the necessary fiscal framework, that should have been made when the euro was launched.

It is not too late for Europe to implement these reforms and thus live up to the ideals, based on solidarity, that underlay the euro's creation. But if Europe cannot do so, then perhaps it is better to admit failure and move on than to extract a high price in unemployment and human suffering in the name of a flawed economic model.

Yanukovych's "true face". Toby Vogel writes in the *European Voice* about the debate on the new Ukrainian President and about the EU's approach:

Both camps in the debate about Yanukovych's true face have taken the deal on the Black Sea fleet as vindication of their position. Those who believe that Yanukovych is a pro-Russian, Soviet-style strongman argue that the new lease will prevent Ukraine from becoming a NATO member for decades, unless the military alliance changes its rule that no member state is allowed to have non-NATO military bases in its territory. Although this may matter to only a minority of Ukrainians, since the practical implications in the next decade or so are slight for Ukraine, the deal is of strategic importance to Russia.

Those who believe that Yanukovych is a pragmatist (or, as some put it, an opportunist with few firm principles beyond gaining and maintaining power) point to the benefit Ukraine will gain from the gas discount. This is not trivial in one of the world's least energy-efficient countries, whose population, shaken by a 12% contraction of the economy in the last year, is unable to afford gas at market prices. If someone has to subsidise the gas prices paid by Ukraine's end-users, then why not make that someone the Russian, instead of the Ukrainian treasury?

Vogel is critical of the EU's approach to Ukraine:

Contrast Russia's hard-nosed foreign policy – offering financial rewards at a time when Ukraine is at a low point economically and financially – with the EU's response. Štefan Füle,

³⁵ <http://www.globeurope.com/blog/2010/05/06/morning-brief-6-5/>

the European commissioner for enlargement and neighbourhood policy, was in Kiev on the day after the deal was struck. He told MEPs a few days later, in a delightful understatement, that his visit had been “timely”. What Füle had to offer was a shopping list of reforms the EU expects Ukraine to make in exchange for “possible incentives and responses from the EU”. When his Ukrainian interlocutors stressed their desire to conclude an association agreement, including a free-trade agreement, with the EU this year, Füle was non-committal to the point of being discouraging. “I explained that more work was needed, particularly on the deep and comprehensive free-trade area by the Ukrainian side,” he told the MEPs, “but underlined our strong commitment to completing negotiations as soon as possible.”

The Commission sees its approach, with its “possible incentives”, as a stimulus for necessary reform. Ukraine’s governments sees it as yet more proof that the EU takes no serious interest in Ukraine, and instead continues to heap up impediments to closer links. Worse still, the Commission is now attaching new conditions to financial assistance to which Ukraine’s leaders, perhaps wrongly, felt entitled.

EU-Latin America summit in danger. AFP reports:

Most South American nations are to boycott EU-Latin America summit later this month in Spain to protest an invitation to the new president of Honduras who was elected after a coup, leaders said. Ecuadorian President Rafael Correa said late Tuesday, at the close of a summit of South American leaders in Argentina, that “there is unease shared by most of us that will prevent a lot of UNASUR (Union of South American Nations) countries attending the summit.”

A Brazilian minister speaking on condition of anonymity also said that Brazilian President Luiz Inacio Lula da Silva also intended to skip the upcoming summit if Lobo went. Lobo represents a controversial head of state for much of the region.

So far, only Colombia and Peru have followed the lead of their ally the United States in recognizing his presidency. Most other South American countries consider his rule to be illegitimate. They refuse to acknowledge his November election because it was organized by an interim government installed after the previous elected president, Manuel Zelaya, was ousted in a June 2009 coup.

The European Union initially condemned the coup and refused to send election observers, but it ended up accepting Lobo as Honduras’s president in February. Spain, which currently holds the rotating EU presidency, invited Lobo to attend the EU-Latin America summit to be held in Madrid from May 18.

EU-South Korea: Sovereignism vs. pan-regionalism. Robert E. Kelly writes on the European Geostrategy blog about the limits of EU-South Korean relations:

In 2009, (South) Korea and the European Union signed an Free Trade Agreement (the European Union is Korea’s second biggest export market). Brussels and Seoul have great interest in future co-operation, although deeper engagement is unlikely. Most importantly, neither side is relevant to the basic security issues of the other. Specifically, the European Union cannot assist Korea in its acute security dilemma, and the ‘sovereignist’ Koreans do not share European preferences for ‘soft power’, regionalisation, and multilateral collective security. However, Korea is likely to pursue the relationship for cost-free prestige-taking. And the European Union will understand this ‘Asian bridge’ as a success for the promotion of liberal-democratic values in a non-European context. Europhile, pro-regionalist elites may pursue ‘inter-regional’ ties to bolster the European Union within Europe, but deep Korean attachment to the Westphalian state model will stymie pan-regionalism.

Role of EU development policy in EEAS. Toby Vogel reports in the *European Voice*:

EU development ministers will have their first debate on the European External Action Service with Catherine Ashton, the EU’s foreign policy chief, on Monday (10 May).

Ashton's proposal for the service, which she unveiled on 25 March, assigned responsibility for setting overall strategies and funding allocations for development policy to the EEAS, and the implementation of such strategies to the European Commission. This reflected near-consensus among member states following a turf war with the Commission, which wanted to retain desks dealing with developing countries.

The proposal has implications for the two Commission services currently involved in development aid – the directorate-general for development, and EuropeAid.

Andris Piebalgs, the European commissioner for development, wants to refocus the development directorate as a 'thought leader' on development policy and has suggested that the future head of the EEAS should have a third deputy to oversee development policy-making, according to diplomats.

A UK list of suggestions to clarify the role of the EEAS in development includes a proposal to merge the development department and EuropeAid. According to the UK memorandum, the position of director-general for development – currently held by Stefano Manservigi – is to be transferred from the Commission to the EEAS, but will remain accountable to Piebalgs.

A diplomat said that the clarifications requested by the UK would not require changes to Ashton's proposal but could take the form of assurances or a declaration.

The college of commissioners will on 15 June consider the modifications to this year's budget made necessary by the establishment of the EEAS.

The European Court of Auditors last week (29 April) adopted an opinion on the EEAS's role in implementing Commission funds such as those in development, saying it was "concerned" by the fact that officials from a different institution would act as authorising officers. The report said that heads of the EU's delegations abroad, who report both to the EEAS management and the Commission, could encounter "conflicts of priorities". MEPs said the report reinforced their view that the EEAS should be made part of the Commission. MEPs have threatened to delay decisions on the new service if their demands are not met.

Today US Vice President Joe Biden is in Brussels. He will give a speech in Parliament and have a lunch meeting with Herman Van Rompuy and José Manuel Barroso. According to the US embassy in Brussels, "the Vice President will discuss how the United States and the EU can improve cooperation in areas of mutual concern, including Afghanistan and Pakistan, Iran, counter-terrorism, climate change and energy security, and the promotion of economic growth".

The *European Voice* writes about Biden's visit in Parliament:

US Vice-president Joe Biden will try to win over MEPs on Thursday (6 May) when he visits the European Parliament to address concerns over closer co-ordination on anti-terror measures.

Biden's schedule at the Parliament includes a closed-door meeting with the Parliament's political group leaders and an address to MEPs in the chamber, which is sure to touch on a number of transatlantic problems between the EU and the US. They include the Parliament's tough line on data protection. Its tough stance in rejecting an interim deal to share bank data with the US in February came as a surprise to US officials, who had launched an unprecedented lobbying campaign, involving US Secretary of State Hillary Clinton, to convince MEPs not to vote against the deal..

As a result the Parliament has earned new respect in Washington, DC, said Piotr Nowina-Konopka, director of the Parliament's new Liaison Office with the US Congress. The office, located in the EU's delegation in Washington, was officially opened by Jerzy Buzek, president of the Parliament last week. "It was a fantastic wake-up call," he said, adding that it put the Parliament on the political map with US government and Congressional officials. Nowina-

Konopka said the US Congress was currently considering opening a similar liaison representation in Brussels. (...)

Biden heads to Madrid on Friday where he will meet Spanish Prime Minister José Luis Rodríguez Zapatero and King Juan Carlos before the vice-president heads back to the United States on Saturday.

The visit is seen as US efforts to placate feelings by top EU officials that US President Barack Obama snubbed the 27-nation bloc when he decided in February to cancel his attendance at a planned EU-US summit in Spain in May.